

# T1 2021

## Rapport trimestriel aux actionnaires

### La Banque Scotia annonce les résultats de son premier trimestre

**TORONTO, le 23 février 2021** – La Banque Scotia a affiché un bénéfice net de 2 398 millions de dollars pour son premier trimestre, comparativement à 2 326 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,86 \$, ce qui représente une hausse de 1 % par rapport à celui de 1,84 \$ inscrit l'an dernier. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 14,2 %, soit le même taux que l'an dernier.

Le bénéfice net ajusté<sup>1)</sup> s'est élevé à 2 418 millions de dollars et le bénéfice dilué ajusté par action s'est fixé à 1,88 \$, en hausse de 3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres ajusté s'est élevé à 14,4 %, contre 13,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

« La performance de la Banque pour le trimestre reflète la vigueur de notre plateforme diversifiée, nos quatre secteurs d'activité ayant fortement contribué à l'atteinte de ces résultats. En ce qui a trait aux revenus, nous affichons une croissance positive et notre rigueur sur le plan des dépenses nous a permis de dégager des bénéfices de grande qualité et d'atteindre un levier d'exploitation positif pour tous nos secteurs. Notre ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, qui se situe à 12,2 %, nous offre davantage de possibilités pour l'investissement ultérieur de capitaux. Par ailleurs, nous avons constaté que l'adoption des outils numériques demeure vigoureuse dans tous nos principaux marchés. À mesure que nous reprenons le dessus sur cette pandémie, je suis convaincu que l'ensemble des activités de la Banque lui permettra de maintenir son niveau élevé de rendement », a déclaré Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia.

Le Réseau canadien a réalisé un bénéfice ajusté de 915 millions de dollars. Les bénéfices sont revenus aux niveaux d'avant la COVID grâce à la forte augmentation des actifs et des dépôts, à des revenus robustes tirés des honoraires, à des marges stables et à l'amélioration des tendances en matière de crédit.

Les Opérations internationales ont généré un bénéfice ajusté de 398 millions de dollars, lequel est attribuable à la bonne performance des pays membres de l'Alliance du Pacifique et à des marges stables.

La Gestion de patrimoine mondiale a dégagé un bénéfice ajusté de 425 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 34 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat est imputable à la hausse saisonnière des commissions de performance et à l'apport important des services iTRADE, à l'appréciation des marchés, au dynamisme marqué des ventes et à la croissance à deux chiffres de toutes nos activités menées au Canada. Les ASG et les ASA ont progressé de 5 % et de 10 %, respectivement, par rapport à l'an dernier.

Les Services bancaires et marchés mondiaux ont bien commencé l'exercice en réalisant un bénéfice de 543 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 20 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le solide rendement réalisé par tous nos services liés aux marchés des capitaux et nos services bancaires d'investissement est à l'origine du résultat obtenu par ce secteur.

Son ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 s'étant établi à un bon niveau, soit à 12,2 %, la Banque est en bonne posture pour continuer à aider ses clients et à assurer sa croissance future.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Se reporter aux renseignements à la page 73.

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir plus de renseignements.

# Faits saillants financiers

Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates

(non audité)	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats d'exploitation</b> (en millions de dollars)			
Revenus d'intérêts nets	4 351	4 258	4 392
Revenus autres que d'intérêts	3 721	3 247	3 749
Total des revenus	8 072	7 505	8 141
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	764	1 131	926
Charges autres que d'intérêts	4 208	4 057	4 418
Charge d'impôt sur le résultat	702	418	471
Bénéfice net	2 398	1 899	2 326
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 265	1 745	2 262
<b>Performance d'exploitation</b>			
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,87	1,44	1,86
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,86	1,42	1,84
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	14,2	11,0	14,2
Ratio de productivité (en pourcentage)	52,1	54,1	54,3
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) <sup>1)</sup>	2,27	2,22	2,45
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b> (en millions de dollars)			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	89 491	76 460	69 291
Actifs détenus à des fins de transaction	141 768	117 839	144 731
Prêts	603 649	603 263	592 279
Total des actifs	1 164 050	1 136 466	1 154 022
Dépôts	768 993	750 838	763 850
Actions ordinaires	63 387	62 819	63 485
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	5 308	5 308	3 884
Actifs sous administration	600 955	558 594	553 884
Actifs sous gestion	313 970	291 701	297 086
<b>Mesures des fonds propres et de la liquidité</b>			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1) (en pourcentage)	12,2	11,8	11,4
Ratio de T1 (en pourcentage)	13,6	13,3	12,5
Ratio total des fonds propres (en pourcentage)	15,7	15,5	14,6
Ratio de levier (en pourcentage)	4,7	4,7	4,0
Actifs pondérés en fonction du risque (en millions de dollars)	406 780	417 138	420 694
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	129	138	127
Ratio structurel de liquidité à long terme (en pourcentage)	115	s. o.	s. o.
<b>Qualité du crédit</b>			
Montant net des prêts douteux (en millions de dollars)	3 285	3 096	3 233
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances (en millions de dollars) <sup>2)</sup>	7 810	7 820	5 095
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,84	0,81	0,77
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,52	0,50	0,52
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) <sup>3)</sup>	0,49	0,73	0,61
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) <sup>3)</sup>	0,49	0,54	0,55
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,43	0,41	0,54
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)	2 418	1 938	2 344
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)	1,88	1,45	1,83
Rendement des capitaux propres ajusté (en pourcentage)	14,4	11,3	13,9
Ratio de productivité ajusté (en pourcentage)	51,8	53,3	53,4
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajustée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations <sup>3)</sup>	0,49	0,73	0,51
<b>Données sur les actions ordinaires</b>			
Cours des actions à la clôture (en dollars) (TSX)	68,20	55,35	72,28
Actions en circulation (en millions)			
Nombre moyen – de base	1 212	1 211	1 214
Nombre moyen – dilué	1 237	1 246	1 247
Clôture de la période	1 212	1 211	1 213
Dividendes versés par action (en dollars)	0,90	0,90	0,90
Rendement de l'action (en pourcentage) <sup>4)</sup>	5,7	6,4	4,9
Capitalisation boursière (en millions de dollars) (TSX)	82 684	67 055	87 687
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	52,28	51,85	52,33
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,3	1,1	1,4
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	12,5	10,2	10,5
<b>Autres données</b>			
Effectif (équivalent temps plein) <sup>5)</sup>	89 808	91 447	99 277
Succursales et bureaux	2 597	2 618	3 048

1) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

2) Compte tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de tous les actifs financiers : prêts, acceptations, exposition au risque lié à des éléments hors bilan, titres de créance et dépôts auprès d'autres institutions financières.

3) Compte tenu de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de certains actifs financiers : prêts, acceptations et exposition au risque lié à des éléments hors bilan.

4) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

5) Les montants des périodes précédentes ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est fourni dans le but d'aider le lecteur à évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque au 31 janvier 2021 et pour la période close à cette date. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque figurant dans le présent rapport aux actionnaires et le rapport annuel 2020 de la Banque. Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 23 février 2021.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris son rapport annuel 2020, sur son site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). Il est également possible de trouver le rapport annuel et la notice annuelle de 2020 de la Banque sur le site de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Table des matières

<b>Rapport de gestion</b>	<b>22</b>	Faits saillants par secteurs géographiques	<b>39</b>	Instruments financiers
<b>4</b> Mesures non conformes aux PCGR			<b>40</b>	Arrangements hors bilan
<b>7</b> Résultats financiers du Groupe	<b>23</b>	Faits saillants financiers trimestriels	<b>40</b>	Faits nouveaux en matière de réglementation
<b>10</b> Perspectives économiques	<b>23</b>	Situation financière	<b>42</b>	Méthodes comptables et contrôles
<b>11</b> Données par secteurs d'activité	<b>24</b>	Gestion du risque	<b>43</b>	Données sur les actions
	<b>38</b>	Gestion du capital		

**Énoncés prospectifs** À l'occasion, nos communications publiques comprennent des énoncés prospectifs verbaux ou écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à d'autres communications. De plus, des représentants de la Banque peuvent fournir verbalement des énoncés prospectifs à certains analystes, investisseurs, médias et autres intervenants. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, notamment, les énoncés formulés dans le présent document, dans le rapport de gestion de la Banque figurant dans son rapport annuel 2020 à la rubrique Perspectives, ainsi que dans tout autre énoncé concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ses résultats financiers prévisionnels et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « envisager », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « planifier », « viser » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel comme « devrait » et « pourrait ».

Du fait de leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous posions des hypothèses et sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que les prédictions, les prévisions, les projections, les attentes ou les conclusions se révèlent inexacts, que nos hypothèses puissent être incorrectes et que nos objectifs de performance financière, notre vision et nos objectifs stratégiques ne puissent être atteints.

Nous conseillons aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes, des cibles, des estimations et des intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs en raison de divers facteurs de risque, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont l'incidence peut être difficile à prévoir.

Les résultats futurs liés aux énoncés prospectifs peuvent être influencés par de nombreux facteurs, dont, sans s'y limiter, les conditions générales de l'économie et du marché dans les pays où nous exerçons nos activités; les variations des taux de change et d'intérêt; la hausse des coûts de financement et de la volatilité en raison de l'illiquidité du marché et de la concurrence pour le financement; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; les changements apportés aux politiques monétaires, fiscales ou économiques et les modifications apportées aux lois fiscales et aux interprétations connexes; les changements apportés aux lois et à la réglementation ou aux attentes et exigences prudentielles, y compris les exigences et les lignes directrices relatives aux fonds propres, aux taux d'intérêt et à la liquidité, ainsi que l'incidence de ces changements sur les coûts de financement; les changements aux cotes de crédit qui nous sont attribuées; le risque d'exploitation et le risque lié aux infrastructures; le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; notre capacité à réaliser nos plans stratégiques, notamment à mener à terme les acquisitions et les cessions, ce qui comprend l'obtention des approbations des organismes de réglementation; les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations connexes sur ces estimations; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter, à former et à conserver des dirigeants clés; l'évolution de divers types de fraude ou d'autres activités criminelles auxquels la Banque est exposée; les perturbations et les attaques (notamment les cyberattaques) visant les technologies de l'information, l'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communication vocaux ou de données de la Banque ou visant Internet; l'augmentation de la concurrence dans tous nos secteurs géographiques et d'activité, notamment en provenance de concurrents offrant des services bancaires par Internet et par appareil mobile et de concurrents non conventionnels; l'exposition liée aux enjeux réglementaires et aux litiges importants; la survenance de catastrophes naturelles ou non et les réclamations découlant de ces événements; le déclenchement sur une grande échelle de crises sanitaires ou de pandémies, notamment l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et les conditions des marchés financiers ainsi que sur les activités, les résultats d'exploitation, la situation financière et les perspectives de la Banque; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur sa liquidité. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. La Banque tient à préciser que la liste ci-dessus n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque et autres facteurs potentiels pouvant avoir une incidence négative sur ses résultats. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Gestion du risque du rapport annuel 2020 de la Banque, compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels.

Les hypothèses économiques importantes sous-jacentes aux énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont présentées dans le rapport annuel 2020 à la rubrique Perspectives, compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels. Ces rubriques Perspectives sont fondées sur les opinions de la Banque et leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de ces rubriques. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent l'avis de la direction à la date des présentes seulement et sont présentés dans le but d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière de la Banque, ses objectifs et ses priorités ainsi que sa performance financière prévisionnelle aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Sauf si la loi l'exige, la Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), lesquels sont fondés sur les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), ni définies par les PCGR. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom ou à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La Banque est d'avis que certaines mesures non conformes aux PCGR sont utiles pour évaluer la performance des activités courantes et qu'elles permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après.

### Résultats ajustés et bénéfice dilué ajusté par action

Le tableau suivant présente le rapprochement des résultats financiers présentés conformément aux PCGR et des résultats financiers ajustés non conformes aux PCGR.

Les ajustements résumés ci-dessous sont les mêmes que ceux décrits dans le rapport annuel 2020 de la Banque. Il y a lieu de se reporter à la rubrique sur les mesures non conformes aux PCGR du rapport annuel 2020 de la Banque pour obtenir une description détaillée des ajustements.

Ajustement ayant une incidence sur la période considérée et les périodes antérieures :

- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels.

Ajustements ayant une incidence sur les périodes antérieures seulement :

- Coûts liés aux acquisitions et aux cessions – Comprennent les coûts liés à l'intégration des activités acquises et le profit net ou la perte nette sur les cessions.
- Ajustements liés aux évaluations comptabilisés au premier trimestre de 2020 – Se rapportent à l'ajout d'un scénario dans le cadre de l'évaluation du compte de correction de valeur pour pertes sur créances, au changement de méthode d'évaluation de la juste valeur en ce qui concerne les dérivés de gré à gré non garantis et à la perte de valeur liée à un logiciel.

Pour les trimestres clos les

<i>(en millions de dollars)</i>	<b>31 janvier 2021</b>	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets	<b>4 351 \$</b>	4 258 \$	4 392 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>3 721</b>	3 247	3 749
Total des revenus	<b>8 072</b>	7 505	8 141
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>764</b>	1 131	926
Charges autres que d'intérêts	<b>4 208</b>	4 057	4 418
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>3 100</b>	2 317	2 797
Charge d'impôt sur le résultat	<b>702</b>	418	471
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 398 \$</b>	1 899 \$	2 326 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>90</b>	72	39
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	<b>2 308</b>	1 827	2 287
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>2 265</b>	1 745	2 262
<b>Bénéfice dilué par action (en dollars)</b>	<b>1,86 \$</b>	1,42 \$	1,84 \$
<b>Ajustements</b>			
Coûts liés aux acquisitions			
Coûts d'intégration <sup>1)</sup>	– \$	20 \$	76 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels <sup>1)</sup>	<b>28</b>	26	27
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances – ajout d'un scénario <sup>2)</sup>	–	46	103
Ajustement de l'évaluation des dérivés <sup>3)</sup>	–	–	155
(Profit net) perte nette sur les cessions <sup>4)</sup>	–	–	116
Perte de valeur d'un actif logiciel <sup>1)</sup>	–	8	(262)
	–	–	44
<b>Ajustements (avant impôt)</b>	<b>28 \$</b>	54 \$	156 \$
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>(8)</b>	(15)	(138)
<b>Ajustements (après impôt)</b>	<b>20 \$</b>	39 \$	18 \$
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	(48)
<b>Ajustements (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)</b>	<b>20 \$</b>	39 \$	(30)\$
<b>Résultats ajustés</b>			
Revenus d'intérêts nets	<b>4 351 \$</b>	4 258 \$	4 392 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>3 721</b>	3 247	3 597
Total des revenus	<b>8 072</b>	7 505	7 989
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>764</b>	1 131	771
Charges autres que d'intérêts	<b>4 180</b>	4 003	4 265
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>3 128</b>	2 371	2 953
Charge d'impôt sur le résultat	<b>710</b>	433	609
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 418 \$</b>	1 938 \$	2 344 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>90</b>	72	87
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	<b>2 328</b>	1 866	2 257
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>2 285 \$</b>	1 784 \$	2 232 \$
<b>Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)</b>	<b>1,88 \$</b>	1,45 \$	1,83 \$

1) Comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.

2) Comptabilisé dans la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

3) Comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts.

4) Comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts; les coûts liés aux cessions sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

## Rapprochement des résultats présentés et des résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales

Les résultats du secteur Opérations internationales sont présentés en dollars constants (se reporter à la page 15). Selon la présentation en dollars constants, les montants des périodes précédentes sont recalculés au moyen des taux de change moyens de la période à l'étude. Le tableau suivant fournit le rapprochement entre les résultats présentés et les résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales pour les périodes précédentes.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					
	31 octobre 2020			31 janvier 2020		
(sur une base de mise en équivalence fiscale)	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants
Revenus d'intérêts nets	1 785 \$	(5)\$	1 790 \$	2 005 \$	112 \$	1 893 \$
Revenus autres que d'intérêts	763	5	758	980	41	939
Total des revenus	2 548	–	2 548	2 985	153	2 832
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	736	(3)	739	580	30	550
Charges autres que d'intérêts	1 424	(13)	1 437	1 664	83	1 581
Charge d'impôt sur le résultat	55	5	50	159	10	149
<b>Bénéfice net</b>	<b>333 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>322 \$</b>	<b>582 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>552 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	70 \$	– \$	70 \$	64 \$	2 \$	62 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	263 \$	11 \$	252 \$	518 \$	28 \$	490 \$
<b>Autres mesures</b>						
Actifs moyens (en milliards de dollars)	202 \$	(1)\$	203 \$	203 \$	8 \$	195 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	153 \$	(1)\$	154 \$	151 \$	6 \$	145 \$

La base d'établissement des montants présentés dans le tableau ci-dessus est différente de celle utilisée pour le tableau de la section *Incidence de la conversion des devises* qui se trouve dans la rubrique Résultats financiers du Groupe à la page 8.

### Actifs liés aux activités bancaires principales

Les actifs liés aux activités bancaires principales représentent les actifs productifs d'intérêts moyens, exclusion faite des acceptations bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction.

### Marge sur activités bancaires principales

Ce ratio représente les revenus d'intérêts nets divisés par les actifs liés aux activités bancaires principales.

### Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Le rendement des capitaux propres des secteurs d'activité correspond à un ratio du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires du secteur d'activité par rapport au capital attribué. La Banque a attribué un capital aux secteurs d'activité équivalant à environ 10,5 % des exigences de fonds propres ordinaires aux termes de Bâle III, en fonction des risques de crédit, de marché et d'exploitation ainsi que du levier propres à chaque secteur d'activité.

# Résultats financiers du Groupe

## Incidence de la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'écllosion de la COVID-19 était devenue une pandémie mondiale. En l'absence de moyens médicaux pour ralentir la propagation du virus, les gouvernements partout dans le monde ont mis en œuvre plusieurs mesures visant à contenir l'écllosion du virus et à en ralentir la progression, notamment la fermeture d'entreprises, des restrictions de voyage, des quarantaines et des restrictions sur les rassemblements publics et privés.

Les répercussions économiques de ces mesures et l'incertitude quant à la voie à suivre ont entraîné de graves tensions sur les marchés financiers au début de la pandémie. Pour alléger les tensions sur les marchés du financement, les banques centrales ont déployé des mesures rapides et à grande échelle pour accroître la liquidité du marché, ce qui a donné lieu à de fortes réductions des taux d'intérêt, à des programmes d'assouplissement quantitatif dans certains pays, à des prêts directs aux entreprises et à des injections ciblées de liquidités sur divers marchés de produits de crédit. Dans certains pays, les organismes de réglementation ont permis aux banques d'offrir des programmes de report aux clients sans leur demander de reclasser les prêts concernés. En plus de ces mesures financières, les autorités fiscales ont mobilisé des sommes records pour soutenir directement les entreprises et les ménages, notamment des subventions salariales pour les entreprises et une aide financière pour les employés touchés par la pandémie. Ces programmes demeurent en vigueur dans la plupart des pays. Lorsqu'il est devenu évident que les mesures visant à ralentir la propagation du virus étaient efficaces, les économies ont été rouvertes, ce qui a entraîné un bond de l'activité économique. La baisse des taux d'intérêt et les mesures de soutien direct aux entreprises et aux ménages ont alimenté la reprise, comme en témoigne l'évolution de la consommation mondiale observée depuis la réouverture des économies.

Malgré l'ampleur de la reprise observée jusqu'à présent, le taux de chômage demeure nettement supérieur aux niveaux d'avant la pandémie dans bon nombre de pays. Les secteurs les plus touchés par la pandémie demeurent fragilisés, alors que d'autres secteurs prospèrent. Nous croyons que ces tendances continueront de se manifester dans l'ensemble de nos activités. Néanmoins, la Banque a fait preuve de solidité financière et de résilience opérationnelle, tout en veillant à la santé et à la sécurité de ses employés et en aidant ses clients. Le nombre de cas d'infection à l'échelle planétaire demeure élevé, les variants du virus et l'efficacité des vaccins contre les variants de la COVID-19 présentent des risques, et le calendrier de livraison et de distribution des vaccins soulève quelques inquiétudes. Ces facteurs assombrissent les prévisions à court terme, même s'il y a des preuves incontestables qui semblent indiquer que l'économie reprendra de plus belle à mesure que les taux d'infection diminueront et que les taux de vaccination augmenteront. Un soutien politique substantiel demeure nécessaire pour aider les économies à traverser la pandémie de COVID-19. Nous demeurons prudemment optimistes que le redressement qui a déjà lieu dans les pays dans lesquels nous exerçons nos activités se renforcera au cours des douze prochains mois grâce à leurs cadres politiques solides et au soutien qu'ils ont apporté à leur économie au cours des derniers mois.

### Programmes d'aide destinés aux clients

Afin d'aider ses clients, la Banque a mis en œuvre un certain nombre de programmes dans toutes les régions où elle exerce ses activités. Se reporter à la page 25 du rapport annuel 2020 pour obtenir de plus amples renseignements.

#### Canada

Les programmes d'aide offerts ont pour la plupart pris fin le 30 septembre 2020. Au 31 janvier 2021, les prêts pour lesquels des reports de paiement ont été accordés s'élevaient à 653 millions de dollars (31 octobre 2020 – 5 119 millions de dollars) et sont pour l'essentiel des prêts hypothécaires. Parmi les comptes clients pour lesquels les reports de paiement sont cumulativement venus à échéance depuis le lancement des programmes au deuxième trimestre de 2020, environ 97 % sont à jour dans les paiements.

#### International

Les programmes d'aide relatifs aux prêts aux particuliers ont pris fin le 31 octobre 2020 et ceux relatifs aux prêts commerciaux, le 30 septembre 2020, hormis certaines exceptions, y compris par suite d'exigences d'organismes de réglementation locaux. Au 31 janvier 2021, les prêts pour lesquels des reports de paiement ont été accordés s'élevaient à 555 millions de dollars (31 octobre 2020 – 10 602 millions de dollars) et se composaient essentiellement de prêts hypothécaires. Parmi les comptes clients pour lesquels les reports de paiement sont cumulativement venus à échéance depuis le lancement des programmes au deuxième trimestre de 2020, environ 88 % sont à jour dans les paiements.

## Sommaire des résultats financiers

Le bénéfice net présenté par la Banque pour le trimestre s'est élevé à 2 398 millions de dollars, contre 2 326 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 1 899 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,86 \$, par rapport à 1,84 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 1,42 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres a atteint 14,2 %, ce qui est similaire à la période correspondante de l'exercice précédent et en hausse par rapport à 11,0 % pour le trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est établi à 2 418 millions de dollars, comparativement à 2 344 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 3 %. Le bénéfice dilué ajusté par action s'est établi à 1,88 \$, contre 1,83 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres ajusté s'est établi à 14,4 %, contre 13,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net est attribuable à la baisse des charges autres que d'intérêts et à l'augmentation des revenus au cours du trimestre considéré.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 418 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 1 938 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué ajusté par action s'est chiffré à 1,88 \$, contre 1,45 \$ pour le trimestre précédent, alors que le rendement des capitaux propres ajusté a atteint 14,4 %, contre 11,3 % pour le trimestre précédent. L'augmentation du bénéfice net s'explique avant tout par l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et par la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances pour le trimestre à l'étude.

## Incidence de la conversion des devises

Le tableau qui suit reflète l'incidence estimée de la conversion des devises sur certains postes clés de l'état du résultat net. Les données y sont calculées selon une base d'établissement différente de celle utilisée dans le tableau des résultats présentés en dollars constants à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Pour les trimestres clos les	Taux de change moyen			Variation en %	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020	31 janvier 2021 c. 31 octobre 2020	31 janvier 2021 c. 31 janvier 2020
Dollar américain/dollar canadien	0,777	0,756	0,760	2,8 %	2,3 %
Peso mexicain/dollar canadien	15,618	16,390	14,483	(4,7)%	7,8 %
Sol péruvien/dollar canadien	2,807	2,701	2,545	3,9 %	10,3 %
Peso colombien/dollar canadien	2 753,077	2 866,315	2 555,453	(4,0)%	7,7 %
Peso chilien/dollar canadien	573,961	591,628	586,493	(3,0)%	(2,1)%

	31 janvier 2021 c. 31 octobre 2020	31 janvier 2021 c. 31 janvier 2020
Incidence sur le bénéfice net <sup>1)</sup> (en millions de dollars, sauf pour le bénéfice par action)		
Revenus d'intérêts nets	3 \$	(110)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)</sup>	15	(33)
Charges autres que d'intérêts	(4)	85
Autres éléments (après impôt)	(3)	44
Bénéfice net	11 \$	(14)\$
Bénéfice par action (dilué)	0,01 \$	(0,01)\$
Incidence par secteurs d'activité (en millions de dollars)		
Réseau canadien	– \$	– \$
Opérations internationales <sup>2)</sup>	(12)	(35)
Gestion de patrimoine mondiale	–	(3)
Services bancaires et marchés mondiaux	(6)	(6)
Autres <sup>2)</sup>	29	30
Bénéfice net	11 \$	(14)\$

1) Comprend l'incidence de toutes les devises.

2) Comprend l'incidence des couvertures de devises.

## Incidence des activités cédées

Le tableau qui suit présente le bénéfice dégagé par les activités cédées au cours de la période close le 31 janvier 2020. Se reporter à la note 37 dans le rapport annuel 2020 de la Banque pour consulter la liste des cessions qui ont été réalisées :

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 <sup>1)</sup>
(non audité) (en millions de dollars)	
Revenus d'intérêts nets	69 \$
Revenus autres que d'intérêts	69
Total des revenus	138
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	3
Charges autres que d'intérêts	61
Charge d'impôt sur le résultat	15
<b>Bénéfice net</b>	<b>59 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque découlant des activités cédées	59 \$

1) L'incidence des activités cédées est de néant pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020.

	31 janvier 2021 c. 31 janvier 2020
<b>Incidence sur le bénéfice net</b> (en millions de dollars, sauf pour le bénéfice par action)	
Revenus d'intérêts nets	(69)\$
Revenus autres que d'intérêts	(69)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(3)
Charges autres que d'intérêts	(61)
Charge d'impôt sur le résultat	(15)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(59)\$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque</b>	<b>(59)\$</b>
<b>Bénéfice par action (dilué)</b>	<b>(0,05)\$</b>

## Analyse de la performance financière

### Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est établi à 2 398 millions de dollars, contre 2 326 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 3 %, laquelle est attribuable surtout à la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts, annulée en partie



par la diminution des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts. Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 418 millions de dollars, contre 2 344 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 3 %, laquelle est attribuable surtout à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et à la baisse des charges autres que d'intérêts, atténuées par l'augmentation de l'impôt sur le résultat.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le bénéfice net s'est établi à 2 398 millions de dollars, contre 1 899 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 26 %. Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 418 millions de dollars, contre 1 938 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 25 %, laquelle est attribuable surtout à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et à la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, annulées en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat.

### Total des revenus

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus se sont élevés à 8 072 millions de dollars, contre 8 141 millions de dollars. La diminution s'explique par la baisse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus ajustés se sont chiffrés à 8 072 millions de dollars, contre 7 989 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 83 millions de dollars, ou de 1 %. La hausse est attribuable surtout à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus se sont élevés à 8 072 millions de dollars, contre 7 505 millions de dollars. La hausse est attribuable surtout à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 351 millions de dollars, soit une baisse de 41 millions de dollars, ou de 1 %. La croissance des actifs et l'accroissement de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif ont été plus que contrebalancés par l'incidence défavorable de la conversion des devises et des activités cédées.

La marge sur activités bancaires principales a diminué de 18 points de base pour s'établir à 2,27 %, ce qui s'explique par la proportion accrue d'actifs liquides de haute qualité à faible marge, de même que par le recul des marges des Opérations internationales et du Réseau canadien en raison des baisses de taux apportées par les banques centrales en 2020 et des changements dans la composition des activités.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 351 millions de dollars, soit une hausse de 93 millions de dollars, ou de 2 %, attribuable principalement à l'accroissement de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et à la croissance des actifs du Réseau canadien.

La marge sur activités bancaires principales a augmenté de cinq points de base pour s'établir à 2,27 %, en raison principalement de l'accroissement de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et de l'augmentation des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et des Opérations internationales.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 3 721 millions de dollars, en baisse de 28 millions de dollars, ou de 1 %. Les revenus autres que d'intérêts ajustés ont augmenté de 3 %, ou de 125 millions de dollars, soit de 5 % compte non tenu de l'effet défavorable des activités cédées. La hausse s'explique par l'augmentation des profits sur les titres de placement et des revenus tirés des services de gestion de patrimoine, laquelle découle des commissions de performance annuelles accrues. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus tirés des services bancaires, par l'effet défavorable de la conversion des devises ainsi que par l'avantage conféré au dernier exercice par l'harmonisation de la période de présentation des unités d'exploitation du Mexique avec celle de la Banque (« harmonisation de la période de présentation »).

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 474 millions de dollars, ou de 15 %, ce qui s'explique par la croissance des revenus tirés des activités de gestion de patrimoine, laquelle découle des commissions de performance annuelles accrues, ainsi que par la hausse des revenus tirés des services bancaires et des activités de transaction, et par l'augmentation des profits sur les titres de placement.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 764 millions de dollars, contre 926 millions de dollars, en baisse de 162 millions de dollars, ou de 17 %. La dotation ajustée au compte de correction de valeur pour pertes sur créances présente une diminution de 7 millions de dollars, ou de 1 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 12 points de base pour s'établir à 49 points de base et le ratio ajusté a diminué de deux points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 762 millions de dollars, contre 835 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 73 millions de dollars, ou de 9 %. La dotation ajustée au titre des prêts douteux a diminué de 40 millions de dollars, ou de 5 %, ce qui s'explique en grande partie par la baisse des dotations au titre des prêts aux particuliers du Réseau canadien du fait de la diminution des défaillances. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux a diminué de six points de base pour se fixer à 49 points de base, alors que le ratio ajusté a diminué de quatre points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 2 millions de dollars, comparativement à 91 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts productifs a augmenté de 33 millions de dollars, l'effet de la COVID-19 sur la qualité du crédit du portefeuille ayant été contrebalancé dans une certaine mesure par les perspectives macroéconomiques plus favorables.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 764 millions de dollars, contre 1 131 millions de dollars, en baisse de 367 millions de dollars, ou de 32 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 24 points de base pour s'établir à 49 points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est élevée à 762 millions de dollars, soit une baisse de 73 millions de dollars, ou de 9 %, attribuable à une baisse des prêts nouvellement classés comme étant douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux sociétés, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers des Opérations internationales du fait de la migration du crédit imputable à l'arrivée à échéance des reports de paiement. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 49 points de base, en baisse de cinq points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 2 millions de dollars, comparativement à 296 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 294 millions de dollars, dont une partie, soit 191 millions de dollars, est attribuable aux prêts aux particuliers provenant principalement des Opérations internationales en raison des perspectives macroéconomiques plus favorables. Les dotations au titre des prêts productifs aux entreprises et aux sociétés ont diminué de 103 millions de dollars en raison des perspectives macroéconomiques plus favorables.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 4 208 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 210 millions de dollars, ou de 5 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées, de 4 180 millions de dollars, ont diminué de 2 %, et une tranche de 1 % de cette diminution se rapporte à l'incidence des activités cédées. La diminution restante de 1 % est attribuable à l'incidence favorable de la conversion des devises, à la baisse des frais liés au personnel et à la diminution des dépenses liées à la publicité et à la prospection, ce qui a été annulé en partie par l'investissement supplémentaire dans le programme de fidélisation SCÈNE et la hausse de la rémunération liée à la performance, notamment les montants liés aux honoraires de gestion du patrimoine accrus.

Le ratio de productivité s'est établi à 52,1 %, comparativement à 54,3 %. Le ratio de productivité ajusté s'est établi à 51,8 %, comparativement à 53,4 %. Le levier d'exploitation présenté s'est établi à un pourcentage positif de 3,9 % et, après ajustement, il s'est établi à un pourcentage positif de 3,0 %.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 151 millions de dollars, ou de 4 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont également augmenté de 4 %. Ces augmentations sont le résultat de la hausse saisonnière des charges de rémunération fondée sur des actions et liée à la performance, notamment les montants liés aux honoraires de gestion du patrimoine accrus, et de l'investissement supplémentaire dans le programme de fidélisation SCÈNE. Ces hausses ont été atténuées par la baisse des frais liés aux locaux et aux technologies.

Le ratio de productivité s'est établi à 52,1 %, comparativement à 54,1 %. Le ratio de productivité ajusté s'est établi à 51,8 %, comparativement à 53,3 %.

### Impôt

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif a été de 22,7 %, contre 16,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après ajustement, le taux d'impôt effectif s'est établi à 22,7 %, contre 20,6 %, en raison surtout des changements dans la composition du bénéfice dans toutes les activités et tous les territoires.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 22,7 %, comparativement à 18,0 % pour le trimestre précédent. Après ajustement, le taux d'impôt effectif s'est établi à 22,7 %, comparativement à 18,2 %, en raison surtout de la hausse du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'impôt sont plus élevés et des changements dans la composition du bénéfice au cours du trimestre considéré.

## Perspectives économiques

Il semblerait que l'on puisse s'attendre à un redressement de l'économie mondiale en 2021. Bien que la COVID-19 demeure une préoccupation importante en raison des niveaux d'infection, des variants du virus et de la vitesse à laquelle les vaccins sont distribués, l'élan sous-jacent de l'économie mondiale semble plus important que ce qui avait été estimé. Le marché de l'immobilier, le marché financier et le marché des produits de base contribuent tous à la reprise. En outre, le plan de relance des États-Unis devrait favoriser de façon considérable la croissance américaine, et par conséquent, la croissance de ses principaux partenaires commerciaux, y compris le Canada. Dans l'ensemble, les risques semblent s'amenuiser et les perspectives semblent s'améliorer.

Or, l'amélioration des perspectives économiques dépend des politiques, lesquelles demeurent essentielles pour se prémunir contre les risques de détérioration de la situation et assurer la récupération aussi rapide que possible des pertes de production. Les pressions inflationnistes demeurent modérées, l'inflation étant inférieure aux cibles des banques centrales de la plupart des pays. Bien que les mesures des attentes d'inflation du marché aient augmenté, nous croyons que les taux directeurs ne varieront pas avant longtemps. Les courbes de rendement ont déjà commencé à s'intensifier en prévision d'une inflation plus élevée et d'une éventuelle hausse des taux directeurs. Nous nous attendons à ce que cette tendance s'accroisse à mesure que le redressement s'amplifiera. Du point de vue de la politique budgétaire, le plan de relance des États-Unis aura une incidence importante sur la croissance américaine et mondiale, même si des hypothèses prudentes sont utilisées pour en estimer les répercussions. Il est clair que le soutien budgétaire sera maintenu au moins jusqu'à ce que la reprise soit assurée, et probablement au-delà.

Au Canada, plusieurs éléments laissent entrevoir que la reprise postérieure à la COVID-19 sera robuste : les liquidités sont élevées, la richesse immobilière et financière a augmenté et les prix des produits de base sont nettement plus élevés que prévu. Nous nous attendons à ce que les secteurs dont l'activité a été le plus freinée par les mesures de confinement rebondissent fermement à mesure que des progrès sont réalisés dans la lutte contre le virus, bien qu'à l'heure actuelle, il y ait des preuves évidentes d'une reprise à deux vitesses, puisque l'activité économique dans les secteurs moins touchés de l'économie semble être plutôt vigoureuse.

Les perspectives semblent également favorables dans les pays de l'Alliance du Pacifique. Comme ailleurs, les données de la fin de 2020 indiquaient un élan économique beaucoup plus important que prévu. Bien que d'autres mesures d'endiguement aient été mises en place dans certains pays jusqu'à présent cette année, nous continuons de croire que l'activité économique reprendra avec vigueur en 2021. La forte croissance en Chine et aux États-Unis, combinée à la hausse des prix des produits de base, va stimuler le redressement, même si les élections au Pérou, le deuxième vote dans le processus de réforme constitutionnelle chilienne et les élections de mi-mandat au Mexique assombrissent les perspectives.

## Données par secteurs d'activité

Les résultats par secteurs d'activité sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale et sont ajustés pour tenir compte des éléments suivants :

- La Banque analyse les revenus de ses secteurs d'activité sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode consiste à majorer les revenus exonérés d'impôts gagnés sur certains titres et comptabilisés dans les revenus d'intérêts nets ou dans les revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôt sur le résultat, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts découlant de sources imposables et de ceux provenant de sources non imposables et qu'elle favorise l'utilisation d'une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques puissent également utiliser la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat des secteurs sont majorés jusqu'à un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur Autres.
- En ce qui a trait à l'évaluation et à la présentation de la performance des secteurs d'activité, le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées, lequel est un montant après impôt, fait l'objet d'un ajustement de normalisation aux fins de l'impôt. Cet ajustement de normalisation fiscale majore le montant du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées et normalise le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

### Réseau canadien<sup>1)</sup>

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets	1 984 \$	1 954 \$	2 003 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)</sup>	664	612	704
Total des revenus	2 648	2 566	2 707
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	215	330	321
Charges autres que d'intérêts	1 204	1 186	1 233
Charge d'impôt sur le résultat	318	272	301
<b>Bénéfice net</b>	<b>911 \$</b>	<b>778 \$</b>	<b>852 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	911 \$	778 \$	852 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>			
Rendement des capitaux propres	21,9 %	18,4 %	20,6 %
Marge nette sur intérêts <sup>3)</sup>	2,26 %	2,26 %	2,36 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	1 \$	92 \$	59 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	214 \$	238 \$	262 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,23 %	0,37 %	0,36 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,23 %	0,27 %	0,30 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,22 %	0,25 %	0,29 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	368 \$	363 \$	355 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	306 \$	295 \$	263 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 20 \$ (31 octobre 2020 – 15 \$; 31 janvier 2020 – 20 \$).

3) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Revenus d'intérêts nets	1 984 \$	1 954 \$	2 003 \$
Revenus autres que d'intérêts	664	612	704
Total des revenus	2 648	2 566	2 707
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>2)</sup>	215	330	250
Charges autres que d'intérêts <sup>3)</sup>	1 198	1 180	1 228
Charge d'impôt sur le résultat	320	274	321
<b>Bénéfice net</b>	<b>915 \$</b>	<b>782 \$</b>	<b>908 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	915 \$	782 \$	908 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu de l'ajustement au titre du compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 71 \$ en raison de l'ajout d'un scénario au cours du premier trimestre de 2020.

3) Compte tenu de l'ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exclusion des logiciels, de 6 \$ (31 octobre 2020 – 6 \$; 31 janvier 2020 – 5 \$).

### Bénéfice net

#### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est fixé à 911 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 59 millions de dollars, ou de 7 %. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 915 millions de dollars, ce qui représente une progression de 7 millions de dollars,

## RAPPORT DE GESTION

ou de 1 %. La diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et le recul des charges autres que d'intérêts ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts et des revenus d'intérêts nets.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 133 millions de dollars, ou de 17 %. L'augmentation découle essentiellement de la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et de la hausse des revenus autres que d'intérêts et des revenus d'intérêts nets, contrebalancées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

## Actifs moyens

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les actifs moyens ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou de 4 %, pour s'établir à 368 milliards de dollars. L'augmentation tient compte des hausses de 16 milliards de dollars, ou de 7 %, des prêts hypothécaires à l'habitation et de 3 milliards de dollars, ou de 5 %, des prêts et acceptations aux entreprises, lesquelles ont été annulées dans une certaine mesure par la diminution de 2 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts personnels et de 2 milliards de dollars, ou de 20 %, des prêts sur cartes de crédit.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les actifs moyens se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou de 2 %, pour se fixer à 368 milliards de dollars. Cet accroissement tient compte des hausses de 6 milliards de dollars, ou de 2 %, des prêts hypothécaires à l'habitation et de 1 milliard de dollars, ou de 1 %, des prêts et acceptations aux entreprises, lesquelles ont été annulées dans une certaine mesure par la diminution des prêts personnels et des prêts sur cartes de crédit.

## Passifs moyens

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les passifs moyens ont augmenté de 43 milliards de dollars, ou de 16 %, ce qui reflète la croissance de 21 milliards de dollars, ou de 27 %, des dépôts autres que de particuliers et de 20 milliards de dollars, ou de 12 %, des dépôts de particuliers.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les passifs moyens ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou de 4 %, ce qui reflète la croissance de 7 milliards de dollars, ou de 7 %, des dépôts autres que de particuliers et de 4 milliards de dollars, ou de 2 %, des dépôts de particuliers.

## Total des revenus

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus se sont élevés à 2 648 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 59 millions de dollars, ou de 2 %. La diminution découle essentiellement du recul des revenus autres que d'intérêts et des revenus d'intérêts nets en raison de la compression des marges, annulé en partie par la forte augmentation des actifs et des dépôts.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus ont augmenté de 82 millions de dollars, ou de 3 %, en raison principalement de la hausse des revenus autres que d'intérêts et des revenus d'intérêts nets imputable à la forte augmentation des actifs et des dépôts.

## Revenus d'intérêts nets

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 984 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 19 millions de dollars, ou de 1 %, du fait surtout de la compression des marges, contrebalancée dans une certaine mesure par la forte augmentation des volumes. La marge nette sur intérêts s'est amenuisée de 10 points de base pour se chiffrer à 2,26 %, en raison principalement des changements dans la composition des activités et de l'abaissement des taux d'intérêt de la Banque du Canada.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 30 millions de dollars, ou de 1 %, en raison de l'accroissement des volumes. La marge s'est établie à 2,26 %, ce qui est similaire à celle du trimestre précédent.

## Revenus autres que d'intérêts

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts se sont établis à 664 millions de dollars, soit une baisse de 40 millions de dollars, ou de 6 %. La diminution s'explique avant tout par la baisse des frais bancaires attribuable essentiellement au ralentissement de l'activité économique et à la diminution des volumes de transaction, ainsi que par le repli des commissions tirées des opérations de change et des revenus d'assurance, compensés en partie par la hausse des revenus tirés des fonds communs de placement.

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 52 millions de dollars, ou de 9 %, par suite principalement de la hausse des frais bancaires, des revenus tirés des fonds communs de placement et du revenu découlant de participations dans des sociétés associées.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 106 millions de dollars, ou de 33 %, passant de 321 millions de dollars à 215 millions de dollars. La dotation ajustée au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 35 millions de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 13 points de base pour s'établir à 23 points de base et le ratio ajusté a reculé de cinq points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 214 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 48 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts douteux a diminué de 44 millions de dollars en raison de la baisse des dotations au titre des prêts aux particuliers attribuable à la diminution des défaillances. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 23 points de base, en baisse de sept points de base, alors que le ratio ajusté a reculé de six points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est établie à 1 million de dollars, ce qui correspond à une baisse de 58 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts productifs a augmenté de 9 millions de dollars, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers et aux entreprises.

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 115 millions de dollars, ou de 35 %, passant de 330 millions de dollars à 215 millions de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 14 points de base pour s'établir à 23 points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 214 millions de dollars, contre 238 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 24 millions de dollars, ou de 10 %, qui est attribuable surtout à la baisse des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 23 points de base, en baisse de 4 points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est établie à 1 million de dollars, comparativement à 92 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 91 millions de dollars. La dotation a diminué de 48 millions de dollars en ce qui a trait aux prêts aux particuliers et de 43 millions de dollars en ce qui a trait aux prêts aux entreprises, ce qui s'explique surtout par les perspectives macroéconomiques plus favorables.

## Charges autres que d'intérêts

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 204 millions de dollars, soit un recul de 29 millions de dollars, ou de 2 %, par suite essentiellement de la baisse des dépenses liées au personnel et de celles consacrées à la publicité et aux déplacements professionnels, annulée en partie par la hausse des dépenses liées aux technologies nécessaires pour soutenir les activités de prospection.

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2 %, par suite essentiellement de l'augmentation des dépenses liées aux technologies nécessaires pour soutenir les activités de prospection et de la hausse saisonnière des dépenses liées au personnel.

## Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 25,9 %, contre 26,1 % pour l'exercice précédent et 26,0 % pour le trimestre précédent.

## Opérations internationales<sup>1)</sup>

(non audité) (en millions de dollars)

(sur une base de mise en équivalence fiscale)

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets	1 788 \$	1 785 \$	2 005 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2),3)</sup>	773	763	980
Total des revenus	2 561	2 548	2 985
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	525	736	580
Charges autres que d'intérêts	1 402	1 424	1 664
Charge d'impôt sur le résultat	157	55	159
<b>Bénéfice net</b>	<b>477 \$</b>	<b>333 \$</b>	<b>582 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	88 \$	70 \$	64 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	389 \$	263 \$	518 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>			
Rendement des capitaux propres	8,5 %	5,6 %	10,6 %
Marge nette sur intérêts <sup>4)</sup>	4,03 %	3,97 %	4,51 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	(3)\$	175 \$	44 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	528 \$	561 \$	536 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	1,49 %	2,07 %	1,57 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	1,50 %	1,58 %	1,45 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	1,27 %	1,06 %	1,47 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	199 \$	202 \$	203 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	153 \$	153 \$	151 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 49 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 38 \$; 31 janvier 2020 – 93 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Mexique de 50 \$ (37 \$ après l'impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du premier trimestre de 2020.

4) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i> <i>(sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les		
	<b>31 janvier 2021</b>	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Revenus d'intérêts nets	<b>1 788 \$</b>	1 785 \$	2 005 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>773</b>	763	980
Total des revenus	<b>2 561</b>	2 548	2 985
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>2)</sup>	<b>525</b>	736	503
Charges autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	<b>1 389</b>	1 397	1 581
Charge d'impôt sur le résultat	<b>161</b>	62	202
<b>Bénéfice net</b>	<b>486 \$</b>	353 \$	699 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>88 \$</b>	70 \$	84 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>398 \$</b>	283 \$	615 \$

- 1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.
- 2) Compte tenu de l'ajustement au titre du compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 77 \$ en raison de l'ajout d'un scénario au cours du premier trimestre de 2020.
- 3) Compte tenu de l'ajustement au titre des coûts d'intégration de 16 \$ pour le quatrième trimestre de 2020 et de 71 \$ pour le premier trimestre de 2020.
- 4) Compte tenu de l'ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exclusion des logiciels, de 13 \$ (31 octobre 2020 – 11 \$; 31 janvier 2020 – 12 \$).

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i> <i>(sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre clos le	
	31 janvier 2020 <sup>1)</sup>	
<b>Incidence des activités cédées</b>		
Revenus d'intérêts nets		69 \$
Revenus autres que d'intérêts		61
Total des revenus		130
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		3
Charges autres que d'intérêts		53
Charge d'impôt sur le résultat		15
<b>Bénéfice net</b>		59 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque découlant des activités cédées		59 \$

- 1) L'incidence des activités cédées est de néant pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020.

## Bénéfice net

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 389 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 129 millions de dollars, ou de 25 %. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 398 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 217 millions de dollars, ou de 35 %. L'incidence des activités cédées compte pour 7 % de la baisse, tandis que le reste de la diminution est attribuable essentiellement au recul des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts, à l'accroissement de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et à l'avantage conféré au cours de l'exercice précédent par l'harmonisation de la période de présentation des unités d'exploitation du Mexique avec celle de la Banque (l'« harmonisation de la période de présentation »), qui s'est traduite par un mois supplémentaire de résultats. Ces facteurs ont été compensés en partie par le repli des charges autres que d'intérêts.

### Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 126 millions de dollars, ou de 48 %. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 115 millions de dollars, ou de 41 %. L'augmentation est attribuable principalement à la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts ainsi qu'à la hausse des revenus autres que d'intérêts, contrebalancées partiellement par la hausse de l'impôt sur le résultat.

## Performance financière en dollars ajustés et en dollars constants

L'analyse ci-dessous portant sur les résultats d'exploitation est établie en dollars ajustés et en dollars constants. L'analyse en dollars constants ne tient pas compte de l'incidence de la conversion des devises, qui est une mesure non conforme aux PCGR (se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR). La Banque est d'avis que la présentation de l'information en dollars constants permet au lecteur de mieux évaluer la performance des activités courantes. Les ratios se fondent sur les données présentées.

Opérations internationales<sup>1)</sup>

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Ajustement en dollars constants</b>			
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 788 \$	1 790 \$	1 893 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)</sup>	773	758	939
Total des revenus	2 561	2 548	2 832
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	525	739	477
Charges autres que d'intérêts	1 389	1 410	1 500
Charge d'impôt sur le résultat	161	57	190
<b>Bénéfice net</b>	<b>486 \$</b>	<b>342 \$</b>	<b>665 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	88 \$	71 \$	81 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	398 \$	271 \$	584 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>			
Actifs moyens (en milliards de dollars)	199 \$	203 \$	195 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	153 \$	154 \$	145 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Mexique de 50 \$ (40 \$ après l'impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du premier trimestre de 2020.

3) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 49 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 39 \$; 31 janvier 2020 – 95 \$).

## Bénéfice net

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 389 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 101 millions de dollars, ou de 21 %. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 398 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 186 millions de dollars, ou de 32 %. L'incidence des activités cédées compte pour 8 % de la baisse, tandis que le reste de la diminution est attribuable essentiellement au recul des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts, à l'accroissement de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et à l'avantage conféré au cours de l'exercice précédent par l'harmonisation de la période de présentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par le repli des charges autres que d'intérêts.

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 137 millions de dollars, ou de 54 %. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 127 millions de dollars, ou de 47 %, ce qui est imputable essentiellement à la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts ainsi qu'à la hausse des revenus autres que d'intérêts, contrebalancés partiellement par la hausse de l'impôt sur le résultat.

## Actifs moyens

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Les actifs moyens ont atteint 199 milliards de dollars, soit un bond de 4 milliards de dollars, ou de 2 %. Le total des prêts a diminué de 1 %, ou augmenté de 2 % compte non tenu de l'incidence des activités cédées. Cette augmentation s'explique par la croissance des prêts aux entreprises. La progression des actifs moyens est attribuable par ailleurs à la hausse des dépôts auprès de banques centrales et des titres de placement.

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Les actifs moyens ont diminué de 3 milliards de dollars, ou de 2 %. Le total des prêts a diminué de 2 %, en raison surtout du recul de 3 % des prêts aux entreprises, principalement en Amérique latine.

## Passifs moyens

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Les passifs moyens se sont fixés à 153 milliards de dollars, soit un accroissement de 8 milliards de dollars, ou de 5 %, attribuable à la hausse du financement obtenu auprès de banques centrales. Le total des dépôts a diminué de 1 % par suite de la baisse de 2 % des dépôts de particuliers. L'incidence négative des activités cédées sur la croissance globale des dépôts équivaut à 5 %.

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Les passifs moyens ont diminué de 1 milliard de dollars, ou de 1 %, en raison de la baisse de 2 % du total des dépôts, principalement en Amérique latine. Les dépôts autres que de particuliers ont diminué de 4 %, alors que les dépôts de particuliers ont augmenté de 2 %.

### Total des revenus

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus se sont élevés à 2 561 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 271 millions de dollars, ou de 10 %, dont 5 % sont imputables à l'incidence des activités cédées. Le reste de la baisse est attribuable à la diminution des revenus d'intérêts nets dans les Antilles et en Amérique centrale, à la baisse des revenus tirés des frais bancaires et sur cartes de crédit en raison du ralentissement de l'activité de consommation et à l'harmonisation de la période de présentation au cours de l'exercice précédent.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 1 %, en raison surtout des revenus autres que d'intérêts découlant de la hausse des frais bancaires et sur cartes de crédit et de l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction, ce qui a été atténué par la baisse des profits sur les placements.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 788 millions de dollars, en baisse de 6 %, ou de 2 % compte non tenu de l'incidence des activités cédées. La diminution découle de la compression des marges. La marge nette sur intérêts s'est amenuisée de 48 points de base par suite essentiellement de l'incidence des réductions de taux dans toutes les régions où la Banque exerce ses activités, des changements dans la composition des activités et de l'accroissement des volumes d'actifs liquides de haute qualité.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets n'ont présenté aucune variation par rapport au trimestre précédent. L'augmentation de la marge nette sur intérêts de six points de base, imputable principalement à la diminution des coûts de financement, a été partiellement contrebalancée par l'amenuisement des volumes.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 773 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 18 %, ou de 12 % compte non tenu de l'incidence des activités cédées. La baisse est imputable essentiellement à l'avantage conféré au cours du dernier exercice par l'harmonisation de la période de présentation, et au recul des revenus tirés des frais bancaires et sur cartes découlant du ralentissement de l'activité de consommation.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 2 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des frais bancaires et des activités de transaction, annulée en partie par la baisse des profits sur les placements.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 525 millions de dollars, contre 550 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 25 millions de dollars, ou de 5 %. La dotation ajustée a augmenté de 48 millions de dollars en raison de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux entreprises et aux particuliers au Pérou. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 149 points de base, en baisse de huit points de base, alors que le ratio ajusté a augmenté de 13 points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 528 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 19 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts douteux a augmenté de 46 millions de dollars à cause surtout de la hausse des dotations au titre des prêts aux entreprises et aux particuliers au Pérou. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 150 points de base, en hausse de cinq points de base, alors que le ratio ajusté a augmenté de 13 points de base.

La dotation au titre des prêts productifs correspond à une reprise nette de 3 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 45 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts productifs a augmenté de 2 millions de dollars.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 525 millions de dollars, contre 739 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 214 millions de dollars, ou de 29 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 58 points de base pour s'établir à 149 points de base.

La dotation au titre des prêts douteux a diminué de 37 millions de dollars pour s'établir à 528 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 7 % attribuable à la diminution des dotations au titre des prêts aux entreprises, annulée dans une certaine mesure par l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers par suite de la migration du crédit au Pérou. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux a diminué de huit points de base pour s'établir à 150 points de base.

La dotation au titre des prêts productifs correspond à une reprise nette de 3 millions de dollars, contre une dotation de 174 millions de dollars, soit une baisse de 178 millions de dollars, dont une tranche de 138 millions de dollars est attribuable aux prêts aux particuliers et une tranche de 40 millions de dollars, aux prêts aux entreprises. La baisse s'explique avant tout par les perspectives macroéconomiques plus favorables pour la période considérée.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 402 millions de dollars, en baisse de 11 %. Après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 7 %, ou de 4 % compte non tenu de l'incidence des activités cédées. La baisse s'explique par la diminution des salaires et des avantages ainsi que des frais liés aux locaux et aux technologies découlant des mesures d'efficacité et des synergies.



*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 2 %, en raison surtout de la diminution des dépenses liées au personnel et des mesures d'efficacité.

## Impôt

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre s'est établi à 24,8 %, comparativement à 21,5 %. Après ajustement, le taux d'impôt effectif pour le trimestre a été de 24,9 %, comparativement à 22,5 % au cours de l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif s'explique surtout par les changements dans la composition du bénéfice.

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre s'est établi à 24,8 %, comparativement à 14,2 %. Après ajustement, le taux d'impôt effectif pour le trimestre s'est établi à 24,9 %, contre 15,0 % pour le trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les ajustements au titre de l'inflation et la hausse du bénéfice dans des territoires où les taux d'impôt étaient plus élevés.

Gestion de patrimoine mondiale<sup>1)</sup>

<i>(non auditée) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets	155 \$	144 \$	141 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 235	1 021	1 016
Total des revenus	1 390	1 165	1 157
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	4	3	1
Charges autres que d'intérêts	817	726	737
Charge d'impôt sur le résultat	148	111	110
<b>Bénéfice net</b>	<b>421 \$</b>	<b>325 \$</b>	<b>309 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3 \$	2 \$	3 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	418 \$	323 \$	306 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>			
Rendement des capitaux propres	17,6 %	13,9 %	13,2 %
Actifs sous administration <i>(en milliards de dollars)</i>	546 \$	502 \$	497 \$
Actifs sous gestion <i>(en milliards de dollars)</i>	314 \$	292 \$	298 \$
Actifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	27 \$	27 \$	25 \$
Passifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	42 \$	40 \$	35 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

<i>(non auditée) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Revenus d'intérêts nets	155 \$	144 \$	141 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 235	1 021	1 016
Total des revenus	1 390	1 165	1 157
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>2)</sup>	4	3	–
Charges autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	808	713	722
Charge d'impôt sur le résultat	150	114	114
<b>Bénéfice net</b>	<b>428 \$</b>	<b>335 \$</b>	<b>321 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3 \$	2 \$	3 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	425 \$	333 \$	318 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu de l'ajustement au titre du compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 1 \$ en raison de l'ajout d'un scénario au cours du premier trimestre de 2020.

3) Compte tenu de l'ajustement au titre des coûts d'intégration de 4 \$ pour le quatrième trimestre de 2020 et de 5 \$ pour le premier trimestre de 2020.

4) Compte tenu de l'ajustement au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exclusion des logiciels, de 9 \$ (31 octobre 2020 – 9 \$; 31 janvier 2020 – 10 \$).

## Bénéfice net

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 112 millions de dollars, ou de 37 %, pour se chiffrer à 418 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté a augmenté de 34 % pour se chiffrer à 425 millions de dollars. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des honoraires liés aux fonds communs de placement, des revenus tirés des commissions de courtage et des commissions de performance, laquelle a été contrée dans une certaine mesure par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. La Banque touche une commission de performance sur certains Fonds Dynamique qui correspond à moins de 3 % du total des ASG. Les commissions de performance que la Banque touche sont comptabilisées au premier trimestre de chaque exercice. La Banque a comptabilisé des commissions de performance nettes de 62 millions de dollars au cours du trimestre considéré, du fait que le rendement dégagé a été supérieur à celui dégagé en 2020 par l'indice de référence des fonds.

## RAPPORT DE GESTION

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 95 millions de dollars, ou de 29 %. Le bénéfice net ajusté a progressé de 92 millions de dollars, ou de 28 %, en raison essentiellement de la hausse des honoraires liés aux fonds communs de placement, des revenus tirés des commissions de courtage et des commissions de performance, laquelle a été contrée dans une certaine mesure par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

### Actifs sous gestion (« ASG ») et actifs sous administration (« ASA »)

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les actifs sous gestion ont augmenté de 16 milliards de dollars, ou de 5 %, pour se chiffrer à 314 milliards de dollars, alors que les actifs sous administration ont augmenté de 49 milliards de dollars, ou de 10 %, pour se chiffrer à 546 milliards de dollars. La croissance des ASG et des ASA s'explique principalement par la hausse des ventes nettes et l'appréciation des marchés.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les actifs sous gestion ont progressé de 22 milliards de dollars, ou de 8 %, et les actifs sous administration, de 45 milliards de dollars, ou de 9 %, en raison de la hausse des ventes nettes et l'appréciation des marchés.

### Total des revenus

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus se sont chiffrés à 1 390 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 233 millions de dollars, ou de 20 %, qui s'explique essentiellement par la hausse des honoraires liés aux fonds communs de placement, l'augmentation des commissions de courtage attribuable à l'accroissement de l'activité générée par les clients et les commissions de performance accrues.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus ont augmenté de 225 millions de dollars, ou de 19 %, par suite essentiellement de la hausse des honoraires liés aux fonds communs de placement, de l'augmentation des commissions de courtage attribuable à l'accroissement de l'activité générée par les clients et des commissions de performance accrues.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est élevée à 4 millions de dollars, comparativement à 1 million de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est fixé à 11 points de base.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est élevée à 4 millions de dollars, comparativement à 3 millions de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est fixé à 11 points de base.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 80 millions de dollars, ou de 11 %, pour se fixer à 817 millions de dollars, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des commissions de performance, ainsi que de l'augmentation des dépenses liées aux technologies nécessaires pour soutenir les projets commerciaux, lesquelles ont été compensées dans une certaine mesure par la diminution des dépenses liées aux déplacements et à la prospection.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 91 millions de dollars, ou de 13 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des commissions de performance.

### Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 26,0 %, alors qu'il s'était fixé à 26,2 % pour l'exercice précédent, et à 25,6 % pour le trimestre précédent, ce qui représente une légère hausse.

Services bancaires et marchés mondiaux<sup>1)</sup>

	Pour les trimestres clos les		
(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets	358 \$	350 \$	325 \$
Revenus autres que d'intérêts	978	860	842
Total des revenus	1 336	1 210	1 167
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	20	62	24
Charges autres que d'intérêts	614	583	654
Charge d'impôt sur le résultat	159	105	117
<b>Bénéfice net</b>	<b>543 \$</b>	460 \$	372 \$
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	543 \$	460 \$	372 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>			
Rendement des capitaux propres	17,3 %	14,6 %	11,5 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	5 \$	28 \$	(12) \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	15 \$	34 \$	36 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,08 %	0,24 %	0,09 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,06 %	0,13 %	0,14 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,10 %	0,10 %	0,11 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	395 \$	389 \$	411 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	387 \$	387 \$	337 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

	Pour les trimestres clos les		
(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Revenus d'intérêts nets	358 \$	350 \$	325 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)</sup>	978	860	944
Total des revenus	1 336	1 210	1 269
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>3)</sup>	20	62	18
Charges autres que d'intérêts	614	583	654
Charge d'impôt sur le résultat	159	105	146
<b>Bénéfice net</b>	<b>543 \$</b>	460 \$	451 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	543 \$	460 \$	451 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de 102 \$ au cours du premier trimestre de 2020.

3) Compte tenu de l'ajustement au titre du compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 6 \$ en raison de l'ajout d'un scénario au cours du premier trimestre de 2020.

## Bénéfice net

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 171 millions de dollars, ou de 46 %, pour se chiffrer à 543 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 92 millions de dollars, ou de 20 %, en raison de la hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts ainsi que de la baisse des charges autres que d'intérêts, compensées en partie par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 83 millions de dollars, ou de 18 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts ainsi que de la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, ce qui a été contré en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

## Actifs moyens

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Les actifs moyens se sont établis à 395 milliards de dollars, soit une diminution de 16 milliards de dollars, ou de 4 %, qui s'explique essentiellement par le recul des prêts et des titres pris en pension et par l'incidence de la conversion des devises.

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Les actifs moyens se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou de 2 %, ce qui s'explique principalement par la hausse des actifs détenus à des fins de transaction et par l'incidence de la conversion des devises.

## Passifs moyens

## Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Les passifs moyens se sont fixés à 387 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 50 milliards de dollars, ou de 15 %, attribuable à la forte augmentation des dépôts, soit de 33 %, et à la croissance des passifs liés aux dérivés.

## RAPPORT DE GESTION

### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les passifs moyens ont été semblables à ceux du trimestre précédent.

### Total des revenus

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus se sont élevés à 1 336 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 169 millions de dollars, ou de 15 %. Les revenus ajustés ont augmenté de 67 millions de dollars, ou de 5 %, en raison principalement de la hausse des revenus autres que d'intérêts soutenue par les revenus tirés des activités de transaction et de la progression des revenus d'intérêts nets.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus ont augmenté de 126 millions de dollars, ou de 10 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction et des revenus d'intérêts nets.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 358 millions de dollars, en hausse de 33 millions de dollars, ou de 10 %. L'augmentation s'explique surtout par la forte croissance des dépôts et la hausse des commissions de montage de prêts.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 8 millions de dollars, ou de 2 %, grâce surtout à l'accroissement des marges sur prêts et à la hausse des commissions de montage de prêts, contrebalancés en partie par l'amenuisement des volumes de prêts.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts ont atteint 978 millions de dollars, en hausse de 136 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts ajustés ont augmenté de 34 millions de dollars, ou de 4 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des transactions sur titres à revenu fixe et sur titres de capitaux propres.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 118 millions de dollars, ou de 14 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de transaction et des honoraires de services-conseils, facteurs annulés en partie par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 20 millions de dollars, comparativement à 24 millions de dollars, alors que la dotation ajustée a augmenté de 2 millions de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de un point de base pour s'établir à huit points de base, tandis que le ratio ajusté a augmenté de un point de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est établie à 15 millions de dollars, contre 36 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 21 millions de dollars qui est attribuable à la diminution des prêts nouvellement classés comme étant douteux au cours du trimestre considéré. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à six points de base, ce qui constitue une baisse de huit points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 5 millions de dollars, comparativement à une reprise nette de 12 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 17 millions de dollars. La dotation ajustée au titre des prêts productifs a augmenté de 23 millions de dollars par suite de la migration du crédit dans les secteurs les plus touchés par la pandémie de COVID-19, laquelle a été neutralisée en partie par les perspectives macroéconomiques plus favorables.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 20 millions de dollars, contre 62 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 42 millions de dollars, ou de 68 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 16 points de base pour s'établir à huit points de base.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 15 millions de dollars, contre 34 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 19 millions de dollars qui est attribuable à la diminution des prêts nouvellement classés comme étant douteux au cours du trimestre considéré. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux a diminué de sept points de base pour s'établir à six points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est chiffrée à 5 millions de dollars, ce qui correspond à une baisse de 23 millions de dollars qui est attribuable surtout à la stabilité de la qualité du portefeuille et aux perspectives macroéconomiques plus favorables.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts se sont fixées à 614 millions de dollars, soit une baisse de 40 millions de dollars, ou de 6 %. La baisse est attribuable surtout à la diminution des charges liées au personnel et des frais de publicité et de prospection.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 31 millions de dollars, ou de 5 %, en raison essentiellement de la hausse saisonnière de la rémunération fondée sur des actions relativement aux membres du personnel admissibles à la retraite.

## Impôt

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude a atteint 22,6 %, comparativement à 24,0 %, soit 24,4 % après ajustement. La variation s'explique surtout par les changements dans la composition du bénéfice dans tous les territoires.

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude a atteint 22,6 %, comparativement à 18,5 % pour le trimestre précédent. La hausse s'explique surtout par les changements dans la composition du bénéfice dans tous les territoires.

Autres<sup>1),2)</sup>

<i>(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats présentés</b>			
Revenus d'intérêts nets <sup>3)</sup>	66 \$	25 \$	(82)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	71	(9)	207
Total des revenus	137	16	125
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–
Charges autres que d'intérêts	171	138	130
Charge d'impôt sur le résultat <sup>3)</sup>	(80)	(125)	(216)
<b>Bénéfice net</b>	<b>46 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>211 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)\$	– \$	(28)\$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	47 \$	3 \$	239 \$
<b>Autres mesures</b>			
Actifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	166 \$	159 \$	124 \$
Passifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	196 \$	195 \$	262 \$

- 1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.
- 2) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 3) Comprend l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 69 \$ (31 octobre 2020 – 67 \$; 31 janvier 2020 – 68 \$) pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net.
- 4) Le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées à hauteur de (15) \$ [31 octobre 2020 – (7) \$; 31 janvier 2020 – (25) \$].

<i>(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>			
Revenus d'intérêts nets	66 \$	25 \$	(82)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2),3)</sup>	71	(9)	(47)
Total des revenus	137	16	(129)
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–
Charges autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	171	130	80
Charge d'impôt sur le résultat	(80)	(122)	(174)
<b>Bénéfice net</b>	<b>46 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>(35)\$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)\$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	47 \$	8 \$	(35)\$

- 1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.
- 2) Compte tenu de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de 14 \$ au cours du premier trimestre de 2020.
- 3) Compte tenu de l'ajustement au titre du profit net ou de la perte nette sur les cessions de 8 \$ pour le quatrième trimestre de 2020 et de (262) \$ pour le premier trimestre de 2020.
- 4) Compte tenu de l'ajustement au titre de la perte de valeur de logiciels de 44 \$ au cours du premier trimestre de 2020.

Le secteur Autres comprend la Trésorerie du Groupe, les secteurs d'exploitation de moindre envergure, le profit net ou la perte nette sur les cessions et d'autres éléments du siège social qui ne sont pas attribués à un secteur en particulier.

La majoration des revenus exonérés d'impôt est éliminée dans les revenus d'intérêts nets, les revenus autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont comptabilisés sur une base de mise en équivalence fiscale.

Le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 47 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 192 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 47 millions de dollars, contre une perte nette de 35 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'augmentation de 82 millions de dollars s'explique par la hausse de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et par la croissance des profits sur les titres de placement, lesquelles ont été neutralisées en partie par l'augmentation de l'investissement dans le programme de fidélisation SCÈNE.

*Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 44 millions de dollars, ou de 39 millions de dollars après ajustement. L'amélioration s'explique avant tout par la hausse de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif, laquelle a été neutralisée en partie par l'augmentation de l'investissement dans le programme de fidélisation SCÈNE.

## Faits saillants par secteurs géographiques

(non audité) (en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021								
	Canada	États-Unis	Mexique	Pérou	Chili	Colombie	Antilles et Amérique centrale	Autres pays	Total
<b>Résultats présentés</b>									
Revenus d'intérêts nets	2 272 \$	177 \$	452 \$	356 \$	375 \$	192 \$	366 \$	161 \$	4 351 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 411	242	170	151	180	104	163	300	3 721
Total des revenus	4 683	419	622	507	555	296	529	461	8 072
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	229	2	102	223	67	63	60	18	764
Charges autres que d'intérêts	2 365	230	322	179	250	175	357	330	4 208
Charge d'impôt sur le résultat	458	29	52	23	56	17	28	39	702
Bénéfice net	1 631	158	146	82	182	41	84	74	2 398
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	3	(3)	52	19	19	–	90
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 631 \$	158 \$	143 \$	85 \$	130 \$	22 \$	65 \$	74 \$	2 308 \$
<b>Résultats ajustés</b>									
Ajustements	9	–	–	3	5	–	1	2	20
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 640 \$	158 \$	143 \$	88 \$	135 \$	22 \$	66 \$	76 \$	2 328 \$
<b>Actifs moyens (en milliards de dollars)</b>	<b>700 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>41 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>139 \$</b>	<b>1 155 \$</b>

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2020

(non audité) (en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2020								
	Canada	États-Unis	Mexique	Pérou	Chili	Colombie	Antilles et Amérique centrale	Autres pays	Total
<b>Résultats présentés</b>									
Revenus d'intérêts nets	2 192 \$	188 \$	412 \$	408 \$	344 \$	186 \$	378 \$	150 \$	4 258 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 938	247	181	146	153	105	183	294	3 247
Total des revenus	4 130	435	593	554	497	291	561	444	7 505
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	353	28	114	298	100	132	71	35	1 131
Charges autres que d'intérêts	2 218	202	347	188	234	171	376	321	4 057
Charge d'impôt sur le résultat	313	8	35	10	24	(5)	21	12	418
Bénéfice net	1 246	197	97	58	139	(7)	93	76	1 899
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	2	7	47	(8)	24	–	72
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 246 \$	197 \$	95 \$	51 \$	92 \$	1 \$	69 \$	76 \$	1 827 \$
<b>Résultats ajustés</b>									
Ajustements	18	–	–	1	5	–	12	3	39
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 264 \$	197 \$	95 \$	52 \$	97 \$	1 \$	81 \$	79 \$	1 866 \$
<b>Actifs moyens (en milliards de dollars)</b>	<b>695 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>41 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>1 140 \$</b>

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

(non audité) (en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020								
	Canada	États-Unis	Mexique	Pérou	Chili	Colombie	Antilles et Amérique centrale	Autres pays	Total
<b>Résultats présentés</b>									
Revenus d'intérêts nets	2 097 \$	159 \$	433 \$	435 \$	353 \$	223 \$	495 \$	197 \$	4 392 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 048	345	239	181	204	123	229	380	3 749
Total des revenus	4 145	504	672	616	557	346	724	577	8 141
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	342	3	106	114	128	88	119	26	926
Charges autres que d'intérêts	2 267	249	334	228	281	248	450	361	4 418
Charge d'impôt sur le résultat	188	58	58	70	30	(5)	32	40	471
Bénéfice net	1 348	194	174	204	118	15	123	150	2 326
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(29)	–	4	10	31	4	19	–	39
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 377 \$	194 \$	170 \$	194 \$	87 \$	11 \$	104 \$	150 \$	2 287 \$
<b>Résultats ajustés</b>									
Ajustements	(128)	–	7	3	30	10	42	6	(30)
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 249 \$	194 \$	177 \$	197 \$	117 \$	21 \$	146 \$	156 \$	2 257 \$
<b>Actifs moyens (en milliards de dollars)</b>	<b>650 \$</b>	<b>164 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>134 \$</b>	<b>1 118 \$</b>

## Faits saillants financiers trimestriels

Pour les trimestres clos les

(non audité) (en millions de dollars)	31 janvier 2021 <sup>1)</sup>	31 octobre 2020 <sup>1)</sup>	31 juillet 2020 <sup>1)</sup>	30 avril 2020 <sup>1)</sup>	31 janvier 2020 <sup>1)</sup>	31 octobre 2019	31 juillet 2019	30 avril 2019
<b>Résultats présentés</b>								
Revenus d'intérêts nets	<b>4 351 \$</b>	4 258 \$	4 253 \$	4 417 \$	4 392 \$	4 336 \$	4 374 \$	4 193 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>3 721</b>	3 247	3 481	3 539	3 749	3 632	3 285	3 610
Total des revenus	<b>8 072 \$</b>	7 505 \$	7 734 \$	7 956 \$	8 141 \$	7 968 \$	7 659 \$	7 803 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>764</b>	1 131	2 181	1 846	926	753	713	873
Charges autres que d'intérêts	<b>4 208</b>	4 057	4 018	4 363	4 418	4 311	4 209	4 046
Charge d'impôt sur le résultat	<b>702</b>	418	231	423	471	596	753	625
Bénéfice net	<b>2 398 \$</b>	1 899 \$	1 304 \$	1 324 \$	2 326 \$	2 308 \$	1 984 \$	2 259 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	<b>1,87</b>	1,44	1,10	1,03	1,86	1,76	1,51	1,74
Bénéfice dilué par action (en dollars)	<b>1,86</b>	1,42	1,04	1,00	1,84	1,73	1,50	1,73
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) <sup>2)</sup>	<b>2,27</b>	2,22	2,10	2,35	2,45	2,40	2,45	2,45
Taux d'impôt effectif (en pourcentage)	<b>22,7</b>	18,0	15,1	24,2	16,8	20,5	27,5	21,7
<b>Résultats ajustés<sup>2)</sup></b>								
Bénéfice net ajusté	<b>2 418 \$</b>	1 938 \$	1 308 \$	1 371 \$	2 344 \$	2 400 \$	2 455 \$	2 263 \$
Bénéfice dilué ajusté par action	<b>1,88 \$</b>	1,45 \$	1,04 \$	1,04 \$	1,83 \$	1,82 \$	1,88 \$	1,70 \$

1) Les montants pour 2021 et 2020 ont été préparés selon l'IFRS 16; les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

2) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

## Analyse des tendances

Bien qu'initialement le bénéfice net allait en diminuant en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19, il a recommencé à grimper. Les résultats du trimestre à l'étude ont augmenté à la fois par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La pandémie de COVID-19 a nui aux résultats de 2020, ce qui a donné lieu à une hausse considérable de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et à une baisse des revenus tirés des services aux particuliers et aux entreprises, ces facteurs ayant été compensés en partie par les bons résultats dégagés sur les marchés des capitaux. La Banque a affiché un solide bénéfice net pour les périodes précédentes, ce qui s'explique par la forte croissance des revenus, la gestion prudente des dépenses et la stabilité des dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts, tous ces facteurs ayant été atténués par l'incidence des cessions.

Le bénéfice du Réseau canadien a, de façon générale, augmenté au cours de la période, grâce à la progression régulière des prêts aux particuliers et aux entreprises. Les résultats de 2020 reflètent l'incidence de la pandémie de COVID-19, qui s'est traduite par une augmentation des dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts, par une baisse des revenus tirés des frais et par un rétrécissement des marges nettes sur intérêts attribuable à la compression des écarts dans un environnement de faibles taux d'intérêt.

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions défavorables sur les résultats des Opérations internationales des derniers trimestres, lesquels reflètent l'augmentation considérable des dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts, la contraction des marges et la baisse des revenus autres que d'intérêts, ainsi que l'incidence des cessions. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des charges qui a découlé d'initiatives efficaces en matière de gestion des coûts. La pandémie qui sévit continue de peser sur les résultats des Opérations internationales, même s'ils se sont améliorés au cours des derniers trimestres.

Les résultats des Services bancaires et marchés mondiaux sont en grande partie dictés par les conditions du marché touchant les activités des clients des services bancaires aux sociétés, des services bancaires d'investissement et des services liés aux marchés des capitaux. Les revenus élevés des derniers trimestres sont largement attribuables à la hausse des revenus tirés des activités de transaction, les activités liées aux marchés des capitaux, plus particulièrement les transactions sur titres à revenu fixe, ayant tiré parti des occasions sur les marchés créés par la pandémie de COVID-19. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'accroissement de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, lequel s'est atténué au cours des derniers trimestres.

Le secteur Gestion de patrimoine a enregistré une croissance régulière de son bénéfice au cours des huit derniers trimestres. La progression des revenus est attribuable à la forte activité sur les marchés en ce qui a trait à la gestion d'actifs et aux services-conseils en gestion de patrimoine au Canada. Les charges ont diminué par rapport à celles de l'an dernier par suite des efforts soutenus consentis à la gestion des dépenses.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de manière importante en 2020 en raison surtout de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les perspectives macroéconomiques et des répercussions futures estimées de celles-ci sur la migration du crédit. Cela est attribuable surtout à la hausse des dotations au titre des prêts productifs compris dans les portefeuilles de prêts aux particuliers des Opérations internationales et du Réseau canadien. Les chiffres des deux derniers trimestres montrent que cette tendance est en train de se renverser.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué progressivement au cours du deuxième semestre de l'exercice précédent, ce qui traduit le contrôle rigoureux des dépenses exercé durant la pandémie de COVID-19. Au cours des périodes antérieures, les charges autres que d'intérêts ont généralement suivi une tendance à la hausse, qui s'explique surtout par l'incidence continue des acquisitions, le soutien à la croissance des activités et les investissements de la Banque dans des initiatives technologiques, réglementaires et stratégiques.

## Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 22,7 % pour le trimestre considéré, et il s'est situé en moyenne à 20,8 % pour la période, variant de 15,1 % à 27,5 %. Les taux d'impôt effectifs ont varié en fonction des cessions, des fluctuations des dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des revenus nets gagnés à l'étranger, ainsi que des variations des dividendes exonérés d'impôt.

## Situation financière

Au 31 janvier 2021, le total des actifs de la Banque s'élevait à 1 164 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 28 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2020. L'accroissement a surtout été observé dans la trésorerie et les dépôts auprès d'autres institutions financières ainsi que les titres détenus à des fins de transaction, et il a été contrebalancé en partie par la baisse des titres de placement. La trésorerie et

les dépôts auprès d'autres institutions financières ont augmenté de 13 milliards de dollars en raison essentiellement de la hausse des soldes des dépôts auprès de banques centrales. Les titres détenus à des fins de transaction ont progressé de 25 milliards de dollars en raison principalement d'une hausse de la demande des clients. Les titres de placement ont diminué de 12 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2020, ce qui traduit d'abord et avant tout la diminution des avoirs en titres de créance des gouvernements fédéral et provinciaux canadiens et du gouvernement américain dans le portefeuille de titres liquides. Au 31 janvier 2021, le profit net latent sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'élevait à 381 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles. Le solde des prêts se chiffrait à 604 milliards de dollars, ce qui est similaire à celui du 31 octobre 2020. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 6 milliards de dollars, et ce, principalement au Canada. L'augmentation a été contrebalancée de manière considérable par la diminution des prêts personnels et sur cartes de crédit de 3 milliards de dollars à cause du recul des activités des clients et de l'incidence de la conversion des devises sur les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

Les passifs totalisaient 1 093 milliards de dollars au 31 janvier 2021, soit une hausse de 27 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020. L'augmentation a été constatée principalement pour les dépôts et les obligations relatives aux titres vendus à découvert. Le total des dépôts a augmenté de 18 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers ont augmenté de 3 milliards de dollars par suite principalement de la croissance au Canada. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ont augmenté de 12 milliards de dollars, du fait surtout que les sociétés clientes ont maintenu leurs liquidités à un niveau élevé et aux fins de conformité aux exigences de capitalisation. Les dépôts d'autres institutions financières ont augmenté de 3 milliards de dollars par suite essentiellement d'une hausse de la demande. Les obligations relatives aux titres vendus à découvert ont augmenté de 8 milliards de dollars, du fait surtout de l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients.

Le total des capitaux propres a augmenté de 634 millions de dollars depuis le 31 octobre 2020. Le bénéfice de l'exercice en cours, lequel s'est chiffré à 2 398 millions de dollars, et la réévaluation des régimes d'avantages du personnel de la Banque de 470 millions de dollars sont à l'origine de cette augmentation, mais ces facteurs ont été atténués par les versements de dividendes de 1 134 millions de dollars et la baisse de 1 026 millions de dollars du cumul des écarts de conversion.

## Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à ce qui est énoncé dans son rapport annuel 2020. Pour une analyse complète des politiques et pratiques de gestion du risque et un complément d'information sur les facteurs de risque, il y a lieu de se reporter à la rubrique Gestion du risque du rapport annuel 2020.

Les événements importants qui ont marqué le trimestre considéré sont les suivants :

### Risque de crédit

#### Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, exige la prise en compte d'événements passés, de la situation actuelle et d'informations prospectives raisonnables et justifiables pendant toute la durée de l'exposition dans l'évaluation des pertes sur créances attendues. En outre, pour évaluer des hausses importantes du risque de crédit, l'IFRS 9 exige que les entités évaluent les changements au risque qu'un défaut se produise au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers au moment de déterminer la ventilation en étapes.

Les modèles de la Banque sont calibrés de manière à utiliser la performance passée et des informations prospectives macroéconomiques comme données, comme il est décrit plus bas. Des experts en matière de crédit peuvent porter des jugements dans les cas où, du point de vue de la Banque, les données d'entrée, les hypothèses ou les techniques de modélisation ne prennent pas en compte tous les facteurs de risque pertinents. La Banque a eu recours au jugement d'experts en matière de crédit afin de tenir compte des circonstances exceptionnelles auxquelles la COVID-19 a donné lieu, notamment les importants programmes d'aide gouvernementale, tant au pays qu'à l'étranger, dans l'appréciation de la détérioration du crédit sous-jacent et de la migration de soldes à des étapes ultérieures. Conformément aux exigences de l'IFRS 9, la Banque a tenu compte d'informations quantitatives et qualitatives dans l'évaluation de toute augmentation considérable du risque.

La Banque a créé un scénario de base et trois scénarios de remplacement (un scénario optimiste et deux scénarios pessimistes) prospectifs à titre de données essentielles utilisées dans les modèles de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances attendues. Les scénarios de la Banque s'appuient sur différentes périodes de redressement économique selon lesquelles l'économie pourrait se rétablir soit de manière plus immédiate (en forme de V), soit à moyen terme (en forme de W), soit à plus long terme (en forme de L). Le scénario pessimiste qui prévoit un redressement en forme de W tient compte d'une période de confinement additionnelle en raison du virus qui mènerait à une contraction économique au début de 2021 et à un regain de croissance au milieu de l'année. Le scénario très pessimiste selon le mode dégressif qui prévoit un redressement en forme de L anticipe également qu'il y aurait une contraction au début de 2021, mais considère qu'il n'y aurait un regain de croissance modéré qu'en 2022.

Bien que le scénario de base suppose que l'économie globale connaîtra une reprise en forme de V, la croissance et l'emploi au sein des différents secteurs d'activité devraient afficher d'importantes disparités. Certains secteurs se sont déjà entièrement redressés ou devraient le faire au cours des quelques prochains trimestres. Toutefois, d'autres secteurs devraient stagner à des niveaux inférieurs à ceux observés avant la pandémie pendant un certain temps. Ce type de progression de l'activité au sein d'un secteur est désigné comme une reprise en forme de K. Bien que cette éventualité ne soit pas intégrée expressément dans le scénario de base, elle est prise en compte au moyen de l'importante augmentation du risque à l'aide du jugement d'experts en matière de crédit.

Le tableau ci-après présente une comparaison des projections pour les douze prochains mois, au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, en ce qui a trait aux principales variables macroéconomiques ayant une incidence sur le calcul des pertes sur créances attendues (voir la page 55 pour obtenir de l'information sur toutes les principales variables).

	Scénario de base		Autre scénario - optimiste		Autre scénario - pessimiste		Autre scénario - pessimiste—mode dégressif	
	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
<i>Douze prochains mois</i>								
<b>Canada</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	4,6	3,1	6,5	4,7	-0,6	-2,0	-6,8	-10,8
Taux de chômage moyen (%)	7,9	7,3	7,4	6,7	10,1	9,9	13,0	14,1
<b>États-Unis</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	4,3	2,5	5,7	3,6	0,9	-0,5	-2,9	-7,4
Taux de chômage moyen (%)	6,2	6,3	5,8	6,1	7,4	8,1	8,7	10,5
<b>Monde</b>								
Prix du pétrole WTI moyen, \$ US/b	48	48	54	52	41	42	38	37



Le tableau ci-après présente une ventilation par trimestres des projections relatives aux variables macroéconomiques ci-dessus, au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, selon le scénario de base.

	Scénario de base									
	Trimestres civils				Moyenne	Trimestres civils				Moyenne
	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	31 janvier 2021	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	31 octobre 2020
<i>Douze prochains mois</i>										
<b>Canada</b>										
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	-2,2	11,8	4,2	4,6	4,6	-3,9	-0,4	12,9	3,7	3,1
Taux de chômage moyen (%)	8,4	8,2	7,7	7,3	7,9	8,1	7,1	6,9	6,9	7,3
<b>États-Unis</b>										
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	-1,2	10,1	3,8	4,3	4,3	-3,7	-1,1	9,9	4,8	2,5
Taux de chômage moyen (%)	6,1	6,1	6,2	6,3	6,2	7,7	6,6	5,8	5,4	6,3
<b>Monde</b>										
Prix du pétrole WTI moyen, \$ US/b	44	47	49	52	48	45	48	50	51	48

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances total s'établissait à 7 810 millions de dollars au 31 janvier 2021. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts se situait à 7 590 millions de dollars, en baisse de 49 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La baisse a découlé essentiellement de la diminution des dotations au titre des prêts productifs attribuable aux perspectives macroéconomiques plus favorables.

Le compte de correction de valeur au titre des prêts douteux a augmenté, passant de 1 957 millions de dollars au trimestre précédent à 1 994 millions de dollars, en raison essentiellement de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers dans le secteur des Opérations internationales, laquelle est attribuable à la migration du crédit découlant de l'arrivée à échéance des reports de paiement accordés au Pérou et dans d'autres marchés. Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs a diminué pour s'établir à 5 596 millions de dollars, alors qu'il s'établissait à 5 682 millions de dollars au 31 octobre 2020. La baisse s'explique avant tout par la diminution des dotations au titre des prêts aux particuliers du secteur des Opérations internationales attribuable aux perspectives macroéconomiques plus favorables.

## Prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux était de 5 279 millions de dollars au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse par rapport au montant de 5 053 millions de dollars au dernier trimestre attribuable principalement aux prêts aux particuliers des Opérations internationales nouvellement classés comme étant douteux par suite de la migration du crédit découlant de l'arrivée à échéance des reports de paiement accordés au Pérou et dans d'autres marchés, ce qui a été atténué par une diminution des prêts aux entreprises et aux sociétés nouvellement classés comme étant douteux. Le ratio du montant brut des prêts douteux se situait à 84 points de base au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de trois points de base par rapport au trimestre précédent.

Le montant net des prêts douteux du Réseau canadien totalisait 585 millions de dollars au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de 11 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2020. Le montant net des prêts douteux des Opérations internationales totalisait 2 499 millions de dollars au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de 236 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2020, attribuable principalement à l'augmentation des défaillances et à la migration du crédit au Pérou et dans d'autres marchés, ce qui a été atténué par la diminution des prêts nouvellement classés comme étant douteux dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Le montant net des prêts douteux des Services bancaires et marchés mondiaux se chiffrait à 173 millions de dollars au 31 janvier 2021, ce qui représente une baisse de 68 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2020, attribuable aux remboursements et aux radiations, déduction faite des recouvrements, au cours du trimestre. Le montant net des prêts douteux de la Gestion de patrimoine mondiale s'élevait à 28 millions de dollars au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de 10 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2020. Le montant net des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations s'établissait à 0,52 % au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de deux points de base par rapport au trimestre précédent, alors qu'il se situait à 0,50 %.

## Aperçu du portefeuille de prêts

La Banque possède un portefeuille bien diversifié par produits, par activités commerciales et par secteurs géographiques. Des détails concernant certains portefeuilles sur lesquels l'accent est mis actuellement sont présentés ci-dessous.

### Prêts garantis par des biens immobiliers

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs. Au 31 janvier 2021, ces prêts s'élevaient à 396 milliards de dollars, ou à 63 % de l'encours total des prêts et des acceptations de la Banque (31 octobre 2020 – 393 milliards de dollars, ou 63 %). De ces prêts, une tranche de 311 milliards de dollars, ou de 78 %, était composée de prêts hypothécaires garantis (31 octobre 2020 – 306 milliards de dollars, ou 78 %). Les tableaux qui suivent présentent des détails par portefeuilles.

Prêts hypothécaires et marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés

Le tableau qui suit présente les montants des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés, par secteurs géographiques.

	Au 31 janvier 2021											
	Prêts hypothécaires à l'habitation						Marges de crédit hypothécaire à l'habitation					
	Assurés <sup>1)</sup>		Non assurés		Total		Assurées <sup>1)</sup>		Non assurées		Total	
(en millions de dollars)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Canada : <sup>2)</sup>												
Provinces de l'Atlantique	5 643 \$	2,3 %	5 542 \$	2,2 %	11 185 \$	4,5 %	– \$	– %	1 062 \$	5,3 %	1 062 \$	5,3 %
Québec	8 276	3,3	8 862	3,5	17 138	6,8	–	–	937	4,7	937	4,7
Ontario	40 247	16,1	92 532	37,0	132 779	53,1	–	–	11 026	54,7	11 026	54,7
Manitoba et Saskatchewan	5 566	2,2	4 277	1,7	9 843	3,9	–	–	678	3,4	678	3,4
Alberta	18 142	7,2	13 323	5,4	31 465	12,6	1	–	2 702	13,4	2 703	13,4
Colombie-Britannique et territoires	13 299	5,3	34 628	13,8	47 927	19,1	–	–	3 730	18,5	3 730	18,5
Canada <sup>3)</sup>	91 173 \$	36,4 %	159 164 \$	63,6 %	250 337 \$	100 %	1 \$	– %	20 135 \$	100 %	20 136 \$	100 %
Étranger	–	–	40 137	100	40 137	100	–	–	–	–	–	–
Total	91 173 \$	31,4 %	199 301 \$	68,6 %	290 474 \$	100 %	1 \$	– %	20 135 \$	100 %	20 136 \$	100 %
	Au 31 octobre 2020											
Canada <sup>3)</sup>	93 684 \$	38,2 %	151 360 \$	61,8 %	245 044 \$	100 %	1 \$	– %	20 978 \$	100 %	20 979 \$	100 %
Étranger	–	–	39 640	100	39 640	100	–	–	–	–	–	–
Total	93 684 \$	32,9 %	191 000 \$	67,1 %	284 684 \$	100 %	1 \$	– %	20 978 \$	100 %	20 979 \$	100 %

- 1) Une assurance prêt hypothécaire s'entend d'une couverture contractuelle sur la durée des prêts admissibles, en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée contre les manques à gagner pouvant découler de la défaillance de l'emprunteur. Cette assurance est fournie soit par des organismes bénéficiant du soutien du gouvernement, soit par des assureurs hypothécaires privés.
- 2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.
- 3) Comprend des immeubles d'habitation (quatre unités ou plus) de 3 645 \$ (31 octobre 2020 – 3 671 \$), dont une tranche de 2 705 \$ est assurée (31 octobre 2020 – 2 630 \$).

Périodes d'amortissement des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau qui suit présente la distribution des prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement restantes et par secteurs géographiques.

	Au 31 janvier 2021					
	Prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement					Total des prêts hypothécaires à l'habitation
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans ou plus	
Canada	33,2 %	37,7 %	27,9 %	1,0 %	0,2 %	100 %
Étranger	63,6 %	17,5 %	14,5 %	4,3 %	0,1 %	100 %
	Au 31 octobre 2020					
Canada	33,5 %	37,5 %	27,6 %	1,2 %	0,2 %	100 %
Étranger	64,9 %	17,4 %	14,4 %	3,2 %	0,1 %	100 %

Ratios prêt/valeur

Une tranche de 64 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien n'était pas assurée (31 octobre 2020 – 62 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille s'établissait à 52 % (31 octobre 2020 – 52 %).

Le tableau suivant présente le ratio prêt/valeur moyen pondéré de l'ensemble des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation non assurés nouvellement montés, lesquels comprennent les prêts hypothécaires pour financer un achat, refinancés afin d'en augmenter le solde et transférés d'autres institutions financières, par secteurs géographiques pour le trimestre à l'étude.

	Ratios prêt/valeur des prêts non assurés	
	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaire à l'habitation <sup>1)</sup>
	Ratio prêt/valeur (%)	Ratio prêt/valeur (%)
Canada : <sup>2)</sup>		
Provinces de l'Atlantique	67,1 %	62,8 %
Québec	66,8	70,3
Ontario	64,0	63,5
Manitoba et Saskatchewan	68,0	62,9
Alberta	67,0	72,9
Colombie-Britannique et territoires	63,9	63,3
Canada <sup>2)</sup>	64,4 %	64,3 %
Étranger	74,4 %	s. o.
	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2020	
Canada <sup>2)</sup>	64,6 %	64,8 %
Étranger	73,8 %	s. o.

- 1) Comprennent toutes les marges de crédit hypothécaire à l'habitation. Le ratio prêt/valeur en ce qui a trait aux marges de crédit hypothécaire à l'habitation aux termes du programme Crédit intégré Scotia correspond à la somme de chaque prêt hypothécaire à l'habitation et de la limite autorisée des marges de crédit hypothécaire à l'habitation connexes, divisée par la valeur du bien immobilier résidentiel connexe, et il est présenté sur une base moyenne pondérée pour les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation nouvellement montés.
- 2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.

### Incidence d'un éventuel ralentissement économique sur les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation

La Banque soumet régulièrement son portefeuille de prêts hypothécaires à des simulations de crise afin de déterminer l'incidence d'une variété de combinaisons d'événements comme le déclin des prix des habitations et l'augmentation du taux de chômage. Les résultats démontrent encore que les pertes sur créances et leur incidence sur les ratios de fonds propres se situent à un niveau que la Banque considère comme gérable. De plus, la Banque a entrepris des analyses approfondies des scénarios à l'échelle de la Banque afin d'apprécier les répercussions sur les entreprises de différents scénarios liés à la COVID-19 et elle est convaincue qu'elle dispose des ressources financières qui lui permettront de subsister dans le cas où les événements prendraient une tournure très défavorable. Dans les faits, le portefeuille de prêts hypothécaires est résistant face à ces scénarios en raison du faible ratio prêt/valeur du portefeuille, de la proportion élevée de prêts assurés et de la diversification du portefeuille.

### Exposition au risque en Europe

La Banque est d'avis que ses expositions au risque en Europe sont gérables, que leur taille est appropriée au regard de la solvabilité des contreparties (92 % des expositions sont des contreparties de première qualité selon une combinaison de notations internes et externes) et qu'elles sont modestes compte tenu du capital de la Banque. L'exposition de la Banque au risque en Europe est certifiée au coût amorti ou à la juste valeur calculée au moyen de données observables, des montants négligeables étant évalués selon des modèles assortis de données non observables (niveau 3). Il ne s'est produit aucun événement important au cours du trimestre qui a eu une incidence significative sur l'exposition de la Banque.

Au 31 janvier 2021, l'exposition de la Banque à l'égard des emprunteurs souverains s'établissait à 10,9 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 12,6 milliards de dollars), celle à l'égard de banques, à 4,2 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 4,4 milliards de dollars), et celle à l'égard de sociétés, à 15,0 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 14,6 milliards de dollars).

Outre les expositions présentées dans le tableau ci-dessous, la Banque avait des expositions indirectes composées de positions en titres d'entités non européennes dont la société mère est domiciliée en Europe à hauteur de 0,3 milliard de dollars au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 0,3 milliard de dollars).

Les expositions actuelles de la Banque en Europe sont réparties comme suit :

Aux							31 octobre 2020	
31 janvier 2021							Total	Total
(en millions de dollars)	Prêts et équivalents de prêts <sup>1)</sup>	Dépôts auprès d'autres institutions financières	Titres <sup>2)</sup>	Transactions de financement sur titres et dérivés <sup>3)</sup>	Montant financé total	Engagements non prélevés <sup>4)</sup>	Total	Total
Grèce	– \$	– \$	– \$	4 \$	4 \$	– \$	<b>4 \$</b>	– \$
Irlande	1 163	750	(48)	345	2 210	460	<b>2 670</b>	2 608
Italie	44	–	(3)	14	55	205	<b>260</b>	322
Portugal	–	–	–	2	2	–	<b>2</b>	3
Espagne	974	1	77	60	1 112	301	<b>1 413</b>	1 390
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	2 181 \$	751 \$	26 \$	425 \$	3 383 \$	966 \$	<b>4 349 \$</b>	4 323 \$
Royaume-Uni	7 475 \$	3 960 \$	1 293 \$	3 014 \$	15 742 \$	9 076 \$	<b>24 818 \$</b>	30 772 \$
Allemagne	381	247	1 387	89	2 104	951	<b>3 055</b>	3 559
France	1 125	39	714	51	1 929	1 819	<b>3 748</b>	4 168
Pays-Bas	560	157	774	176	1 667	1 035	<b>2 702</b>	3 106
Suisse	798	1	(29)	243	1 013	987	<b>2 000</b>	2 018
Autres	1 226	128	2 215	663	4 232	2 351	<b>6 583</b>	6 385
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	11 565 \$	4 532 \$	6 354 \$	4 236 \$	26 687 \$	16 219 \$	<b>42 906 \$</b>	50 008 \$
Total – Europe	13 746 \$	5 283 \$	6 380 \$	4 661 \$	30 070 \$	17 185 \$	<b>47 255 \$</b>	54 331 \$

- 1) Les comptes de correction de valeur pour pertes sur créances évalués individuellement s'établissaient à 11 \$. Les lettres de crédit et les garanties sont incluses dans les expositions financées puisqu'elles ont été émises. Les prêts et équivalents de prêts comprenaient des lettres de crédit et des garanties d'un montant total de 3 989 \$ au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 4 069 \$).
- 2) L'exposition aux titres est calculée en tenant compte des positions dérivées lorsque le titre est l'actif de référence sous-jacent, ainsi que des positions vendeur, le montant net des positions vendeur étant entre parenthèses.
- 3) Les transactions de financement sur titres comprennent des titres pris en pension, des obligations relatives aux titres mis en pension et des transactions de prêt ou d'emprunt de titres. Les expositions financées brutes et nettes représentent la totalité des positions nettes positives, compte tenu des garanties. Les garanties au titre des dérivés s'établissaient à 3 472 \$ et celles au titre des transactions de financement sur titres, à 44 459 \$.
- 4) Les engagements non prélevés représentent l'estimation du montant prévu au contrat qui pourrait être prélevé par un débiteur et sont composés d'engagements visant l'émission de lettres de crédit pour le compte d'autres banques dans le cadre d'une entente relative à un consortium bancaire.

## Risque de marché

La valeur à risque (« V à R ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La V à R comprend tant le risque de marché général que le risque spécifique à la dette. En outre, la Banque calcule une V à R ayant subi une simulation de crise.

Facteurs de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Écart de crédit plus taux d'intérêt	14,5 \$	12,9 \$
Écart de crédit	8,4	12,5
Taux d'intérêt	14,9	12,9
Actions	9,4	5,5
Change	3,1	3,7
Marchandises	5,6	6,7
Spécifique à la dette	4,1	5,3
Effet de la diversification	(19,1)	(17,4)
V à R totale	17,6 \$	16,7 \$
V à R ayant subi une simulation de crise totale	33,8 \$	31,2 \$

Au premier trimestre de 2021, la V à R totale quotidienne moyenne est demeurée relativement stable, ne présentant qu'un écart de moins de 1 million de dollars par rapport au trimestre précédent.

Pour le trimestre à l'étude, la V à R totale quotidienne moyenne ayant subi une simulation de crise a augmenté pour s'établir à 33,8 millions de dollars, contre 31,2 millions de dollars au trimestre précédent. L'augmentation s'explique surtout par l'accroissement des activités de représentation de clients en ce qui a trait aux activités visant les titres à revenu fixe. Au premier trimestre de 2021, le calcul de la V à R ayant subi une simulation de crise a été fondé sur la période de la crise du crédit de 2008-2009.

Aucune perte journalière n'a été subie au cours du trimestre considéré et du trimestre précédent. La qualité et l'exactitude des modèles de V à R sont validées par des évaluations rétrospectives, au cours desquelles les profits et pertes quotidiens hypothétiques et réels sont comparés avec les résultats quotidiens du modèle de V à R.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

### Sensibilité aux taux d'intérêt des instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôt sur les revenus d'intérêts nets au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises telles qu'elles ont été déterminées par la Banque. Compte tenu du contexte actuel où les taux d'intérêt sont faibles, à compter du deuxième trimestre de 2020, les revenus d'intérêts nets et la valeur économique dans le cas d'un scénario de choc baissier sont évalués en fonction d'une baisse de 25 points de base au lieu de la baisse habituelle de 100 points de base, afin de tenir compte du fait que certains taux ont été ramenés à zéro. Ces calculs sont fondés sur des modèles qui prennent en considération un certain nombre de données d'entrée et qui sont à bilan constant, et ils ne tiennent compte d'aucune hypothèse quant aux mesures d'atténuation du risque que la direction pourrait prendre.

(en millions de dollars)	Aux							
	31 janvier 2021						31 octobre 2020	
	Bénéfice net			Valeur économique			Bénéfice net	Valeur économique
Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total			
<b>+ 100 points de base</b>	160 \$	147 \$	307 \$	(233)\$	252 \$	19 \$	134 \$	(510)\$
<b>- 25 points de base</b>	(41)	(38)	(79)	5	(95)	(90)	(38)	63

Au cours du premier trimestre de 2021, les deux sensibilités aux taux d'intérêt se sont situées dans les limites consolidées approuvées de la Banque.

Le comité de gestion de l'actif et du passif de la Banque fournit une orientation stratégique en ce qui a trait à la gestion du risque de taux d'intérêt structurel dans le cadre d'appétence au risque approuvé par le conseil d'administration. La Trésorerie du Groupe met en œuvre la stratégie de gestion de l'actif et du passif en vue de protéger et d'améliorer les revenus d'intérêts nets dans le respect du cadre d'appétence au risque établi.

La Banque complète l'analyse de l'incidence du changement de taux immédiat décrite ci-dessus avec des analyses et des outils plus complexes aux fins de gestion du risque réel.

### Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués quotidiennement à la valeur de marché et pris en compte dans les mesures du risque lié aux activités de transaction comme la V à R. Les dérivés reflétés dans les mesures du risque lié aux activités de transaction se rapportent aux activités des Services bancaires et marchés mondiaux, tandis que les dérivés reflétés dans les mesures du risque non lié aux activités de transaction comprennent les dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif et désignés dans une relation de comptabilité de couverture. Le tableau ci-dessous présente une comparaison des éléments de l'état consolidé de la situation financière qui sont couverts par les mesures du risque lié aux activités de transaction et du risque lié aux activités autres que de transaction.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière de la Banque

Au 31 janvier 2021	Mesure du risque de marché				Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	1 107 \$	1 107 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	141 768	141 490	278	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers dérivés	46 269	39 390	6 879	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	99 236	–	99 236	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	603 649	–	603 649	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	272 021	–	–	272 021	s. o.
<b>Total des actifs</b>	<b>1 164 050 \$</b>	<b>181 987 \$</b>	<b>710 042 \$</b>	<b>272 021 \$</b>	
Dépôts	768 993 \$	– \$	726 346 \$	42 647 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	20 260	–	20 260	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	40 119	40 119	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	41 296	35 725	5 571	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	856	856	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	2 894	–	2 894	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	218 495	–	–	218 495	s. o.
<b>Total des passifs</b>	<b>1 092 913 \$</b>	<b>76 700 \$</b>	<b>755 071 \$</b>	<b>261 142 \$</b>	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Au 31 octobre 2020	Mesure du risque de marché				Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	1 181 \$	1 181 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	117 839	117 492	347	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers dérivés	45 065	39 294	5 771	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	111 389	–	111 389	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	603 263	–	603 263	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	257 729	–	–	257 729	s. o.
<b>Total des actifs</b>	<b>1 136 466 \$</b>	<b>157 967 \$</b>	<b>720 770 \$</b>	<b>257 729 \$</b>	
Dépôts	750 838 \$	– \$	709 850 \$	40 988 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	18 899	–	18 899	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	31 902	31 902	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	42 247	36 038	6 209	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	1 112	1 112	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	3 464	–	3 464	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	217 501	–	–	217 501	s. o.
<b>Total des passifs</b>	<b>1 065 963 \$</b>	<b>69 052 \$</b>	<b>738 422 \$</b>	<b>258 489 \$</b>	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

## Risque de liquidité

Une gestion efficace du risque de liquidité est essentielle pour maintenir la confiance des déposants et des contreparties, pour gérer le coût du financement et pour soutenir les principales unités commerciales de la Banque, même dans les circonstances les plus difficiles.

Le risque de liquidité est géré dans le cadre des politiques et des limites approuvées par le conseil d'administration, comme l'expliquent la note 18 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés et la note 36 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2020 de la Banque.

Les actifs liquides sont un élément clé de ce cadre. La détermination des niveaux appropriés des portefeuilles d'actifs liquides est fondée sur le montant des liquidités qui pourraient être nécessaires à la Banque pour financer les flux de trésorerie prévus dans le cours normal des activités, ainsi que les liquidités qui pourraient être nécessaires pour compenser les sorties de fonds en situation de crise. Les situations de crise comprennent des périodes de dérèglement des marchés financiers ou des événements qui peuvent nuire à la capacité de la Banque d'accéder aux marchés du financement et à des liquidités. La Banque fait appel à des simulations de crise pour évaluer l'incidence des crises et pour évaluer le montant des actifs liquides qui seraient nécessaires dans diverses situations de crise.

### Actifs liquides

Les actifs liquides sont une composante clé de la gestion de la liquidité, et la Banque détient ce type d'actifs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins éventuels.

## RAPPORT DE GESTION

Les actifs liquides peuvent servir à générer des rentrées de trésorerie, que ce soit au moyen de leur vente, de transactions de rachat ou d'autres transactions dans le cadre desquelles les actifs peuvent être donnés en garantie en vue de générer des rentrées de trésorerie ou être détenus jusqu'à leur échéance. Les actifs liquides comprennent les dépôts non soumis à des restrictions auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les prêts à vue et autres prêts à court terme, les titres négociables, les métaux précieux et les titres reçus en garantie dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

Les titres négociables sont des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être convertis en trésorerie dans un délai donné qui est conforme au cadre de gestion de la liquidité de la Banque. Les actifs sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont le délai qui devrait être nécessaire pour les convertir en trésorerie.

Les titres négociables pris en compte dans les actifs liquides sont composés de titres spécifiquement détenus en tant que volant de capital ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif, de titres détenus à des fins de transaction, lesquels sont pour l'essentiel détenus par les Services bancaires et marchés mondiaux, ainsi que des garanties reçues dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides non grevés afin de soutenir ses activités. De manière générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2021, les actifs liquides non grevés s'élevaient à 261 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 250 milliards de dollars). Les actifs liquides étaient composés de titres, y compris des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (la « LNH »), à hauteur de 68 % (31 octobre 2020 – 72 %). Les autres actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les métaux précieux, les prêts à vue et les prêts à court terme, représentaient une tranche de 32 % (31 octobre 2020 – 28 %). L'augmentation du total des actifs liquides s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des autres titres liquides, neutralisée en partie par la diminution des obligations du gouvernement du Canada et d'administrations publiques étrangères et des dépôts auprès d'autres institutions financières.

Les valeurs comptables présentées dans le tableau des actifs liquides sont cohérentes avec celles figurant à l'état consolidé de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2021. La valeur liquide du portefeuille fluctuera en fonction de diverses conditions critiques, différentes hypothèses étant utilisées dans les scénarios de crise.

Les groupes d'actifs liquides de la Banque sont résumés dans le tableau qui suit :

	Au 31 janvier 2021						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	82 571 \$	– \$	82 571 \$	– \$	6 835 \$	75 736 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	6 920	–	6 920	–	88	6 832	–
Métaux précieux	1 107	–	1 107	–	–	1 107	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	68 881	15 979	84 860	41 219	–	43 641	–
Obligations d'administrations publiques étrangères	71 724	83 014	154 738	92 316	–	62 422	–
Autres titres	88 568	87 468	176 036	129 212	–	46 824	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	33 964	–	33 964	9 209	–	24 755	–
Prêts à vue et à court terme	114	–	114	–	–	114	–
<b>Total</b>	<b>353 849 \$</b>	<b>186 461 \$</b>	<b>540 310 \$</b>	<b>271 956 \$</b>	<b>6 923 \$</b>	<b>261 431 \$</b>	<b>– \$</b>

	Au 31 octobre 2020						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	66 252 \$	– \$	66 252 \$	– \$	7 019 \$	59 233 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 208	–	10 208	–	74	10 134	–
Métaux précieux	1 181	–	1 181	–	–	1 181	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	74 943	14 890	89 833	37 991	–	51 842	–
Obligations d'administrations publiques étrangères	71 686	79 032	150 718	83 117	–	67 601	–
Autres titres	69 470	78 238	147 708	114 867	–	32 841	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	35 267	–	35 267	8 010	–	27 257	–
Prêts à vue et à court terme	165	–	165	–	–	165	–
<b>Total</b>	<b>329 172 \$</b>	<b>172 160 \$</b>	<b>501 332 \$</b>	<b>243 985 \$</b>	<b>7 093 \$</b>	<b>250 254 \$</b>	<b>– \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.

Le sommaire du total des actifs liquides non grevés détenus par la banque société mère et ses succursales ainsi que par ses filiales au Canada et à l'étranger est présenté ci-dessous :

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
La Banque de Nouvelle-Écosse (société mère)	197 430 \$	192 490 \$
Filiales de la Banque au Canada	16 598	14 517
Filiales de la Banque à l'étranger	47 403	43 247
<b>Total</b>	<b>261 431 \$</b>	<b>250 254 \$</b>

Le bassin de liquidités de la Banque est détenu dans diverses grandes monnaies, soit surtout le dollar canadien et le dollar américain. Comme il est expliqué ci-dessus, la grande majorité (82 %) des actifs liquides sont détenus par le siège social, les succursales et les filiales canadiennes de la Banque. Dans la mesure où une réserve de liquidités détenue dans une filiale de la Banque à l'étranger est exigée aux fins de la réglementation, on présume qu'elle n'est pas disponible pour le reste du groupe. On présume que les autres actifs liquides détenus par une filiale à l'étranger ne sont disponibles que dans de rares circonstances. La Banque surveille les niveaux minimaux de liquidités requis et d'actifs détenus par chaque entité ou dans chaque territoire, et elle veille au respect de ces exigences.

### Actifs grevés

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Des titres sont également mis en pension. Le tableau qui suit présente le sommaire des actifs grevés et non grevés.

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 janvier 2021						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	82 571 \$	– \$	82 571 \$	– \$	6 835 \$	75 736 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	6 920	–	6 920	–	88	6 832	–
Métaux précieux	1 107	–	1 107	–	–	1 107	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	68 881	15 979	84 860	41 219	–	43 641	–
Obligations d'administrations publiques étrangères	71 724	83 014	154 738	92 316	–	62 422	–
Autres titres liquides	88 568	87 468	176 036	129 212	–	46 824	–
Autres titres	3 260	9 956	13 216	3 516	–	–	9 700
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	33 964	–	33 964	9 209	–	24 755	–
Prêts à vue et à court terme	114	–	114	–	–	114	–
Autres prêts	577 474	–	577 474	5 077	81 487	16 338	474 572
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	183 059	(109 621)	73 438	5 847	–	–	67 591
Actifs non financiers	46 408	–	46 408	–	–	–	46 408
<b>Total</b>	<b>1 164 050 \$</b>	<b>86 796 \$</b>	<b>1 250 846 \$</b>	<b>286 396 \$</b>	<b>88 410 \$</b>	<b>277 769 \$</b>	<b>598 271 \$</b>

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2020						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	66 252 \$	– \$	66 252 \$	– \$	7 019 \$	59 233 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 208	–	10 208	–	74	10 134	–
Métaux précieux	1 181	–	1 181	–	–	1 181	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	74 943	14 890	89 833	37 991	–	51 842	–
Obligations d'administrations publiques étrangères	71 686	79 032	150 718	83 117	–	67 601	–
Autres titres liquides	69 470	78 238	147 708	114 867	–	32 841	–
Autres titres	3 621	7 794	11 415	3 227	–	–	8 188
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	35 267	–	35 267	8 010	–	27 257	–
Prêts à vue et à court terme	165	–	165	–	–	165	–
Autres prêts	576 183	–	576 183	7 640	81 780	17 702	469 061
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	182 671	(109 231)	73 440	6 182	–	–	67 258
Actifs non financiers	44 819	–	44 819	–	–	–	44 819
<b>Total</b>	<b>1 136 466 \$</b>	<b>70 723 \$</b>	<b>1 207 189 \$</b>	<b>261 034 \$</b>	<b>88 873 \$</b>	<b>267 956 \$</b>	<b>589 326 \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.

2) Actifs qui sont immédiatement disponibles comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités, y compris les emprunts de banques centrales immédiatement disponibles.

## RAPPORT DE GESTION

- 3) Autres actifs non grevés qui peuvent être utilisés comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement, mais que la Banque ne considère pas comme étant immédiatement disponibles. Ces autres actifs incluent les prêts, dont une partie peut être utilisée afin d'avoir accès aux facilités de banques centrales à l'extérieur du cours normal des activités ou pour s'assurer d'un financement garanti au moyen des programmes de financement garanti de la Banque.
- 4) Les titres reçus en garantie d'autres actifs financiers sont compris dans les titres liquides et autres titres.

Au 31 janvier 2021, les actifs grevés de la Banque totalisaient 375 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 350 milliards de dollars). Sur les actifs non grevés restants de 876 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 857 milliards de dollars), une tranche de 278 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 268 milliards de dollars) était considérée comme étant immédiatement disponible comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités comme il est détaillé plus haut.

Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devra fournir des garanties supplémentaires ou recevoir des garanties moindres si jamais ses cotes de crédit sont abaissées. La Banque détient suffisamment de biens pouvant être donnés en garantie pour s'acquitter de telles obligations si sa cote de crédit était abaissée par une ou plusieurs agences de notation. Au 31 janvier 2021, l'incidence défavorable potentielle qu'aurait une révision à la baisse d'un cran ou de deux crans de la cote de crédit de la Banque sur les garanties liées à ses dérivés se traduirait respectivement par l'octroi de garanties supplémentaires de 27 millions de dollars ou de 152 millions de dollars.

Les actifs liquides grevés ne sont pas considérés comme étant disponibles pour la gestion de la liquidité. On considère que les actifs liquides utilisés pour couvrir les positions dérivées des portefeuilles de transaction ou aux fins de couverture sont disponibles pour la gestion de la liquidité s'ils réunissent les critères dont il est fait mention plus haut sous « Actifs liquides ».

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est fondé sur une grave crise de liquidité hypothétique qui durerait 30 jours, selon les hypothèses définies dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). Le ratio de liquidité à court terme s'entend du ratio des actifs liquides de haute qualité par rapport aux sorties nettes de trésorerie. La Banque doit maintenir un ratio de liquidité à court terme d'au moins 100 %.

Les actifs liquides de haute qualité sont définis dans la ligne directrice *Normes de liquidité* et sont regroupés en trois grandes catégories, une décote différente étant appliquée à chacune pour parvenir aux montants inclus dans la valeur pondérée totale figurant dans le tableau suivant.

Les valeurs pondérées totales aux fins des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice *Normes de liquidité* à des éléments particuliers, notamment les prêts, les dépôts, les dettes arrivant à échéance, les transactions sur dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité à court terme de la Banque pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, en fonction des positions quotidiennes moyennes du trimestre.

	Valeur non pondérée totale (moyenne) <sup>2)</sup>	Valeur pondérée totale (moyenne) <sup>3)</sup>
<b>Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (en millions de dollars)<sup>1)</sup></b>		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	<b>213 013 \$</b>
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :		
Dépôts stables	222 373 \$	19 283 \$
Dépôts moins stables	92 785	2 996
Dépôts moins stables	129 588	16 287
Financement de gros non garanti :		
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans des réseaux de coopératives	251 307	113 948
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	92 264	21 712
Dette non garantie	138 421	71 614
Dette non garantie	20 622	20 622
Financement de gros garanti	*	59 780
Exigences supplémentaires :	238 357	51 397
Sorties de trésorerie associées aux dérivés et aux autres sûretés exigées	44 094	25 629
Sorties de trésorerie associées aux pertes de financements sur les produits de crédit	3 195	3 195
Facilités de crédit et de liquidité	191 068	22 573
Autres obligations de financement contractuelles	1 904	1 765
Autres obligations de financement conditionnelles <sup>4)</sup>	409 599	6 268
Total des sorties de trésorerie	*	<b>252 441 \$</b>
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (ex. : prises en pension)	173 166 \$	44 248 \$
Entrées associées aux expositions parfaitement productives	25 198	16 575
Autres entrées de trésorerie	26 592	26 592
Total des entrées de trésorerie	<b>224 956 \$</b>	<b>87 415 \$</b>
		Valeur ajustée totale <sup>5)</sup>
<b>Total des actifs liquides de haute qualité</b>	*	<b>213 013 \$</b>
<b>Total des sorties nettes de trésorerie</b>	*	<b>165 026 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)</b>	*	<b>129 %</b>

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Total des actifs liquides de haute qualité	*	209 777 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	151 897 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	138 %

\* La présentation de cette information n'est pas exigée aux termes de la ligne directrice.

1) En fonction des positions quotidiennes moyennes pour les 61 jours ouvrables du trimestre.

2) Les valeurs non pondérées correspondent aux soldes impayés arrivant à échéance ou remboursables au gré de la Banque dans les 30 prochains jours.

3) Les valeurs pondérées correspondent aux soldes calculés après l'application de décotes aux actifs liquides de haute qualité ou de taux d'encaissement et de décaissement, conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

4) Les valeurs non pondérées totales comprennent les facilités de crédit et de liquidité sans engagement, les garanties et lettres de crédit, les titres de créance en cours dont l'échéance est à plus de 30 jours et les autres sorties de trésorerie contractuelles.

5) La valeur ajustée totale correspond aux soldes calculés après l'application de décotes et de taux d'encaissement et de décaissement, ainsi que de tout plafond applicable.



Les actifs liquides de haute qualité sont principalement composés d'actifs de niveau 1 (selon la ligne directrice *Normes de liquidité*), soit de trésorerie, de dépôts auprès de banques centrales à la disposition de la Banque en période de crise et de titres assortis d'une cote élevée émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales et des entités supranationales.

La baisse du ratio de liquidité à court terme moyen de la Banque pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 par rapport à celui du trimestre précédent est imputable aux activités commerciales normales. La Banque suit ses expositions importantes découlant du risque de change, soit celles liées au dollar canadien et au dollar américain, conformément à son cadre de gestion du risque de liquidité et à son appétence au risque.

### Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable par rapport à la composition de leurs actifs et de leurs expositions hors bilan. Il s'entend du montant du financement stable disponible par rapport à celui du financement stable requis, les hypothèses s'y rapportant étant définies par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF. La Banque doit maintenir un ratio structurel de liquidité à long terme d'au moins 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du calcul du ratio structurel de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs que la Banque détient et de celles de ses expositions hors bilan.

Les valeurs pondérées totales du financement stable disponible et du financement stable requis présentées dans le tableau suivant sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice Normes de liquidité à des éléments du bilan, notamment les instruments de fonds propres, le financement de gros, les dépôts, les prêts et prêts hypothécaires, les titres, les dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio structurel de liquidité à long terme de la Banque au 31 janvier 2021.

Au 31 janvier 2021 (en millions de dollars)	Valeurs non pondérées par durées résiduelles				Valeur pondérée
	Pas d'échéance <sup>1)</sup>	Moins de six mois	De 6 à 12 mois	Plus de un an	
<b>Éléments entrant dans le calcul du financement stable disponible</b>					
Fonds propres :	74 761 \$	– \$	– \$	547 \$	75 308 \$
Fonds propres réglementaires	74 761	–	–	–	74 761
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	547	547
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :	205 591	56 941	18 257	23 514	278 273
Dépôts stables	88 316	16 756	5 992	6 447	111 957
Dépôts moins stables	117 275	40 185	12 265	17 067	166 316
Financement de gros :	132 670	323 542	36 754	97 956	244 927
Dépôts opérationnels	76 258	13 593	–	–	44 925
Autres financements de gros	56 412	309 949	36 754	97 956	200 002
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	–	2 404	1 083	23 280	–
Autres passifs :	66 101	–	74 279	–	22 246
Passifs dérivés aux fins du ratio structurel de liquidité à long terme	–	–	8 635	–	–
Tous les autres passifs et instruments de capitaux propres qui n'entrent pas dans les catégories ci-dessus	66 101	42 912	971	21 761	22 246
<b>Total du financement stable disponible</b>					<b>620 754 \$</b>
<b>Éléments entrant dans le calcul du financement stable requis</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité aux fins du ratio structurel de liquidité à long terme					28 959 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	414 \$	1 335 \$	352 \$	– \$	1 050 \$
Prêts et titres productifs :	95 430	139 974	51 619	405 815	449 780
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	37	35 540	3 908	110	3 978
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	2 083	50 165	9 269	11 349	23 655
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des entités du secteur public, dont :	47 593	44 183	23 325	180 276	225 578
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	405	610	3 279	2 639
Prêts hypothécaires à l'habitation productifs, dont :	20 286	8 481	14 540	207 658	168 405
prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	20 286	8 300	14 376	194 568	157 106
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les actions négociées sur des marchés	25 431	1 605	577	6 422	28 164
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	–	2 404	1 083	23 280	–
Autres actifs :	1 776	–	106 265	–	43 212
Produits de base physiques, y compris l'or	1 776	–	–	–	1 509
Actifs versés comme dépôt de garantie initial dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	3 589	–	3 051
Actifs d'instruments dérivés aux fins du ratio structurel de liquidité à long terme	–	–	8 188	–	–
Passifs d'instruments dérivés aux fins du ratio structurel de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	17 582	–	879
Tous les autres actifs qui n'entrent pas dans les catégories ci-dessus	–	39 171	–	37 735	37 773
Éléments hors bilan	–	–	408 385	–	15 973
<b>Total du financement stable requis</b>					<b>538 974 \$</b>
<b>Ratio structurel de liquidité à long terme (en pourcentage)</b>					<b>115 %</b>

1) La catégorie « Pas d'échéance » regroupe les éléments sans échéance précise, à savoir notamment les fonds propres à durée indéterminée, les dépôts sans échéance, les positions vendeur, les positions à échéance ouverte, les actions qui ne remplissent pas les critères d'actifs liquides de haute qualité et les produits de base physiques négociés en bourse.

Le financement stable disponible provient essentiellement du vaste éventail de dépôts effectués auprès de la Banque, à savoir ceux des particuliers, des petites entreprises et des sociétés clientes, ainsi que du financement de gros garanti ou non garanti et des fonds propres. Quant au financement stable requis, il provient essentiellement des portefeuilles de prêts et de prêts hypothécaires de la Banque, de ses avoirs en titres, des éléments hors bilan et d'autres actifs. Les actifs et passifs interdépendants se rapportent principalement aux opérations effectuées aux termes du programme des Obligations hypothécaires du Canada.

### Financement

La Banque s'assure que ses sources de financement sont bien diversifiées. Les concentrations dans le financement sont régulièrement surveillées et analysées par types. Les sources de financement de la Banque sont le capital, les dépôts provenant des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de son réseau national et international de succursales, les dépôts d'autres institutions financières ainsi que les émissions de créances de gros.

Le capital et les dépôts de particuliers constituent des composantes clés du financement de base de la Banque, et ils s'établissaient à 328 milliards de dollars au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 325 milliards de dollars). L'augmentation depuis le 31 octobre 2020 est principalement attribuable à la hausse de 3 milliards de dollars des dépôts de particuliers. Une partie des dépôts d'entreprises, particulièrement ceux dont la nature a trait aux opérations ou aux relations, est également considérée comme faisant partie du financement de base de la Banque. Aussi, le financement de base est accru par des émissions de créances de gros à plus long terme (échéance initiale de plus de un an) de 154 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 168 milliards de dollars). Les émissions de créances de gros à plus long terme comprennent des billets de premier rang, des titrisations de prêts hypothécaires, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées.

La Banque exerce des activités dans bon nombre de monnaies et de pays. Les monnaies les plus importantes pour le financement sont le dollar canadien et le dollar américain. En ce qui a trait aux activités de la Banque à l'extérieur du Canada, différentes stratégies de financement sont en place, en fonction de la nature des activités du pays en question. Dans les pays où la Banque exploite une filiale de succursales bancaires, la stratégie prévoit que cette filiale sera essentiellement autofinancée sur son marché local. Pour les autres filiales ou succursales à l'extérieur du Canada dont la capacité de collecte de dépôts locaux est insuffisante, le financement est assuré par l'intermédiaire des activités de financement de gros de la Banque.

L'objectif de financement global de la Banque consiste à atteindre un équilibre approprié entre le coût et la stabilité du financement. La diversification des sources de financement est un élément clé de cette stratégie.

La stratégie de diversification des créances de gros de la Banque passe en grande partie par les principaux centres de financement de gros de la Banque à Toronto, à New York, à Londres et à Singapour. Ces fonds sont pour l'essentiel obtenus en dollars canadiens et en dollars américains. Au besoin, ces fonds font l'objet de swaps en vue de financer des actifs libellés dans différentes monnaies. La gestion de la stratégie de financement des centres de financement de gros et des risques connexes, comme le risque géographique et le risque de change, est centralisée dans le cadre de politiques et de limites qui sont approuvées par le conseil d'administration.

Dans le cadre normal de ses activités, la Banque se sert d'une combinaison d'instruments de financement de gros garantis et non garantis dans divers marchés. Le choix des instruments et du marché est fondé sur un certain nombre de facteurs, y compris les coûts relatifs et la capacité du marché ainsi que l'objectif de maintenir un éventail diversifié de sources de financement. Les conditions du marché peuvent évoluer au fil du temps, ce qui a une influence sur les coûts et la capacité pour certains marchés ou instruments. L'évolution des conditions du marché peut comprendre des périodes de crise pendant lesquelles la disponibilité du financement dans certains marchés ou instruments est limitée. Dans ces circonstances, la Banque se concentrerait davantage sur les sources de financement dans les marchés qui fonctionnent bien et sur les instruments de financement garantis. Pour faire face à une période de crise majeure au cours de laquelle toutes les sources de financement de gros seraient limitées, la Banque maintient une réserve d'actifs liquides afin de réduire son risque de liquidité. Cette réserve comprend de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des titres.

Au Canada, la Banque obtient des créances de gros à court terme et à long terme au moyen d'émissions de billets de premier rang non garantis. Des créances de gros à long terme additionnelles peuvent être générées par le programme préalable de titres de créance et de capitaux propres canadiens de la Banque et par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation assurés canadiens par l'intermédiaire des programmes de titrisation de la SCHL (comme les Obligations hypothécaires du Canada), de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées de la Banque, de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II et de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust. Avant l'échéance de février 2020, les marges de crédit personnelles non garanties étaient titrisées par l'intermédiaire du programme Halifax Receivables Trust. Bien que la Banque tienne compte des programmes de titrisation de la SCHL dans son analyse des émissions de créances de gros, cette source de financement n'est pas assujettie au risque de remboursement pouvant découler du financement obtenu sur les marchés financiers.

Ailleurs dans le monde, du financement de gros à court terme peut être obtenu au moyen de l'émission de certificats de dépôt négociables aux États-Unis, à Hong Kong, au Royaume-Uni et en Australie ainsi que de l'émission de papier commercial aux États-Unis. La Banque exploite des programmes de financement de gros à long terme inscrits aux États-Unis, comme son programme préalable de titres de créance et de capitaux propres inscrit auprès de la SEC, et des programmes non inscrits, notamment la titrisation de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust et la titrisation de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II. Le programme d'obligations sécurisées de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority, et la Banque peut émettre des titres aux termes du programme en Europe, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Australie et en Suisse. La Banque obtient également du financement à long terme libellé en diverses monnaies par l'intermédiaire de son programme de billets à moyen terme australien, de son programme de billets à moyen terme européen et de son programme de billets à moyen terme singapourien. Le programme de billets à moyen terme européen de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority et de la Bourse de Suisse, et son programme de billets à moyen terme singapourien est inscrit auprès de la Bourse de Singapour et de la Bourse de Taiwan.

La réglementation sur la recapitalisation interne aux termes de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « SADC ») et de la *Loi sur les banques* du ministère des Finances est entrée en vigueur le 23 septembre 2018. Les titres de créance de premier rang non garantis émis par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date qui ont une durée initiale de plus de 400 jours et sont négociables, sous réserve de certaines exceptions, sont visés par le régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes du régime de recapitalisation interne, si le Surintendant des institutions financières considère qu'une banque n'est plus viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministère des Finances selon laquelle il est dans l'intérêt du public d'agir ainsi, ordonner à la SADC de convertir la totalité ou une partie de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2021, une tranche des passifs émis et en circulation de 31 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 33 milliards de dollars) pouvait faire l'objet d'une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne.

Depuis le deuxième trimestre de 2020, la Banque se prévaut des mécanismes mis en place par les banques centrales ou modifiés par celles-ci en réaction à la pandémie de COVID-19 afin d'accroître ses liquidités.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles restantes du financement obtenu au moyen de sources de financement de gros. Dans l'état consolidé de la situation financière, ces passifs sont pour l'essentiel pris en compte au poste « Dépôts – Entreprises et administrations publiques ».

Financement de gros<sup>1)</sup>

Au 31 janvier 2021										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	2 602 \$	368 \$	185 \$	2 \$	39 \$	3 196 \$	26 \$	– \$	– \$	3 222 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	5 566	5 917	15 890	8 968	5 331	41 672	2 245	273	54	44 244
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	1 212	2 376	266	–	–	3 854	–	–	–	3 854
Billets de premier rang <sup>4),5)</sup>	13	4 641	3 816	952	2 408	11 830	15 523	9 600	10 309	47 262
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne <sup>5)</sup>	–	–	–	–	80	80	2 032	19 575	9 622	31 309
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–	640	640	383	235	214	1 472
Obligations sécurisées	–	3 198	–	5 767	1 940	10 905	2 904	13 595	2 878	30 282
Titrations de prêts hypothécaires <sup>6)</sup>	–	243	2 161	413	669	3 486	4 776	13 904	4 630	26 796
Emprunts subordonnés <sup>7)</sup>	–	–	–	–	29	29	107	1 944	6 418	8 498
<b>Total des sources de financement de gros</b>	<b>9 393 \$</b>	<b>16 743 \$</b>	<b>22 318 \$</b>	<b>16 102 \$</b>	<b>11 136 \$</b>	<b>75 692 \$</b>	<b>27 996 \$</b>	<b>59 126 \$</b>	<b>34 125 \$</b>	<b>196 939 \$</b>
Ventilation :										
Financement non garanti	8 181 \$	10 926 \$	19 890 \$	9 922 \$	7 886 \$	56 805 \$	19 933 \$	31 394 \$	26 403 \$	134 535 \$
Financement garanti	1 212	5 817	2 428	6 180	3 250	18 887	8 063	27 732	7 722	62 404
Au 31 octobre 2020										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	1 084 \$	439 \$	88 \$	36 \$	1 \$	1 648 \$	– \$	– \$	– \$	1 648 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	5 813	9 539	10 475	6 856	4 567	37 250	953	346	67	38 616
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	606	2 307	400	–	–	3 313	–	–	–	3 313
Billets de premier rang <sup>4),5)</sup>	144	5 642	4 822	3 843	923	15 374	14 753	12 109	10 337	52 573
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne <sup>5)</sup>	–	1 362	–	–	–	1 362	214	21 980	9 397	32 953
Titres adossés à des actifs	–	1 811	12	–	–	1 823	956	542	254	3 575
Obligations sécurisées	–	–	3 330	–	5 804	9 134	3 879	13 396	4 086	30 495
Titrations de prêts hypothécaires <sup>6)</sup>	212	1 558	243	2 161	413	4 587	3 700	14 058	5 076	27 421
Emprunts subordonnés <sup>7)</sup>	69	–	–	–	–	69	79	389	8 818	9 355
<b>Total des sources de financement de gros</b>	<b>7 928 \$</b>	<b>22 658 \$</b>	<b>19 370 \$</b>	<b>12 896 \$</b>	<b>11 708 \$</b>	<b>74 560 \$</b>	<b>24 534 \$</b>	<b>62 820 \$</b>	<b>38 035 \$</b>	<b>199 949 \$</b>
Ventilation :										
Financement non garanti	7 110 \$	16 982 \$	15 385 \$	10 735 \$	5 491 \$	55 703 \$	15 999 \$	34 824 \$	28 619 \$	135 145 \$
Financement garanti	818	5 676	3 985	2 161	6 217	18 857	8 535	27 996	9 416	64 804

- 1) Le financement de gros ne tient pas compte des obligations relatives aux titres mis en pension et des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans les tableaux sur les échéances contractuelles plus loin. Les montants sont fondés sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.
- 2) Ne comprend que des dépôts de banques commerciales.
- 3) Les sources de financement de gros excluent aussi le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») émis par certains fonds multicédants de PCAA qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.
- 4) Ne peuvent pas être convertis aux fins de recapitalisation interne.
- 5) Comprend les billets structurés émis à des investisseurs institutionnels.
- 6) Correspond aux prêts hypothécaires à l'habitation financés aux termes de programmes parrainés par un organisme gouvernemental fédéral canadien. Le financement disponible aux termes de ces programmes n'a aucune incidence sur la capacité de financement de la Banque en son propre nom.
- 7) Bien que les débiteurs subordonnés soient une composante des fonds propres réglementaires, elles sont incluses dans ce tableau conformément aux recommandations en matière de présentation du GTDAR.

En règle générale, le financement de gros est assujéti à un risque de remboursement plus élevé dans une situation critique que d'autres sources de financement. La Banque atténue ce risque au moyen de la diversification du financement, d'un engagement continu auprès des investisseurs et du maintien d'un important bassin d'actifs liquides non grevés. Au 31 janvier 2021, les actifs liquides non grevés de 263 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 250 milliards de dollars) étaient largement supérieurs au financement de gros venant à échéance dans les 12 prochains mois.

## Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances des actifs et des passifs ainsi que les engagements hors bilan au 31 janvier 2021, en fonction des dates d'échéance contractuelle. Du point de vue du risque de liquidité, la Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, pour les titres ayant une échéance déterminée, la capacité de générer des liquidités au moyen de ces titres et le délai connexe sont des facteurs plus importants que l'échéance contractuelle au regard de la gestion des liquidités. Pour les autres actifs et dépôts, la Banque pose des hypothèses quant aux taux de refinancement lorsqu'elle évalue le risque de liquidité normal et le risque de liquidité ayant subi une simulation de crise. Dans un même ordre d'idées, la Banque a recours à des hypothèses lorsqu'elle évalue les prélèvements potentiels au titre des engagements de crédit selon divers scénarios.

Au 31 janvier 2021

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	81 322 \$	543 \$	503 \$	161 \$	159 \$	389 \$	744 \$	601 \$	6 176 \$	90 598 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	3 037	5 678	2 811	1 316	2 818	7 714	18 913	21 190	78 291	141 768
Titres pris en pension et titres empruntés	89 050	19 210	6 841	2 732	998	–	–	–	–	118 831
Instruments financiers dérivés	2 230	4 427	675	2 993	3 096	8 300	7 788	16 760	–	46 269
Titres de placement – JVAÉRG	6 589	3 837	4 078	6 061	1 931	11 794	25 933	6 819	3 496	70 538
Titres de placement – coût amorti	464	3 595	2 757	1 037	575	4 421	7 504	7 360	–	27 713
Titres de placement – JVRN	–	–	–	–	–	–	–	–	985	985
Prêts	44 142	28 161	34 279	28 247	32 117	91 388	249 977	42 423	52 915	603 649
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 437	4 705	10 700	12 813	11 907	48 890	164 051	31 180	3 791 <sup>1)</sup>	290 474
Prêts personnels	2 853	2 281	2 887	3 177	2 757	11 566	22 184	5 990	37 747	91 442
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	14 143	14 143
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	38 852	21 175	20 692	12 257	17 453	30 932	63 742	5 253	4 824 <sup>2)</sup>	215 180
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(7 590)	(7 590)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 853	1 389	86	8	11	7 428	–	–	–	14 775
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	48 924	48 924
<b>Total des actifs</b>	<b>232 687 \$</b>	<b>\$ 66 840</b>	<b>\$ 52 030</b>	<b>\$ 42 555</b>	<b>\$ 41 705</b>	<b>\$ 131 434</b>	<b>\$ 310 859</b>	<b>\$ 95 153</b>	<b>\$ 190 787</b>	<b>\$ 1 164 050 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts	68 636 \$	\$ 55 146	\$ 47 146	\$ 38 264	\$ 28 659	\$ 38 019	\$ 64 354	\$ 18 848	\$ 409 921	\$ 768 993
Particuliers	8 261	13 665	15 309	8 548	10 920	9 099	9 122	122	174 463	249 509
Autres que de particuliers	60 375	41 481	31 837	29 716	17 739	28 920	55 232	18 726	235 458	519 484
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	219	566	1 015	474	531	4 927	3 095	9 433	–	20 260
Acceptations	5 934	1 389	86	8	11	7 428	–	–	–	14 856
Obligations liées aux titres vendus à découvert	382	942	793	385	820	3 650	8 459	9 317	15 371	40 119
Instruments financiers dérivés	2 180	3 401	577	2 381	3 549	8 040	6 417	14 751	–	41 296
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	112 094	18 704	422	1 610	–	7 501	160	–	–	140 491
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	1 873	4 727	–	6 600
Autres passifs	1 881	1 878	2 200	1 578	995	6 260	10 258	6 591	28 657	60 298
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	71 137	71 137
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>191 326 \$</b>	<b>\$ 82 026</b>	<b>\$ 52 239</b>	<b>\$ 44 700</b>	<b>\$ 34 565</b>	<b>\$ 75 825</b>	<b>\$ 94 616</b>	<b>\$ 63 667</b>	<b>\$ 525 086</b>	<b>\$ 1 164 050 \$</b>
<b>Engagements hors bilan</b>										
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	5 211 \$	\$ 14 116	\$ 23 071	\$ 18 324	\$ 20 528	\$ 38 435	\$ 104 927	\$ 4 398	– \$	229 010 \$
Garanties financières <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	35 502	35 502
Obligations d'impartition <sup>5)</sup>	15	30	43	43	42	1	2	–	–	176

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

5) La Banque conclut des accords d'impartition visant certaines fonctions de soutien ou fonctions commerciales, notamment le soutien informatique et le traitement des chèques et des paiements de factures.

Au 31 octobre 2020

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	65 983 \$	469 \$	471 \$	225 \$	187 \$	496 \$	904 \$	767 \$	8 139 \$	77 641 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	2 312	4 412	4 426	1 752	2 135	6 366	21 720	16 856	57 860	117 839
Titres pris en pension et titres empruntés	83 584	21 620	10 059	2 765	1 719	—	—	—	—	119 747
Instruments financiers dérivés	2 026	4 140	623	2 156	2 312	8 141	7 242	18 425	—	45 065
Titres de placement – JVAÉRG	2 755	5 041	6 941	3 213	6 374	10 179	34 214	7 948	1 832	78 497
Titres de placement – coût amorti	1 196	1 707	4 155	2 787	931	4 337	7 626	8 905	—	31 644
Titres de placement – JVRN	—	—	—	—	—	—	—	—	1 248	1 248
Prêts	42 908	28 913	31 072	32 724	31 159	92 194	248 377	42 114	53 802	603 263
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 938	5 271	9 009	13 400	13 458	49 948	158 050	30 012	2 598 <sup>1)</sup>	284 684
Prêts personnels	2 827	1 605	3 290	3 227	4 358	11 053	23 137	5 279	38 982	93 758
Cartes de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	14 797	14 797
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	37 143	22 037	18 773	16 097	13 343	31 193	67 190	6 823	5 064 <sup>2)</sup>	217 663
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	—	—	—	—	—	—	—	—	(7 639)	(7 639)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 756	1 986	439	30	17	—	—	—	—	14 228
Autres actifs	—	—	—	—	—	—	—	—	47 294	47 294
<b>Total des actifs</b>	<b>212 520 \$</b>	<b>68 288 \$</b>	<b>58 186 \$</b>	<b>45 652 \$</b>	<b>44 834 \$</b>	<b>121 713 \$</b>	<b>320 083 \$</b>	<b>95 015 \$</b>	<b>170 175 \$</b>	<b>1 136 466 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts	65 249 \$	47 997 \$	53 315 \$	38 786 \$	23 698 \$	39 350 \$	73 007 \$	20 614 \$	388 822 \$	750 838 \$
Particuliers	10 231	13 741	15 088	11 626	6 192	11 691	9 861	216	167 489	246 135
Autres que de particuliers	55 018	34 256	38 227	27 160	17 506	27 659	63 146	20 398	221 333	504 703
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	195	305	779	1 029	470	4 781	2 332	9 008	—	18 899
Acceptations	11 833	1 986	439	30	17	—	—	—	—	14 305
Obligations liées aux titres vendus à découvert	161	397	611	275	463	1 749	6 236	8 713	13 297	31 902
Instruments financiers dérivés	2 017	3 916	670	2 188	2 887	8 499	6 338	15 732	—	42 247
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	107 391	5 496	7 407	8 382	1 593	7 494	—	—	—	137 763
Débitures subordonnées	—	—	—	—	—	—	—	7 405	—	7 405
Autres passifs	635	1 391	1 575	1 417	1 572	6 319	10 876	6 424	32 395	62 604
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>70 503</b>	<b>70 503</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>187 481 \$</b>	<b>61 488 \$</b>	<b>64 796 \$</b>	<b>52 107 \$</b>	<b>30 700 \$</b>	<b>68 192 \$</b>	<b>98 789 \$</b>	<b>67 896 \$</b>	<b>505 017 \$</b>	<b>1 136 466 \$</b>
<b>Engagements hors bilan</b>										
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	5 374 \$	13 010 \$	22 643 \$	24 764 \$	20 386 \$	34 638 \$	108 929 \$	5 625 \$	— \$	235 369 \$
Garanties financières <sup>4)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—	35 519	35 519
Obligations d'impartition <sup>5)</sup>	16	31	44	43	43	41	—	—	—	218

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

5) La Banque conclut des accords d'impartition visant certaines fonctions de soutien ou fonctions commerciales, notamment le soutien informatique et le traitement des chèques et des paiements de factures.

## Cotes de crédit

Les cotes de crédit sont l'un des facteurs qui ont une incidence sur la capacité de la Banque d'accéder aux marchés financiers ainsi que sur les modalités selon lesquelles cette dernière peut conclure des opérations sur des dérivés ou des opérations de couverture et emprunter des fonds. Les cotes de crédit et la perspective qu'attribuent les agences de notation à la Banque sont fondées sur leurs propres opinions et méthodes.

La Banque bénéficie toujours de cotes de crédit élevées. Ses cotes de crédit au titre des dépôts et des titres de créance de premier rang traditionnels sont les suivantes : AA par DBRS, Aa2 par Moody's, A+ par Standard & Poor's (S&P) et AA par Fitch. Fitch attribue une perspective « négative », alors que les autres agences de notation attribuent une perspective « stable » à la Banque. Les titres de créance de premier rang sujets à la recapitalisation de la Banque ont obtenu les cotes AA (bas) par DBRS, A2 par Moody's, AA- par Fitch et A- par S&P.

Le 13 janvier 2021, Fitch a confirmé les cotes et la perspective « négative » qu'elle avait attribuées à la Banque. Aucune autre agence de notation n'a confirmé les cotes de crédit ou les perspectives de la Banque ou apporté de modifications à celles-ci au cours du trimestre à l'étude.

## Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément au cadre de gestion du capital présenté aux pages 61 à 73 du rapport annuel 2020 de la Banque.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, le BSIF a apporté des modifications à la réglementation afin de soutenir la résilience du système financier et d'en assurer la capitalisation en réaction à la pandémie de COVID-19. Plusieurs ajustements temporaires aux exigences de fonds propres et de levier en vigueur ont été apportés et ces ajustements sont énoncés à la page 62 du rapport annuel 2020 de la Banque. La Banque a adopté les modifications susmentionnées conformément aux attentes du BSIF et au 31 janvier 2021, elle continuait de les appliquer dans ses calculs des fonds propres réglementaires et du ratio de levier.

En décembre 2020, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure demeurera à 1,0 %. Les exigences du BSIF en matière de ratios minimaux de fonds propres du premier pilier, y compris le supplément de 1 % applicable aux BIS<sup>1</sup> et la réserve pour stabilité intérieure, sont respectivement de 9,0 %, de 10,5 % et de 12,5 % pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres.

## Ratios de fonds propres

Les diverses mesures des fonds propres réglementaires de la Banque se composaient de ce qui suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Actions ordinaires et assimilées de T1	49 542 \$	49 165 \$
Fonds propres de T1	55 293	55 362
Total des fonds propres réglementaires	63 724	64 512
Actifs pondérés en fonction des risques <sup>1)</sup>	406 780 \$	417 138 \$
Ratios de fonds propres (en %)		
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	12,2	11,8
Ratio de T1	13,6	13,3
Ratio total des fonds propres	15,7	15,5
Levier		
Exposition du ratio de levier	1 179 755 \$	1 170 290 \$
Ratio de levier (en %)	4,7	4,7

1) Au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissait à 12,2 % au 31 janvier 2021, ce qui correspond à une hausse d'environ 40 points de base par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la forte autogénération de capital, de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques et de l'incidence des régimes de retraite et des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite, lesquelles ont été contrebalancées en partie par le retrait progressif des mesures transitoires du BSIF visant l'intégration partielle des pertes sur créances attendues des phases 1 et 2. Au 31 janvier 2021, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque bénéficiait dans une mesure de 22 points de base (31 octobre 2020 – 30 points de base) des ajustements transitoires du BSIF visant l'intégration partielle des augmentations des pertes sur créances attendues des phases 1 et 2 par rapport à leur niveau de référence d'avant la crise.

Le ratio de T1 de la Banque a augmenté d'environ 30 points de base par rapport à celui du trimestre précédent pour se fixer à 13,6 %, ce qui est attribuable principalement aux incidences susmentionnées sur le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, lesquelles ont été annulées dans une certaine mesure par le retrait progressif des titres de fonds propres de T1 supplémentaires non admissibles aux termes de Bâle III. Le ratio total des fonds propres s'est fixé à 15,7 %, ce qui correspond à une hausse de 20 points de base attribuable surtout aux incidences susmentionnées sur le ratio de T1, lesquelles ont été neutralisées en partie par le rachat de débetures subordonnées de 750 millions de dollars.

Au 31 janvier 2021, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1, le ratio total des fonds propres et le ratio de levier dépassaient amplement les ratios minimaux des fonds propres du BSIF.

## Variation des fonds propres réglementaires

Au 31 janvier 2021, les actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissaient à 49,5 milliards de dollars, soit une hausse d'environ 0,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'autogénération de capital de 1,2 milliard de dollars, contrebalancée en partie par la baisse de 0,5 milliard de dollars du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu de l'incidence des couvertures de flux de trésorerie, et le retrait progressif des ajustements transitoires du BSIF visant l'intégration partielle des pertes sur créances attendues de 0,4 milliard de dollars.

## Actifs pondérés en fonction des risques

Les actifs pondérés en fonction des risques au titre des actions ordinaires et assimilées de T1 ont diminué de 10,4 milliards de dollars, ou de 2,5 %, au cours du trimestre pour s'établir à 406,8 milliards de dollars, du fait essentiellement de la diminution des actifs pondérés en fonction des risques quant aux prêts hypothécaires aux particuliers et aux services bancaires aux entreprises et de l'incidence négative de la conversion des devises.

## Informations à fournir sur les banques d'importance systémique mondiale (les « BIS<sup>m</sup> »)

En 2013, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), de concert avec le Conseil de stabilité financière (le « FSB »), a publié un document intitulé « Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes », qui évalue l'importance systémique des banques au regard du système financier mondial et de l'ensemble de l'économie. Les banques dont l'exposition du ratio de levier aux termes de Bâle III est supérieure à 200 milliards d'euros ou celles classées comme étant une BIS<sup>m</sup> au cours de la dernière année sont tenues de participer à un sondage annuel.

Le CBCB définit les indicateurs des BIS<sup>m</sup> comme étant la taille des banques, leur interdépendance, l'infrastructure financière pour les services qu'elles fournissent, leur activité transfrontalière et leur complexité. Selon la plus récente évaluation que le FSB a communiquée en novembre 2020, la Banque n'était pas considérée comme une BIS<sup>m</sup> d'après les indicateurs au 31 octobre 2019. Elle est toutefois tenue de présenter la valeur de ses indicateurs, conformément au document intitulé « Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles », révisé par le BSIF en

2015. Les indicateurs des BIS<sup>m</sup> fournis ci-après sont calculés selon des instructions précises données par le CBCB et pourraient ne pas être directement comparables aux autres informations présentées.

Catégorie <sup>2)</sup>	Indicateur <sup>2)</sup>	Aux 31 octobre et pour les exercices clos à ces dates (en millions de dollars) <sup>1)</sup>	
		2020	2019
Activité transfrontalière	Créances transfrontalières	<b>475 524 \$</b>	504 783 \$
	Passifs transfrontaliers	<b>336 984</b>	374 593
Taille	Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	<b>1 303 827</b>	1 246 407
Interdépendance	Actifs dans le système financier	<b>137 676</b>	141 639
	Passifs dans le système financier	<b>103 775</b>	104 512
	Titres en circulation	<b>249 326</b>	306 238
Substituabilité/infrastructure de l'institution financière	Activité de paiement	<b>14 493 394</b>	16 822 122
	Actifs sous conservation	<b>309 082</b>	291 894
	Valeur des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	<b>99 829</b>	55 452
Complexité	Valeur notionnelle des dérivés négociés de gré à gré	<b>5 428 606</b>	5 668 590
	Titres détenus à des fins de transaction, titres à la JVRN et titres à la JVAÉRG	<b>45 575</b>	49 699
	Actifs de niveau 3	<b>935</b>	941

1) Les informations sont fondées sur la définition réglementaire de la consolidation.

2) Selon la définition donnée dans le document intitulé « Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes », publié par le CBCB (juillet 2013).

## Évolution des indicateurs de BIS<sup>m</sup>

En 2020, les titres en circulation ont diminué à cause surtout de la baisse des certificats de dépôt et du papier commercial. Les activités de paiement se sont amenuisées, en grande partie du fait de la baisse des volumes en dollars américains. Les autres fluctuations d'un exercice à l'autre reflètent principalement l'évolution des activités commerciales et l'incidence de la conversion des devises.

## Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 13 mars 2020, le BSIF a indiqué aux institutions de dépôts fédérales de suspendre tout rachat d'actions ordinaires dans le cadre des mesures en réaction à la pandémie de COVID-19. La Banque n'a pas d'offre de rachat dans le cours normal des activités en vigueur et elle n'a racheté aucune action ordinaire au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021.

L'offre de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Banque a pris fin le 3 juin 2020. Aux termes de cette offre, la Banque a racheté et annulé environ 11,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 72,41 \$ l'action. Ces rachats ont été effectués avant le 13 mars 2020.

## Dividende sur les actions ordinaires

Lors de sa réunion du 22 février 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,90 \$ par action. Ce dividende trimestriel sera versé le 28 avril 2021 aux actionnaires inscrits le 6 avril 2021.

Le 13 mars 2020, le BSIF a indiqué aux institutions de dépôts fédérales de suspendre les hausses de dividendes dans le cadre des mesures en réaction à la pandémie de COVID-19.

## Instruments financiers

En raison de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent une part importante de l'état de la situation financière de la Banque et ils font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique Gestion du risque. Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites à la page 178 du rapport annuel 2020 de la Banque.

La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation appropriés. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Les variations de la juste valeur des instruments financiers du trimestre à l'étude sont attribuables au contexte économique actuel, y compris la crise occasionnée par la COVID-19 ainsi que les conditions du secteur et des marchés.

Bon nombre d'instruments financiers sont des produits négociés comme les dérivés, et ils le sont généralement aux termes d'accords généraux de compensation standards de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») avec les contreparties, lesquels prévoient le règlement net unique de l'ensemble des opérations couvertes par l'accord en cas de défaut ou de résiliation anticipée d'une opération. Les accords de l'ISDA sont fréquemment assortis d'une annexe sur le soutien du crédit (« ASC ») de l'ISDA, dont les modalités peuvent varier en fonction de l'opinion qu'a chaque partie de la solvabilité de l'autre. Les ASC peuvent exiger qu'une partie nantisse une marge initiale au début de chaque opération. Elles prévoient aussi la possibilité de faire un appel de marge de variation si le risque total lié à l'évaluation à la valeur de marché et non garanti dépasse un seuil préétabli. Une marge de variation peut être unilatérale (ce qui signifie que seule une partie est appelée à fournir une garantie) ou bilatérale (ce qui signifie que l'une ou l'autre des parties peut fournir une garantie, selon celle qui est dans le cours). L'ASC détaillera également les types de garanties que chaque partie juge acceptables et les quotités qui s'appliqueront à chaque type de garanties. Les modalités de l'accord général de compensation de l'ISDA et des ASC sont prises en compte dans le calcul du risque de crédit de contrepartie (se reporter également à la page 94 du rapport annuel 2020 de la Banque).

Au 31 janvier 2021, les montants notionnels des dérivés totalisaient 5 432 milliards de dollars, contre 5 621 milliards de dollars au 31 octobre 2020. La diminution constatée pour le trimestre traduit essentiellement la conversion des devises, contrebalancée en partie par la hausse des volumes de contrats de change et de contrats sur titres de capitaux propres. Le montant notionnel total des dérivés négociés de gré à gré s'établissait à 5 243 milliards de dollars, comparativement à 5 426 milliards de dollars au 31 octobre 2020, dont une tranche de 3 657 milliards de dollars avait été réglée par l'intermédiaire de contreparties centrales au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 3 834 milliards de dollars). Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, se chiffrait à 31,1 milliards de dollars, contre 30,4 milliards de dollars au 31 octobre 2020. La hausse est principalement attribuable à l'exposition accrue au risque posé par les contrats de change et les contrats sur titres de capitaux propres, laquelle a été atténuée par l'incidence de la conversion des devises.

### Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considéraient, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée à la page 77 du rapport annuel 2020 de la Banque. Les expositions nettes de la Banque sont demeurées essentiellement les mêmes qu'à la clôture de l'exercice précédent.

### Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle consolide ou qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur sa performance financière ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent aux catégories suivantes : les entités structurées, les titrisations et les garanties et autres engagements.

Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a contracté aucune obligation contractuelle importante avec les entités structurées autrement que dans le cours normal de ses activités. Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent. Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 73 à 76 du rapport annuel 2020 de la Banque.

### Entités structurées

La Banque parraine deux fonds multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces fonds multicédants achètent des actifs financiers de première qualité et financent l'achat de ces actifs au moyen de l'émission de papier commercial bénéficiant d'une cote élevée.

Bien que la Banque détienne le pouvoir sur les activités pertinentes de ces fonds, son exposition à la variabilité des rendements est limitée; par conséquent, elle ne consolide pas les deux fonds multicédants établis au Canada.

Une tranche importante des actifs des fonds multicédants a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par les fonds multicédants est financé par une facilité de trésorerie de sûreté fournie par la Banque sous la forme d'une convention d'achat d'actifs liquides (« CAAL »). L'objet premier des facilités de trésorerie de sûreté consiste à fournir une source de financement de rechange dans l'éventualité où les fonds multicédants se trouveraient dans l'incapacité d'émettre du papier commercial sur le marché. Aux termes de la CAAL, la Banque n'est habituellement pas tenue d'acheter des actifs en situation de défaut.

La principale exposition de la Banque aux fonds multicédants établis au Canada découle du concours de trésorerie fourni, le total des facilités de trésorerie s'étant établi à 4,0 milliards de dollars au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 4,2 milliards de dollars). Au 31 janvier 2021, le total du papier commercial en circulation relativement à ces fonds multicédants se chiffrait à 2,7 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 3,1 milliards de dollars). Au 31 janvier 2021, les actifs financés achetés et détenus par ces fonds multicédants présentés à leur coût initial s'élevaient à 2,7 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 3,1 milliards de dollars). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2020.

### Autres arrangements hors bilan

Le montant des garanties et des autres engagements indirects n'a pas changé par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2020. Les commissions tirées des garanties et des engagements de prêts inscrites sous forme de commissions de crédit sous « Revenus autres que d'intérêts – Services bancaires » se sont établies à 168 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, comparativement à 166 millions de dollars pour le trimestre précédent.

### Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque continue de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation portant sur divers sujets à l'échelle mondiale et y réagit de manière à ce que les fonctions de contrôle et les secteurs d'activité en tiennent compte dans les meilleurs délais et à ce que leur incidence sur les activités soit réduite au minimum. La section Risque juridique et risque de conformité figurant dans le rapport annuel 2020 de la Banque présente un bref sommaire de certains faits nouveaux importants en matière de réglementation qui pourraient avoir des conséquences sur les activités de la Banque, lequel peut être révisé en fonction des éléments suivants.

#### Mesures réglementaires en réaction à la COVID-19

En mars 2020, le gouvernement du Canada et les organismes de réglementation des institutions financières ont adopté de nouvelles mesures et accordé des allègements économiques afin de soutenir la résilience du système financier et d'en assurer la capitalisation en réaction à la COVID-19. La Banque effectue un suivi attentif de ces mesures et allègements et elle participe à certains programmes gouvernementaux et réglementaires. Pour obtenir davantage de renseignements sur ces mesures et allègements ainsi que sur leurs conséquences sur les activités de la Banque, il y a lieu de se reporter à la page 25 du rapport annuel 2020 de la Banque.

Les organismes de réglementation ont connu un accroissement des obligations de présentation d'information en ce qui a trait à la réglementation prudentielle, à la protection du consommateur et aux programmes d'aide à l'intention des consommateurs. La Banque a mobilisé des efforts pour entreprendre des projets en lien avec cette question.

#### Initiatives réglementaires touchant les services financiers au Canada

Le 17 novembre 2020, le gouvernement canadien a déposé le projet de loi C-11 visant à édicter la *Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs* et la *Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données*. Le projet de loi abroge la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* et apporte les principales modifications suivantes, à savoir des pouvoirs de mise en



application étendus accordés au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, de nouvelles amendes pour les défauts de conformité, la reconnaissance des codes de pratique et des programmes de certification, des droits relatifs à la mobilité des données, le retrait des renseignements personnels, la transmission d'informations sur les systèmes décisionnels automatisés et la mise à jour des dispositions relatives au consentement, comme l'ajout d'exceptions. La Banque suit diligemment l'évolution de ce dossier. Elle a noué le dialogue avec les parties concernées du milieu des affaires et avec des groupes qui jouent un rôle prépondérant pour discuter de l'incidence éventuelle sur ses activités et elle a participé à la consultation menée dans le secteur par l'Association des banquiers canadiens. Compte tenu des projets de loi proposés en cours, il est possible que ce projet de loi soit mis en veilleuse si une élection fédérale est déclenchée.

Le 12 juin 2020, le projet de loi C-64 intitulé la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* a été déposé à l'Assemblée nationale du Québec. Ce projet de loi vise la réforme du régime québécois de protection des renseignements personnels dans le secteur privé. Parmi les principales modifications proposées par ce projet de loi, notons les pouvoirs de mise en application étendus qui seraient accordés à la Commission d'accès à l'information du Québec, les nouvelles amendes pour les défauts de conformité, l'obligation de procéder à une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée des flux transfrontaliers de données de nature personnelle, les déclarations obligatoires des atteintes à la confidentialité, le maintien obligatoire d'un registre des atteintes à la confidentialité et le resserrement des dispositions en matière de consentement. En février 2021, un comité spécial entamera une analyse minutieuse du projet de loi, soit une clause à la fois, et les questions soulevées seront débattues. Le projet de loi sera adopté un an après l'obtention de l'assentiment. La Banque suit diligemment l'évolution de ce dossier. Elle a noué le dialogue avec les parties concernées du milieu des affaires et avec des groupes qui jouent un rôle prépondérant pour discuter de l'incidence éventuelle sur ses activités.

### Limites de positions et règles transfrontalières de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC »)

La CFTC a adopté les règles définitives portant sur l'application transfrontalière de certaines dispositions visant les courtiers en swaps de la *Commodity Exchange Act*. La Banque est en bonne posture pour mettre en œuvre les changements qui entreront en vigueur le 14 septembre 2021.

La CFTC a approuvé les règles définitives visant les limites de positions quant à 25 dérivés sur marchandises et les contrats à terme réglés en trésorerie, les options sur les contrats à terme et les swaps équivalents sur le plan économique connexes. Les dates de conformité s'échelonnent de janvier 2022 à janvier 2023. La Banque est en voie de respecter le calendrier.

### Réforme réglementaire au Royaume-Uni et dans l'Union européenne

Le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020 et la période de transition s'est terminée le 31 décembre 2020.

La sortie du Royaume-Uni pourrait donner lieu à des changements considérables à la loi ou aux lois, ce qui pourrait se répercuter sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque et nuire au coût du financement de la Banque en Europe. Jusqu'à présent, la Banque a traité toutes les questions d'importance liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

### Échéance de conformité de la Securities Exchange Commission (SEC) et inscription des courtiers en swaps sur titres

La SEC a publié les échéances selon lesquelles les courtiers en swaps sur titres et les participants majeurs au marché des swaps sur titres devront s'assurer de la conformité de leurs activités aux règlements visant les courtiers en swaps sur titres. Le 6 août 2021 est la date limite fixée pour l'évaluation de l'atteinte du seuil de minimis qui permet de déterminer les cabinets qui ont l'obligation de s'inscrire et le 1<sup>er</sup> novembre 2021 est la date butoir pour le dépôt des demandes d'inscription à la SEC pour les entités qui souhaitent s'inscrire en tant que courtiers en swaps sur titres. De plus, le 6 octobre 2021 correspond à l'échéance selon laquelle les courtiers en swaps sur titres inscrits doivent s'assurer de la conformité de leurs activités à plusieurs règles auxquelles ils sont assujettis, notamment la marge sur les swaps garantis par des titres, la séparation, la tenue de dossiers et la présentation d'information financière, la conduite des affaires, la confirmation des transactions et les règles à l'égard de l'atténuation des risques. Le 1<sup>er</sup> décembre 2021 est l'échéance obligatoire pour entreprendre la transmission de déclarations à un référentiel central sur les swaps.

La Banque a établi des règles de gouvernance et un programme de travail conçus pour respecter les échéances en matière de conformité qui la concernent et s'assurer que ses activités respectent les règles de la SEC qui s'y appliquent. Le programme comprend notamment le dépôt d'une demande à la SEC pour une conformité substitutive à l'égard de certaines de ses règles, en se fondant sur l'établissement de la comparabilité de règles canadiennes similaires, sous la surveillance prudentielle du BSIF. La Banque s'est engagée dans des discussions pour aider à faciliter les ententes entre la SEC et le BSIF qui sont nécessaires pour l'obtention d'une conformité substitutive.

### Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – parachèvement des réformes de Bâle III

En décembre 2017, le Groupe des gouverneurs et des responsables du contrôle bancaire, instance de gouvernance du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), a annoncé avoir convenu de fixer à 72,5 % le plancher de fonds propres et avoir achevé les dernières réformes de Bâle III.

Les dernières réformes de Bâle III comportent les éléments suivants : une approche standard révisée du risque de crédit; des révisions de l'approche du risque de crédit fondée sur les notations internes; des révisions du dispositif d'ajustement de l'évaluation du crédit, incluant la suppression de l'approche fondée sur les modèles internes et l'introduction d'une approche standard révisée; une approche standard révisée du risque d'exploitation, qui remplacera à la fois les approches standards existantes et l'approche de mesure avancée; des révisions de la mesure du ratio de levier et un volant de fonds propres lié au ratio de levier pour les banques d'importance systémique mondiale (les « BIS<sup>m</sup> »), qui prendra la forme d'un volant de fonds propres de T1 et sera fixé à 50 % du volant de fonds propres pondéré de la BIS<sup>m</sup>; et un plancher global garantissant que les actifs pondérés en fonction des risques des banques issus des modèles internes ne puissent pas être inférieurs à 72,5 % des actifs pondérés en fonction des risques tels que calculés selon l'approche standard du dispositif de Bâle III. Les banques devront aussi déclarer leurs actifs pondérés en fonction des risques sur la base de ces approches standards révisées. Les nouvelles normes de Bâle III entreront en vigueur en 2022, y compris les règles portant sur la révision complète du portefeuille de négociation qui devaient initialement prendre effet en 2020. La période d'instauration progressive du plancher de fonds propres de 72,5 % commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et prendra fin en janvier 2027.

En mars 2020, le Groupe des gouverneurs et des responsables du contrôle bancaire a annoncé un report dans la mise en application des réformes de Bâle III à l'échelle internationale. Ce délai a été accordé afin de permettre aux banques et aux superviseurs de bénéficier d'une capacité d'exploitation supplémentaire aux fins du traitement des priorités immédiates de stabilité financière par suite des effets de la COVID-19 sur le système bancaire mondial. Parallèlement à ce report, le BSIF a repoussé au premier trimestre de 2023 la mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III publiées par le CBCB en décembre 2017. Cela comprend des modifications à l'approche standard du risque de crédit et à l'approche du risque de crédit fondée sur les notations internes, au cadre de gestion du risque d'exploitation et au cadre du ratio de levier, ainsi que l'application d'un nouveau plancher de fonds propres. Le BSIF a également repoussé au premier trimestre de 2023, au plus tôt, la mise en œuvre des exigences de communication financière révisées au titre du troisième pilier finalisées par le CBCB en décembre 2018, ce qui comprend les deuxième et troisième étapes du projet de communication financière au titre du troisième pilier du CBCB. De plus, l'entrée en vigueur des révisions définitives au cadre de gestion du risque de marché du CBCB (connu sous le nom de « révision complète du portefeuille de négociation ») publiées en janvier 2019 est repoussée au premier trimestre de 2024 par le BSIF. Ce calendrier prolongé prend en considération la complexité du cadre de révision complète du portefeuille de négociation et les améliorations aux infrastructures nécessaires pour s'y conformer. La date d'application prescrite par le BSIF quant au dispositif d'ajustement de l'évaluation du crédit est également prorogée au premier trimestre de 2024.

La Banque continuera de suivre l'évolution des développements ayant une incidence sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de se préparer en conséquence.

### Réforme des taux d'intérêt de référence

En juillet 2017, la Financial Conduct Authority (la « FCA ») du Royaume-Uni, qui a commencé à réglementer le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL ») en 2013, a annoncé qu'elle cesserait ses efforts pour maintenir le taux après le 31 décembre 2021. La FCA et les organismes de réglementation d'autres territoires ont exhorté les marchés à abandonner le TIOL et les autres taux interbancaires offerts (les « TIO »), y compris le taux offert en dollars canadiens (« Canadian Dollar Offered Rate » ou « CDOR »), au profit de taux de rechange sans risque. Les taux de rechange sans risque sont intrinsèquement différents du TIOL et des autres taux interbancaires offerts puisqu'ils sont dépourvus de structure des échéances et de composante crédit. Ces différences compliquent la transition, ce qui fait en sorte que certains marchés, comme ceux fondés sur de nouveaux taux comme le Secured Overnight Funding Rate, progressent plus lentement.

La Banque a mis en place un programme à l'échelle de l'entreprise (le « programme de transition ») visant à assurer une transition en douceur du TIOL et d'autres TIO vers des taux sans risque. Le programme de transition s'est concentré sur la détermination et l'évaluation de notre exposition à divers TIO, sur la capacité de négocier des produits s'appuyant sur des taux sans risque de rechange et sur l'évaluation du libellé actuel de nos modifications contractuelles dans l'éventualité où le TIOL cesserait d'exister. Le programme de transition comporte l'examen des contrats s'appuyant sur le TIOL et d'autres TIO en tenant compte de ceux qui se prolongeront au-delà de l'année civile 2021 ainsi que l'évaluation des outils technologiques afin de s'assurer qu'ils sont adaptés à l'usage de taux de rechange sans risque. En somme, l'approche de la Banque consiste à envisager les risques liés à la transition dans le cadre d'un programme complet de changement visant à s'assurer que ses systèmes, ses processus et sa stratégie permettent l'abandon en douceur des taux traditionnels et qu'ils soutiennent les activités de négociation utilisant des taux sans risque.

Dans le cadre de l'établissement de ces stratégies de transition, le programme de transition a tenu compte des recommandations formulées par des groupes du secteur et par des organismes de réglementation comme l'Alternative Reference Rate Committee des États-Unis et la FCA à l'égard du calendrier de déploiement des principales activités de transition, telles que la cessation de l'émission de certains produits qui se réfèrent au TIOL et l'ajout de clauses subsidiaires aux contrats se rapportant à certains instruments.

Refinitiv, l'administrateur du taux de référence CDOR, a annoncé que le calcul et la publication du CDOR de 6 mois et de 12 mois cesseraient pour une durée indéterminée à compter du 17 mai 2021. La Banque dispose d'un plan pour le retrait progressif de l'utilisation de ces échéances du CDOR.

La Banque se tient au fait des nouvelles provenant de l'ICE Benchmark Administration, de la FCA et du conseil de la Réserve fédérale sur ce qui se profile pour certains teneurs de marché et devises utilisant le TIOL, particulièrement le TIOL libellé en dollars américains, ainsi que des lignes directrices publiées par toute autorité de réglementation compétente portant sur la fin des émissions en 2021 de produits fondés sur le TIOL. Les efforts de la Banque pour réaliser la transition tiennent compte de ces recommandations réglementaires révisées, y compris celles de démontrer une préparation technologique en vue d'émettre et de négocier des produits fondés sur les taux sans risque, d'être en mesure de modifier et d'effectuer la transition des anciens contrats et transactions et de soutenir les clients par la voie d'un engagement proactif au sujet de la réforme des taux. L'adhésion de la Banque au ISDA IBOR Fallbacks Protocol progresse bien, et elle apporte du même coup son soutien à cet important outil sectoriel visant à assurer la transition des anciens produits dérivés.

L'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a examiné en deux phases l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence sur l'information financière. La phase 1 portait sur les questions qui touchent l'information financière dans l'intervalle qui précède le remplacement d'un taux de référence actuel par un taux sans risque de rechange. La phase 2 portait sur les questions qui pourraient toucher l'information financière au moment de ce remplacement. L'IASB a publié les modifications de la phase 1 et de la phase 2 en septembre 2019 et en août 2020, respectivement. La Banque a adopté les modifications de la phase 1 le 1<sup>er</sup> novembre 2019 et a adopté par anticipation les modifications de la phase 2 le 1<sup>er</sup> novembre 2020.

### Utilisation de l'approche de mesure avancée pour le calcul des fonds propres requis en regard du risque d'exploitation

En janvier 2020, le BSIF a révisé ses exigences en matière de fonds propres en ce qui concerne le risque d'exploitation afin de s'aligner sur les révisions finales de Bâle III qui ont été publiées par le CBCB en décembre 2017. À compter du premier trimestre de 2023, les institutions devront utiliser l'approche standard de Bâle III révisée au titre du risque d'exploitation. Le BSIF compte tenir d'autres consultations sur la mise en œuvre nationale en 2023 des réformes finales de Bâle III.

En attendant, pour les exercices 2020, 2021 et 2022, les institutions qui étaient autorisées à utiliser l'approche de mesure avancée (« AMA ») de Bâle II pour le calcul des fonds propres requis en regard du risque d'exploitation devront déclarer leurs fonds propres selon l'approche standard de Bâle II actuelle.

## Méthodes comptables et contrôles

### Méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2020 de la Banque et décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés annuels de 2020, sauf pour ce qui est des modifications à la définition d'une entreprise découlant des changements apportés à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, des modifications apportées aux instruments financiers découlant de la version révisée de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*, et des modifications à la comptabilisation de couverture découlant de la version révisée de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2, de l'IASB a entraîné les modifications apportées à l'IFRS 9 et à l'IAS 39. Ces modifications sont décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### Prises de position futures en comptabilité

Aucune mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité par rapport à celles présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans le rapport annuel 2020.

### Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

## Transactions avec des parties liées

Aucune modification n'a été apportée aux procédures et aux politiques que la Banque applique à l'égard des transactions avec des parties liées par rapport à celles qui sont présentées dans le rapport annuel 2020 de la Banque. Toutes les transactions avec des parties liées ont lieu à des modalités et conditions du marché.

## Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividendes déclarés par action <sup>1)</sup>	Nombre de titres en circulation (en milliers)	Caractéristique de conversion
<i>Au 31 janvier 2021</i>				
<b>Actions ordinaires<sup>2)</sup></b>	18 297 \$	0,90 \$	1 212 368	s. o.
<b>Actions privilégiées</b>				
Actions privilégiées de série 32 <sup>3),4)</sup>	279	–	11 162	série 33
Actions privilégiées de série 33 <sup>3),4)</sup>	130	–	5 184	série 32
Actions privilégiées de série 34 <sup>3),5)</sup>	350	0,343750	14 000	série 35
Actions privilégiées de série 36 <sup>3),5)</sup>	500	0,343750	20 000	série 37
Actions privilégiées de série 38 <sup>3),5)</sup>	500	0,303125	20 000	série 39
Actions privilégiées de série 40 <sup>3),5)</sup>	300	0,303125	12 000	série 41
<b>Autres titres de T1</b>				
	Montant (en millions de dollars)	Distri- butions <sup>6)</sup>	Rendement (%)	Nombre de titres en circulation (en milliers)
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par la Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>7)</sup>	750 \$	28,25 \$	5,650	750
Autres titres de fonds propres de T1 subordonnés (FPUNV) <sup>5),8)</sup>	1 250 \$ US	23,25 \$ US	4,650	1 250
Autres titres de fonds propres de T1 subordonnés (FPUNV) <sup>5),9)</sup>	1 250 \$ US	12,25 \$ US	4,900	1 250
<b>Débetures subordonnées FPUNV<sup>5)</sup></b>				
	Montant (en millions de dollars)	Taux d'intérêt (%)		
Débetures subordonnées échéant en mars 2027	1 250 \$	2,58		
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025 <sup>10)</sup>	–	3,37		
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025	1 250 \$ US	4,50		
Débetures subordonnées échéant en janvier 2029	1 750	3,89		
Débetures subordonnées échéant en juillet 2029	1 500	2,84		
<b>Options</b>				
Options en circulation attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires <sup>2)</sup>				12 752

- 1) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle, lorsqu'ils sont déclarés, le cas échéant. Dividendes déclarés en date du 23 février 2021. Lors de sa réunion du 22 février 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,90 \$ par action payable le 28 avril 2021 aux actionnaires inscrits le 6 avril 2021.
- 2) Au 12 février 2021, le nombre d'actions ordinaires et d'options en circulation se chiffrait respectivement à 1 212 448 milliers et à 12 672 milliers.
- 3) Ces actions privilégiées donnent droit à un dividende trimestriel en trésorerie privilégié non cumulatif. Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion. Se reporter à la note 24 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2020 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 4) Le 2 février 2021, la Banque a racheté toutes les actions privilégiées à dividende non cumulatif de séries 32 et 33 en circulation à un prix correspondant à 25,00 \$ l'action majoré des dividendes déclarés le 26 janvier 2021 de 0,009891 \$ et de 0,006976 \$ par action relativement aux séries 32 et 33, respectivement.
- 5) Ces actions sont assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant qu'instruments de fonds propres réglementaires conformément à Bâle III. Le rapport annuel 2020 de la Banque décrit les conditions dans lesquelles la conversion a lieu et les mécanismes de conversion des débetures subordonnées FPUNV (note 21), des autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV (note 24) et des actions privilégiées FPUNV (note 24). Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion de débetures convertibles FPUNV, d'autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV et d'actions privilégiées FPUNV au 31 janvier 2021 s'établissait à 2 959 millions d'actions ordinaires, en fonction du prix plancher et compte non tenu de l'incidence de tout intérêt couru et impayé et de tout dividende déclaré et impayé.
- 6) Distributions payables chaque semestre ou trimestre effectuées selon une valeur nominale de 1 000 \$ ou de 1 000 \$ US, selon le cas.
- 7) Ces titres sont assortis de caractéristiques de conversion. Se reporter au tableau 30 du rapport annuel 2020 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 8) Les distributions semestrielles sont inscrites aux deuxième et quatrième trimestres, lorsqu'elles sont payées, le cas échéant.
- 9) Les distributions trimestrielles sont inscrites chaque trimestre, lorsqu'elles sont payées, le cas échéant.
- 10) Le 8 décembre 2020, la Banque a racheté la totalité des débetures [fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »)] à 3,367 % arrivant à échéance le 8 décembre 2025 en circulation d'un montant de 750 millions de dollars canadiens à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant en principal majoré des intérêts courus.

On trouvera plus de renseignements sur les titres en circulation de la Banque, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 21, 24 et 26 des états financiers consolidés de la Banque figurant dans son rapport annuel 2020.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

## TABLE DES MATIÈRES

<b>45</b>	<b>États financiers consolidés intermédiaires résumés</b>	<b>61</b>	<b>Note 8.</b> Décomptabilisation d'actifs financiers
<b>50</b>	<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés</b>	<b>62</b>	<b>Note 9.</b> Participations dans des sociétés associées
<b>50</b>	<b>Note 1.</b> Entité présentant l'information financière	<b>62</b>	<b>Note 10.</b> Dépôts
<b>50</b>	<b>Note 2.</b> Base d'établissement	<b>62</b>	<b>Note 11.</b> Opérations sur capitaux propres et opérations de financement
<b>50</b>	<b>Note 3.</b> Principales méthodes comptables	<b>63</b>	<b>Note 12.</b> Gestion du capital
<b>52</b>	<b>Note 4.</b> Prises de position futures en comptabilité	<b>63</b>	<b>Note 13.</b> Paiements fondés sur des actions
<b>52</b>	<b>Note 5.</b> Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	<b>63</b>	<b>Note 14.</b> Avantages du personnel
<b>52</b>	<b>Note 6.</b> Titres de placement	<b>64</b>	<b>Note 15.</b> Secteurs d'exploitation
<b>54</b>	<b>Note 7.</b> Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>65</b>	<b>Note 16.</b> Revenus et charges d'intérêts
		<b>66</b>	<b>Note 17.</b> Résultat par action
		<b>66</b>	<b>Note 18.</b> Instruments financiers
		<b>72</b>	<b>Note 19.</b> Impôt sur le résultat

## État consolidé de la situation financière

(non audité) (en millions de dollars)	Note	Aux	
		31 janvier 2021	31 octobre 2020
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	5	89 491 \$	76 460 \$
Métaux précieux		1 107	1 181
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>			
Titres		133 197	108 331
Prêts		7 903	8 352
Autres		668	1 156
Titres pris en pension et titres empruntés		141 768	117 839
Instruments financiers dérivés		118 831	119 747
Titres de placement	6	46 269	45 065
		99 236	111 389
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	7	290 474	284 684
Prêts personnels	7	91 442	93 758
Cartes de crédit	7	14 143	14 797
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	7	215 180	217 663
		611 239	610 902
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	7c)	7 590	7 639
		603 649	603 263
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations, déduction faite de la correction de valeur		14 775	14 228
Immobilisations corporelles		5 730	5 897
Participations dans des sociétés associées	9	2 516	2 475
Goodwill et autres immobilisations incorporelles		16 977	17 015
Actifs d'impôt différé		2 116	2 185
Autres actifs		21 585	19 722
		63 699	61 522
<b>Total des actifs</b>		<b>1 164 050 \$</b>	<b>1 136 466 \$</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Dépôts</b>			
Particuliers	10	249 509 \$	246 135 \$
Entreprises et administrations publiques	10	476 334	464 619
Autres institutions financières	10	43 150	40 084
		768 993	750 838
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	18b)	20 260	18 899
<b>Autres</b>			
Acceptations		14 856	14 305
Obligations relatives aux titres vendus à découvert		40 119	31 902
Instruments financiers dérivés		41 296	42 247
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés		140 491	137 763
Débtentures subordonnées	11	6 600	7 405
Autres passifs		60 298	62 604
		303 660	296 226
<b>Total des passifs</b>		<b>1 092 913</b>	<b>1 065 963</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions ordinaires	11	18 297	18 239
Résultats non distribués		47 519	46 345
Cumul des autres éléments du résultat global		(2 785)	(2 125)
Autres réserves		356	360
		63 387	62 819
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		63 387	62 819
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	11	5 308	5 308
		68 695	68 127
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		68 695	68 127
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		2 442	2 376
		71 137	70 503
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>71 137</b>	<b>70 503</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>1 164 050 \$</b>	<b>1 136 466 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat net

(non audité) (en millions de dollars)	Note	Trimestres clos les		
		31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Revenus</b>				
<b>Revenus d'intérêts<sup>1)</sup></b>				
Prêts		6 048 \$	6 104 \$	7 387 \$
Titres		380	458	550
Titres pris en pension et titres empruntés		43	51	99
Dépôts auprès d'autres institutions financières		41	39	200
	16	6 512	6 652	8 236
<b>Charges d'intérêts</b>				
Dépôts		1 793	2 055	3 329
Débitures subordonnées		47	50	70
Autres		321	289	445
	16	2 161	2 394	3 844
<b>Revenus d'intérêts nets</b>		4 351	4 258	4 392
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>				
Revenus sur cartes		204	181	265
Frais liés aux services bancaires		385	376	441
Commissions de crédit		358	345	340
Fonds communs de placement		661	506	495
Commissions de courtage		252	225	224
Frais de gestion de placements et frais de fiducie		246	238	251
Commissions de placement et autres honoraires de services-conseils		166	152	164
Opérations de change à des fins autres que de transaction		204	169	185
Revenus tirés des activités de transaction		621	498	486
Profit net sur la vente de titres de placement		119	182	41
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées		57	49	91
Revenus d'assurance, déduction faite des sinistres		113	120	149
Autres honoraires et commissions		164	151	188
Autres		171	55	429
		3 721	3 247	3 749
<b>Total des revenus</b>		8 072	7 505	8 141
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		764	1 131	926
		7 308	6 374	7 215
<b>Charges autres que d'intérêts</b>				
Salaires et avantages du personnel		2 228	2 071	2 295
Locaux et technologie		575	607	610
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		380	407	399
Communications		96	93	109
Publicité et prospection		91	96	133
Honoraires		157	184	185
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		143	123	141
Autres		538	476	546
		4 208	4 057	4 418
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>		3 100	2 317	2 797
Charge d'impôt sur le résultat	19	702	418	471
<b>Bénéfice net</b>		2 398 \$	1 899 \$	2 326 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		90	72	39
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		2 308 \$	1 827 \$	2 287 \$
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres		43	82	25
Actionnaires ordinaires		2 265 \$	1 745 \$	2 262 \$
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>				
De base	17	1,87 \$	1,44 \$	1,86 \$
Dilué	17	1,86	1,42	1,84
Dividendes versés par action ordinaire (en dollars)		0,90	0,90	0,90

1) Comprend des revenus d'intérêts sur les actifs financiers évalués au coût amorti et à la JVAÉRG calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif de 6 400 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 6 510 \$; 31 janvier 2020 – 8 115 \$).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 398 \$</b>	1 899 \$	2 326 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>			
Variation nette des profits (pertes) de change latents :			
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(1 406)</b>	(548)	(1 186)
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>506</b>	6	229
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(7)</b>	16	1
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>133</b>	1	60
	<b>(1 026)</b>	(559)	(1 018)
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :			
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>(59)</b>	(235)	174
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>106</b>	139	(75)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>(17)</b>	(59)	72
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>24</b>	37	(25)
	<b>40</b>	(74)	52
Variation nette des profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>1 138</b>	(661)	227
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>(1 392)</b>	385	(122)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>306</b>	(181)	67
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>(362)</b>	106	(37)
	<b>(198)</b>	(201)	75
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>12</b>	7	(27)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>			
Variation nette à la réévaluation de l'actif et du passif au titre des régimes d'avantages du personnel :			
Gains (pertes) actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	<b>641</b>	291	(358)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>171</b>	76	(93)
	<b>470</b>	215	(265)
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :			
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>169</b>	(44)	54
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>22</b>	(17)	18
	<b>147</b>	(27)	36
Variation nette de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur :			
Variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	<b>(178)</b>	(211)	(12)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>(47)</b>	(55)	(3)
	<b>(131)</b>	(156)	(9)
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>19</b>	–	(7)
Autres éléments du résultat global	<b>(667)</b>	(795)	(1 163)
<b>Résultat global</b>	<b>1 731 \$</b>	1 104 \$	1 163 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>83</b>	–	(38)
Résultat global attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>1 648</b>	1 104	1 201
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	<b>43</b>	82	25
Actionnaires ordinaires	<b>1 605 \$</b>	1 022 \$	1 176 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé des variations des capitaux propres

Cumul des autres éléments du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Actions ordinaires	Résultats non distribués <sup>1)</sup>	Écarts de conversion	Instruments de créance (JVAERG)	Instruments de capitaux propres (JVAERG)	Couvertures des flux de trésorerie	Autres <sup>2)</sup>	Autres réserves	Total des capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Total attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	Total
<b>Solde au 31 octobre 2020</b>													
Bénéfice net	—	2 265	—	—	—	—	—	—	2 265	43	2 308	90	2 398
Autres éléments du résultat global	—	—	(1 030)	40	146	(182)	366	—	(660)	—	(660)	(7)	(667)
<b>Total du résultat global</b>													
Actions émises	58	—	—	—	—	—	—	—	50	—	50	—	50
Actions rachetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	—	(1 091)	—	—	—	—	—	—	(1 091)	(43)	(1 134)	(17)	(1 151)
Paiements fondés sur des actions <sup>3)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	4	—	4
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Solde au 31 janvier 2021</b>													
	18 297 \$	47 519 \$	(2 358)\$	370 \$	(17)\$	457 \$	(1 237)\$	356 \$	63 387 \$	5 308 \$	68 695 \$	2 442 \$	71 137 \$
<b>Solde au 31 octobre 2019</b>													
Bénéfice net	18 264 \$	44 439 \$	800 \$	37 \$	(55)\$	650 \$	(862)\$	365 \$	63 638 \$	3 884 \$	67 522 \$	2 670 \$	70 192 \$
Autres éléments du résultat global	—	2 262	—	—	—	—	—	—	2 262	25	2 287	39	2 326
<b>Total du résultat global</b>													
Actions émises	—	2 262 \$	(941)\$	52	39	75	(311)	—	(1 086)	—	(1 086)	(77)	(1 163)
Actions rachetées	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	(54)	(214)	—	—	—	—	—	—	(268)	—	(268)	—	(268)
Paiements fondés sur des actions <sup>3)</sup>	—	(1 092)	—	—	—	—	—	—	(1 092)	(25)	(1 117)	(30)	(1 147)
Autres	—	23	—	—	(27)	—	—	3	3	—	3	—	3
<b>Solde au 31 janvier 2020</b>													
	18 248 \$	45 418 \$	(141)\$	89 \$	(43)\$	725 \$	(1 173)\$	362 \$	63 485 \$	3 884 \$	67 369 \$	2 492 \$	69 861 \$

1) Comprend des résultats non distribués de 61 \$ (31 janvier 2020 – 61 \$) liés à une société associée à l'étranger soumise à des restrictions réglementaires locales.

2) Comprend la quote-part des sociétés associées, les avantages du personnel et le risque de crédit propre à l'entité.

3) Représente des montants liés aux paiements fondés sur des actions (se reporter à la note 13).

4) Comprend les variations des participations ne donnant pas le contrôle découlant des regroupements d'entreprises et des transactions connexes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## Tableau consolidé des flux de trésorerie

*(non audité) (en millions de dollars)*

	Trimestres clos les	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020
<i>Rentrées (sorties) nettes de trésorerie</i>		
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	2 398 \$	2 326 \$
Ajustements pour :		
Revenus d'intérêts nets	(4 351)	(4 392)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	380	399
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	764	926
Charges dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres	4	3
Profit net sur la vente de titres de placement	(119)	(41)
(Profit net) perte nette sur les cessions	–	(262)
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées	(57)	(91)
Charge d'impôt sur le résultat	702	471
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :		
Actifs détenus à des fins de transaction	(25 827)	(16 913)
Titres pris en pension et titres empruntés	(1 529)	(14 576)
Prêts	(5 851)	(6 903)
Dépôts	28 985	36 790
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	8 426	1 880
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	5 550	18 234
Instruments financiers dérivés, montant net	(627)	(1 830)
Autres, montant net	(5 887)	(2 585)
Dividendes perçus	217	196
Intérêts perçus	6 820	8 332
Intérêts versés	(2 523)	(4 135)
Impôt sur le résultat payé	(842)	(616)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	6 633	17 213
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	(16 374)	(24 526)
Achat de titres de placement	(17 045)	(15 261)
Produit de la vente et de la venue à échéance de titres de placement	27 559	19 262
Acquisition/cession de filiales, de sociétés associées ou d'unités d'exploitation, déduction faite de la trésorerie acquise	–	3 807
Immobilisations corporelles, déduction faite des sorties	(45)	(95)
Autres, montant net	(103)	(282)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(6 008)	(17 095)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Rachat de débentures subordonnées	(750)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	58	38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(268)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(1 134)	(1 117)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(17)	(30)
Paiement d'obligations locatives	(89)	(88)
Autres, montant net	(187)	692
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(2 119)	(773)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(186)	(16)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 680)	(671)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période <sup>1)</sup>	11 123	10 904
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période <sup>1)</sup>	9 443 \$	10 233 \$

1) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières (se reporter à la note 5).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

## 1. Entité présentant l'information financière

La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi sur les banques* »). La Banque est une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques* et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). La Banque est un fournisseur international de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services, dont des services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés, ainsi que des services bancaires d'investissement. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), au Canada, et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

## 2. Base d'établissement

## Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Banque ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »), et aux exigences comptables du BSIF, selon l'article 308 de la *Loi sur les Banques*. L'article 308 stipule que, à moins d'indication contraire par le BSIF, les états financiers doivent être établis selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 a été autorisée par le conseil d'administration le 23 février 2021.

Certains montants comparatifs ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs ci-après, lesquels sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière :

- actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net;
- actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net;
- instruments financiers dérivés;
- instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Banque. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au million de dollars près.

## Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, établisse des jugements et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi que sur la valeur comptable des revenus et des charges de la période. Les estimations établies par la direction sont fondées sur l'expérience passée et sur d'autres hypothèses qui sont jugées raisonnables. Parmi les principaux domaines où la direction a porté des jugements difficiles, complexes ou subjectifs, souvent sur des enjeux foncièrement incertains, mentionnons le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers (y compris les dérivés), l'impôt sur le résultat des sociétés, les avantages du personnel, la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiables découlant des regroupements d'entreprises, la dépréciation d'actifs non financiers, ainsi que la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers.

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, établi au moyen d'un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues comme l'exige l'IFRS 9, est estimé à l'aide de modèles complexes qui s'appuient sur des données, des hypothèses et des techniques demandant un degré élevé de jugement. Les éléments visés par de tels jugements comprennent l'évaluation des hausses marquées du risque de crédit, la prévision des variables macroéconomiques entrant dans de multiples scénarios et les pondérations probabilistes de ces scénarios. Dans le contexte économique actuel découlant de la pandémie de COVID-19, les modèles pris individuellement pourraient ne pas rendre compte de toute l'incertitude ainsi que de l'effet des programmes de soutien des gouvernements et des banques centrales. Ces facteurs sont pris en compte dans le jugement des experts du crédit posé dans l'établissement du compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

Bien qu'il s'agisse des meilleures estimations et hypothèses de la direction, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

## 3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

À l'exception des changements décrits plus bas, les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 de la Banque, qui sont décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés annuels de 2020.

### Modifications à l'IFRS 3 : Définition d'une entreprise

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Les modifications clarifient la façon de déterminer si une acquisition constitue l'acquisition d'une entreprise ou d'un groupe d'actifs. Distinguer l'acquisition d'une entreprise de celle d'un groupe d'actifs est important, car l'acquéreur ne constate un goodwill que lorsqu'il acquiert une entreprise. Une entreprise doit comporter au moins une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière importante à la capacité de créer des sorties. La Banque peut choisir d'appliquer un « test de concentration facultatif » à chaque transaction de manière à simplifier l'appréciation à porter pour pouvoir conclure qu'un ensemble d'activités et d'actifs acquis ne constitue pas une entreprise. Ce test est positif si la quasi-totalité de la juste valeur des actifs bruts acquis se concentre dans un actif identifiable unique (ou un groupe d'actifs similaires). Si le test est négatif, ou si la Banque choisit de ne pas appliquer le test, celle-ci doit apprécier si les éléments acquis répondent à la définition d'une entreprise. Les modifications s'appliqueront de façon prospective aux nouvelles transactions survenues après le 1<sup>er</sup> novembre 2020.

### Réforme des taux d'intérêt de référence

Le 27 août 2020, l'IASB a publié le document Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (les « modifications »). Les modifications proposent une mesure de simplification permettant de comptabiliser les changements apportés à la base de détermination des flux de trésorerie contractuels des instruments financiers touchés par la réforme des taux d'intérêt de référence (la « réforme des TIO »). Aux termes de cette mesure de simplification, la Banque ne décomptabilise ni n'ajuste la valeur comptable d'instruments financiers en raison de changements exigés par la réforme des TIO et elle met plutôt à jour le taux d'intérêt effectif de manière à refléter les changements aux taux d'intérêt de référence. La mesure de simplification est utilisée lorsque le changement nécessaire découle directement de la réforme des TIO et que la nouvelle base de détermination des flux de trésorerie contractuels est équivalente à la base précédente sur le plan économique. Si des changements sont apportés à un actif financier ou à un passif financier en plus de ceux que la réforme des taux d'intérêt de référence requiert d'apporter à la base de détermination des flux de trésorerie contractuels, la Banque doit d'abord mettre à jour les intérêts effectifs de l'actif financier ou du passif financier afin de refléter le changement exigé par la réforme des TIO. Ensuite, la Banque applique aux changements restants les méthodes comptables visant les changements présentées à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés contenus dans son rapport annuel 2020.

Parallèlement, les modifications comportent aussi une exemption à l'égard de certaines exigences particulières visant la comptabilité de couverture, aux termes de laquelle la Banque peut modifier la documentation d'une couverture sans mettre fin à la relation de couverture lorsque la base de détermination des flux de trésorerie contractuels de relations de couverture existantes change par suite de la réforme des TIO. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie pour lesquelles le taux d'intérêt de référence change par suite de la réforme des TIO, la Banque estime que la réserve de couverture correspondante figurant dans les AÉRG se fonde sur le taux de référence de rechange lorsqu'elle détermine si les flux de trésorerie futurs couverts sont susceptibles de se produire. En ce qui a trait aux changements apportés en plus de ceux requis par la réforme des TIO, la Banque détermine d'abord si les changements additionnels entraînent une cessation des relations de couverture avant d'appliquer l'exemption. En outre, lorsqu'elle détermine le risque couvert, la Banque peut désigner une composante de risque du taux d'intérêt de référence de rechange qui n'est pas actuellement séparément identifiable, pourvu qu'il soit raisonnablement attendu que le taux d'intérêt de référence de rechange devienne séparément identifiable dans un horizon de 24 mois. En ce qui a trait aux éléments de la comptabilité de couverture qui ne sont pas abordés dans les modifications et aux couvertures qui ne sont pas directement touchées par la réforme des TIO, les méthodes comptables décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque contenus dans son rapport annuel 2020 continuent de s'appliquer.

Aux termes des modifications, des informations supplémentaires doivent être fournies dans les états financiers afin de présenter les conséquences de la réforme sur les instruments financiers et la stratégie de gestion des risques. La Banque a adopté de manière anticipée les modifications le 1<sup>er</sup> novembre 2020, comme le permet la norme. Les modifications s'appliquent rétrospectivement, mais la Banque n'est pas tenue de retraiter les informations comparatives. Les capitaux propres d'ouverture n'ont pas été touchés.

### Aperçu

Une révision et une réforme importantes des taux d'intérêt de référence ont été entreprises à l'échelle mondiale, dans le but de réformer ou d'éliminer progressivement certains taux interbancaires offerts (« TIO »), y compris le taux offert en dollars canadiens (« Canadian Dollar Offered Rate » ou « CDOR »). Pour remplacer les TIO, les organismes de réglementation ont recommandé aux marchés d'adopter des taux de rechange sans risque. La Banque est considérablement exposée au taux interbancaire offert à Londres (« TIOL »), particulièrement le TIOL libellé en dollars américains et le TIOL libellé en livres sterling, qui devraient être abandonnés à compter du 31 décembre 2021.

Selon l'issue des récentes consultations publiques, il est possible que les durées les plus utilisées du TIOL en dollars américains continuent d'être publiées jusqu'au 30 juin 2023, tandis que la publication de toutes les autres devises et durées du TIOL cessera à compter du 31 décembre 2021.

La réforme des TIO et la transition connexe des TIO aux taux sans risque entraînent des risques systémiques et de marché. Ces risques, dont la volatilité accrue, le manque de liquidité et les pratiques de repli divergentes, pourraient toucher les participants au marché. En plus de ces risques inhérents, la Banque est exposée au risque d'exploitation découlant de la renégociation de contrats, de la capacité technologique d'émettre et de négocier des produits s'appuyant sur les taux sans risque et du comportement des clients et des contreparties.

La Banque a mis en place un programme à l'échelle de l'entreprise (le « programme de transition ») qui vise à promouvoir une transition en douceur du TIOL et des autres TIO vers des taux sans risque. Le programme de transition a pour objet d'aborder les risques en déterminant les expositions à divers TIO, en évaluant le libellé des contrats lorsqu'un TIO cesse d'être publié ou disponible, en développant la capacité d'émettre et de négocier des produits s'appuyant sur les taux sans risque et en communiquant avec les clients et les contreparties au sujet des faits nouveaux dans le secteur se rapportant à la réforme des TIO. Le programme de transition prévoit la communication de mises à jour trimestrielles au comité de surveillance de la réglementation de la Banque ainsi que de mises à jour annuelles au comité de gestion du risque du conseil d'administration à l'égard de l'avancement des plans de transition visant la migration des produits s'appuyant sur le TIOL de la Banque et la mise à niveau des systèmes et des processus.

Le programme de transition assure le suivi et comprend l'intégration de recommandations formulées par des groupes du secteur et des organismes de réglementation comme l'Alternative Reference Rate Committee (l'« AARC ») des États-Unis et la Financial Conduct Authority à l'égard du calendrier de déploiement des principales activités de transition. Par exemple, l'AARC a recommandé que les négociants de dérivés adhèrent au ISDA IBOR Fallbacks Protocol avant la date d'entrée en vigueur le 25 janvier 2021. La Banque progresse bien dans l'application du ISDA IBOR Fallbacks Protocol, ce qui constitue une étape importante dans l'atténuation des risques quant aux contrats et expositions sur dérivés fondés sur les TIO de la Banque.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

### Actifs et passifs financiers non dérivés

Le tableau suivant présente les expositions des actifs et des passifs financiers non dérivés de la Banque aux TIO importants visés par la réforme qui n'ont pas encore effectué la transition à des taux de référence de rechange, la plupart arrivant à échéance après le 31 décembre 2021. Ces expositions demeureront en cours jusqu'à la cessation des TIO et feront donc la transition dans l'avenir.

Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020 (en millions de dollars)	Valeur comptable			Total
	TIOL en \$ US	TIOL en livres sterling	Autres taux <sup>1)</sup>	
Actifs financiers non dérivés <sup>2)</sup>	51 140 \$	1 468 \$	2 876 \$	55 484 \$
Actifs et passifs financiers non dérivés <sup>3),4)</sup>	3 378	949	1 914	6 241

1) Les autres taux comprennent les expositions au TIOL en euros, à l'EONIA, au TIOL en francs suisses, au TIOL en yens japonais et au CDOR de six mois et de douze mois. Ces durées du CDOR ne seront plus publiées à compter du 17 mai 2021.

2) Les actifs financiers non dérivés comprennent la valeur comptable des titres de créance et des prêts (le compte de correction de valeur pour pertes sur créances n'a pas été déduit des titres de créance et des prêts évalués au coût amorti).

3) Les passifs financiers non dérivés comprennent la valeur comptable des dépôts, des débiteures subordonnées et des autres passifs.

4) Les passifs financiers non dérivés ne tiennent pas compte d'instruments de fonds propres de T1 supplémentaires de 1,56 milliard de dollars (1,25 milliard de dollars US) qui sont actuellement à taux fixe, mais auxquels s'appliquera le TIOL en dollars US de trois mois à compter du 12 octobre 2022.

### Dérivés et engagements non prélevés

Le tableau suivant présente le solde notionnel des expositions des dérivés et des engagements non prélevés de la Banque à des TIO importants visés par la réforme qui n'ont pas encore effectué la transition à des taux de référence de rechange, la plupart arrivant à échéance après le 31 décembre 2021. Ces expositions demeureront en cours jusqu'à la cessation des TIO et feront donc la transition dans l'avenir.

Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020 (en millions de dollars)	Montant notionnel			Total
	TIOL en \$ US	TIOL en livres sterling	Autres taux <sup>1)</sup>	
Dérivés				
Swaps de taux d'intérêt dans une même monnaie	630 265 \$	699 339 \$	216 646 \$	1 546 250 \$
Swaps de taux d'intérêt dans différentes monnaies <sup>2)</sup>	322 426	31 052	138 740	492 218
Autres <sup>3)</sup>	48 297	29 486	34 908	112 691
Engagements non prélevés	35 900	1 094	613	37 607

1) Les autres taux comprennent les expositions au TIOL en euros, à l'EONIA, au TIOL en francs suisses, au TIOL en yens japonais et au CDOR de six mois et de douze mois. Ces durées du CDOR ne seront plus publiées à compter du 17 mai 2021.

2) En ce qui a trait aux swaps de taux d'intérêt dans différentes monnaies dont les deux branches s'appuient sur des taux directement touchés par la réforme des taux d'intérêt de référence, le montant notionnel pertinent pour chaque branche est présenté séparément afin de refléter les risques liés à la réforme pour chacun des taux.

3) Les autres dérivés comprennent les contrats à terme standardisés, les contrats de garantie de taux et les options.

## 4. Prises de position futures en comptabilité

Aucune autre mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités contenus dans le rapport annuel 2020.

## 5. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2019
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières	9 443 \$	11 123 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	80 048	65 337
Total	89 491 <sup>1)</sup> \$	76 460 <sup>1)</sup> \$

1) Déduction faite des comptes de correction de valeur de 1 \$ (31 octobre 2020 – 1 \$).

Le montant des soldes que la Banque doit maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties totalisait 6 411 millions de dollars (31 octobre 2020 – 7 121 millions de dollars), et ces soldes sont inclus dans les montants présentés ci-dessus.

## 6. Titres de placement

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables des titres de placement de la Banque par classe d'évaluation.

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Titres de créance évalués à la JVAÉRG	68 259 \$	76 638 \$
Titres de créance évalués au coût amorti	27 713	31 644
Titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG	2 279	1 859
Titres de capitaux propres évalués à la JVRN	960	1 222
Titres de créance évalués à la JVRN	25	26
Total des titres de placement	99 236 \$	111 389 \$

## a) Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<i>Au 31 janvier 2021 (en millions de dollars)</i>				
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	14 247 \$	388 \$	1 \$	14 634 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	13 485	205	1	13 689
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	9 664	408	3	10 069
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	28 617	409	186	28 840
Autres titres de créance	1 006	21	–	1 027
<b>Total</b>	<b>67 019 \$</b>	<b>1 431 \$</b>	<b>191 \$</b>	<b>68 259 \$</b>
<i>Au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)</i>				
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	16 374 \$	454 \$	– \$	16 828 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	17 295	253	1	17 547
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	12 634	595	–	13 229
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	27 643	274	17	27 900
Autres titres de créance	1 115	19	–	1 134
<b>Total</b>	<b>75 061 \$</b>	<b>1 595 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>76 638 \$</b>

## b) Titres de créance évalués au coût amorti

	Aux			
	31 janvier 2021		31 octobre 2020	
<i>(en millions de dollars)</i>	Juste valeur	Valeur comptable <sup>1)</sup>	Juste valeur	Valeur comptable <sup>1)</sup>
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique provinciale ou fédérale canadienne	17 318 \$	17 164 \$	17 955 \$	17 819 \$
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 305	8 029	11 048	10 726
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	1 716	1 695	1 766	1 744
Titres de créance de sociétés	828	825	1 360	1 355
<b>Total</b>	<b>28 167 \$</b>	<b>27 713 \$</b>	<b>32 129 \$</b>	<b>31 644 \$</b>

1) Les soldes sont présentés déduction faite de comptes de correction de valeur négligeables.

## c) Titres de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

La Banque a désigné certains instruments, présentés dans le tableau suivant, comme étant à la JVAÉRG, puisque ces titres de capitaux propres sont détenus à des fins stratégiques.

	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<i>Au 31 janvier 2021 (en millions de dollars)</i>				
Instruments de capitaux propres privilégiés	14 \$	– \$	3 \$	11 \$
Actions ordinaires	2 021	316	69	2 268
<b>Total</b>	<b>2 035 \$</b>	<b>316 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>2 279 \$</b>
<i>Au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)</i>				
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Instruments de capitaux propres privilégiés	11 \$	– \$	3 \$	8 \$
Actions ordinaires	1 735	228	112	1 851
<b>Total</b>	<b>1 746 \$</b>	<b>228 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>1 859 \$</b>

Des revenus de dividendes gagnés sur les titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG de 26 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 16 millions de dollars; 31 janvier 2020 – 17 millions de dollars) ont été constatés dans les revenus d'intérêts.

La Banque a cédé certains titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG d'une juste valeur de 181 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 38 millions de dollars; 31 janvier 2020 – 342 millions de dollars). Il en a découlé un profit de 39 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – profit de 8 millions de dollars; 31 janvier 2020 – perte de 20 millions de dollars).

## 7. Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances

## a) Prêts au coût amorti

	Aux					
	31 janvier 2021			31 octobre 2020		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	290 474 \$	864 \$	289 610 \$	284 684 \$	884 \$	283 800 \$
Prêts personnels	91 442	3 150	88 292	93 758	3 155	90 603
Cartes de crédit	14 143	1 915	12 228	14 797	1 886	12 911
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	215 180	1 661	213 519	217 663	1 714	215 949
<b>Total</b>	<b>611 239 \$</b>	<b>7 590 \$</b>	<b>603 649 \$</b>	<b>610 902 \$</b>	<b>7 639 \$</b>	<b>603 263 \$</b>

b) Prêts douteux<sup>1),2)</sup>

	Aux					
	31 janvier 2021			31 octobre 2020		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 563 \$	406 \$	1 157 \$	1 490 \$	392 \$	1 098 \$
Prêts personnels	1 302	849	453	1 032	820	212
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 414	739	1 675	2 531	745	1 786
<b>Total</b>	<b>5 279 \$</b>	<b>1 994 \$</b>	<b>3 285 \$</b>	<b>5 053 \$</b>	<b>1 957 \$</b>	<b>3 096 \$</b>
<b>Par secteurs géographiques</b>						
Canada	1 168 \$	497 \$	671 \$	1 127 \$	487 \$	640 \$
États-Unis	57	3	54	116	4	112
Mexique	674	260	414	570	222	348
Pérou	973	475	498	824	498	326
Chili	715	228	487	775	233	542
Colombie	541	130	411	459	102	357
Autres pays	1 151	401	750	1 182	411	771
<b>Total</b>	<b>5 279 \$</b>	<b>1 994 \$</b>	<b>3 285 \$</b>	<b>5 053 \$</b>	<b>1 957 \$</b>	<b>3 096 \$</b>

1) Les revenus d'intérêts comptabilisés à l'égard des prêts douteux au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021 ont totalisé 16 \$ (31 octobre 2020 – 11 \$).

2) Des revenus d'intérêts supplémentaires d'environ 78 \$ auraient été comptabilisés si les prêts susmentionnés n'avaient pas été classés dans les prêts douteux (31 octobre 2020 – 71 \$).

## c) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

## i) Principales données d'entrée et hypothèses clés

L'évaluation du compte de correction de valeur pour pertes sur créances de la Banque se fait selon une méthode en trois étapes fondée sur l'ampleur de la détérioration de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale. Le résultat est obtenu à l'aide de modèles complexes utilisant un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes à l'égard du choix de données d'entrée variables et de leur interdépendance. Les principaux facteurs comprennent notamment :

- la modification de la notation de risque de l'emprunteur ou de l'instrument en raison de l'évolution de la qualité de leur crédit;
- la variation des volumes de transaction;
- l'évolution du contexte macroéconomique dont tiennent compte les variables utilisées dans les modèles (notamment, la croissance du PIB, les taux de chômage, les prix des marchandises et les indices de prix de l'immobilier) qui sont le plus étroitement liées aux pertes sur créances du portefeuille pertinent;
- la modification des scénarios macroéconomiques et la pondération des probabilités au sein de chaque scénario;
- la migration des emprunteurs entre les trois étapes.

La Banque établit son compte de correction de valeur pour pertes sur créances selon quatre scénarios prospectifs fondés sur des pondérations probabilistes (de base, optimiste, pessimiste et pessimiste – mode dégressif).

La Banque tient compte de sources d'information et de données tant internes qu'externes pour obtenir des prévisions et projections objectives qui serviront à établir le compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Elle prépare les scénarios au moyen des prévisions générées par Études économiques de la Banque Scotia. Les prévisions sont générées à l'aide de modèles dont les résultats sont ensuite modifiés au besoin par Études économiques de la Banque Scotia pour formuler un aperçu d'un « scénario de base » de la tendance future des scénarios économiques la plus probable. La mise au point du scénario de base et des scénarios de remplacement est supervisée par un comité de gouvernance qui est constitué de parties prenantes internes provenant de l'ensemble de la Banque. Le scénario de base définitif et les scénarios de remplacement découlent d'examen et de contrôles importants, et ils prennent en compte des jugements lors de la détermination tant des prévisions des scénarios que des pondérations probabilistes qui leur sont attribuées.

## ii) Principales variables macroéconomiques

Les données d'entrée et les modèles utilisés pour calculer les pertes sur créances attendues pourraient ne pas toujours rendre compte de toutes les caractéristiques du marché à la date des états financiers. Des ajustements qualitatifs ou des ajustements selon l'approche par superposition peuvent être effectués pour certains portefeuilles ou territoires à titre d'ajustements temporaires dans les cas où, du point de vue de la Banque, les données d'entrée, les hypothèses ou les techniques de modélisation ne prennent pas en compte tous les facteurs de risque pertinents, notamment la survenance de perturbations économiques ou politiques.

La Banque a eu recours au jugement d'experts en matière de crédit dans l'appréciation de la détérioration du crédit sous-jacent et de la migration de soldes à des étapes ultérieures. La Banque a tenu compte d'informations quantitatives et qualitatives dans l'évaluation de toute augmentation considérable du risque de crédit.

Les modèles de la Banque sont calibrés de manière à utiliser la performance passée et des informations prospectives macroéconomiques comme données. La Banque a créé un scénario de base et trois scénarios de remplacement prospectifs. Les scénarios de la Banque s'appuient sur différentes périodes de redressement selon lesquelles l'économie pourrait se rétablir soit de manière plus immédiate (en forme de V), soit à moyen terme (en forme de W), soit à plus long terme (en forme de L).

Bien que le scénario de base suppose que l'économie globale connaîtra une reprise en forme de V, la croissance et l'emploi au sein des différents secteurs d'activité devraient afficher d'importantes disparités. Certains secteurs se sont déjà entièrement redressés ou devraient le faire au cours des quelques prochains trimestres. Toutefois, d'autres secteurs devraient stagner à des niveaux inférieurs à ceux observés avant la pandémie pendant un certain temps. Ce type de progression de l'activité au sein d'un secteur est désigné comme une reprise en forme de K. Bien que cette éventualité ne soit pas intégrée expressément dans le scénario de base, elle est prise en compte au moyen de l'importante augmentation du risque à l'aide du jugement d'experts en matière de crédit.

Le tableau suivant présente certaines des principales variables macroéconomiques utilisées pour estimer le compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Dans le cas des scénarios de base, optimiste et pessimiste, les projections sont présentées pour les 12 prochains mois et pour la période prévisionnelle restante, ce qui constitue une projection à moyen terme.

	Scénario de base		Autre scénario – optimiste		Autre scénario – pessimiste		Autre scénario – pessimiste (mode dégressif)		
	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	
<i>Au 31 janvier 2021</i>									
<b>Canada</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	4,6	2,3	6,5	3,4	-0,6	3,2	-6,8	4,4	
Taux de chômage moyen (%)	7,9	6,1	7,4	4,7	10,1	6,6	13,0	8,5	
Taux à un jour cible moyen de la Banque du Canada (%)	0,3	1,0	0,6	1,8	0,3	0,7	0,3	0,5	
IPI – Indice des prix de l'immobilier, variation annuelle (%)	4,0	1,7	5,3	3,1	-6,6	4,2	-12,6	6,4	
Taux de change moyen \$ US / \$ CA	1,26	1,25	1,25	1,23	1,34	1,26	1,35	1,27	
<b>États-Unis</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	4,3	2,5	5,7	3,3	0,9	3,2	-2,9	4,2	
Taux de chômage moyen (%)	6,2	5,0	5,8	4,5	7,4	5,7	8,7	7,1	
<b>Mexique</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	3,8	1,9	5,6	2,7	0,6	2,7	-3,3	3,8	
Taux de chômage moyen (%)	4,7	4,3	4,3	3,4	7,3	4,9	10,2	6,8	
<b>Chili</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	5,5	3,0	8,2	4,5	2,2	3,9	-1,8	5,0	
Taux de chômage moyen (%)	11,7	7,8	11,0	6,9	14,2	8,4	17,1	10,3	
<b>Pérou</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	8,7	3,6	11,4	5,2	5,5	4,5	1,6	5,5	
Taux de chômage moyen (%)	12,0	7,5	9,3	4,4	14,5	8,0	17,4	9,9	
<b>Colombie</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	5,0	3,6	6,8	4,8	1,8	4,5	-2,1	5,5	
Taux de chômage moyen (%)	13,2	9,0	11,1	6,4	15,7	9,5	18,6	11,4	
<b>Antilles</b>									
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	3,6	4,1	5,4	4,9	0,4	5,4	-3,4	6,5	
<b>Monde</b>									
Prix du pétrole WTI moyen, \$ US/b	48	57	54	81	41	52	38	44	
Prix du cuivre moyen, \$ US/lb	3,11	3,24	3,28	3,78	2,90	3,15	2,82	2,94	
Croissance mondiale du PIB, variation annuelle (%)	5,31	3,36	7,18	4,39	2,64	3,89	-0,02	4,63	

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

	Scénario de base		Autre scénario – optimiste		Autre scénario – pessimiste		Autre scénario – pessimiste (mode dégressif)	
	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante	Douze prochains mois	Période prévisionnelle restante
<i>Au 31 octobre 2020</i>								
<b>Canada</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	3,1	2,2	4,7	2,7	-2,0	3,8	-10,8	6,4
Taux de chômage moyen (%)	7,3	5,5	6,7	4,7	9,9	5,8	14,1	7,1
Taux à un jour cible moyen de la Banque du Canada (%)	0,3	0,8	0,5	1,2	0,3	0,4	0,3	0,3
IPI – Indice des prix de l'immobilier, variation annuelle (%)	0,4	2,8	1,9	3,3	-6,3	4,6	-15,2	6,8
Taux de change moyen \$ US / \$ CA	1,30	1,25	1,30	1,25	1,37	1,27	1,40	1,33
<b>États-Unis</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	2,5	2,2	3,6	2,4	-0,5	3,1	-7,4	5,2
Taux de chômage moyen (%)	6,3	3,5	6,1	3,3	8,1	4,1	10,5	7,0
<b>Mexique</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	1,0	2,3	2,5	2,6	-1,8	3,1	-8,7	5,3
Taux de chômage moyen (%)	7,3	4,5	6,8	3,9	9,9	4,9	14,1	6,2
<b>Chili</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	3,8	2,6	5,6	3,2	0,8	3,4	-6,2	5,6
Taux de chômage moyen (%)	12,1	7,3	11,6	6,9	14,7	7,7	18,9	8,9
<b>Pérou</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	3,7	3,8	5,0	4,4	2,9	4,4	-3,5	6,3
Taux de chômage moyen (%)	12,4	8,1	11,3	6,3	14,2	8,5	18,5	9,7
<b>Colombie</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	1,9	3,5	3,0	4,0	1,1	4,0	-5,2	6,0
Taux de chômage moyen (%)	14,4	8,2	13,6	6,8	16,2	8,7	20,5	9,8
<b>Antilles</b>								
Croissance réelle du PIB, variation annuelle (%)	2,2	4,1	3,3	4,4	1,0	4,7	-6,6	5,9
<b>Monde</b>								
Prix du pétrole WTI moyen, \$ US/lb	48	58	52	68	42	54	37	38
Prix du cuivre moyen, \$ US/lb	3,00	3,19	3,09	3,42	2,79	3,06	2,66	2,64
Croissance mondiale du PIB, variation annuelle (%)	4,44	3,28	5,63	3,72	2,36	3,91	-2,67	5,34

### iii) Sensibilité

La pondération de ces divers scénarios a fait passer notre compte de correction de valeur pour pertes sur créances présenté au titre des actifs financiers pris en compte aux étapes 1 et 2, par rapport à notre scénario de base, à 5 816 millions de dollars (31 octobre 2020 – 5 863 millions de dollars), par rapport à 5 464 millions de dollars (31 octobre 2020 – 5 407 millions de dollars). Si le compte de correction de valeur pour pertes sur créances à l'égard de ces actifs n'était calculé qu'au moyen du scénario pessimiste (mode dégressif), le compte de correction de valeur à l'égard des instruments financiers productifs serait supérieur de 1 397 millions de dollars au compte de correction de valeur présenté au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 1 944 millions de dollars). Les résultats réels différeront étant donné que ce scénario ne tient pas compte de la migration des expositions ni des changements dans le portefeuille en raison des mesures d'atténuation des risques et d'autres facteurs.

Selon nos scénarios fondés sur des pondérations probabilistes actuels, si tous nos actifs financiers productifs en étaient à l'étape 1, reflétant des pertes sur créances attendues pour une période de 12 mois, le compte de correction de valeur pour pertes sur créances serait inférieur de 528 millions de dollars (31 octobre 2020 – 495 millions de dollars) au compte de correction de valeur pour pertes sur créances présenté au titre des actifs financiers productifs.

### iv) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

(en millions de dollars)	Solde au 1 <sup>er</sup> novembre 2020	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 31 janvier 2021
Prêts hypothécaires à l'habitation	884 \$	25 \$	(33)\$	(12)\$	864 \$
Prêts personnels	3 155	367	(343)	(29)	3 150
Cartes de crédit	1 886	261	(216)	(16)	1 915
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 892	111	(82)	(43)	1 878
	7 817 \$	764 \$	(674)\$	(100)\$	7 807 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	7 639 \$				7 590 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations <sup>1)</sup>	77				80
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	101				137

1) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations est porté en diminution de l'actif financier à l'état consolidé de la situation financière.

2) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.



## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars)	Solde au 1 <sup>er</sup> novembre 2019	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 31 janvier 2020
Prêts hypothécaires à l'habitation	680 \$	50 \$	(23)\$	(68)\$	639 \$
Prêts personnels	2 065	463	(410)	(28)	2 090
Cartes de crédit	1 255	303	(304)	(10)	1 244
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 139	110	(90)	(46)	1 113
	5 139 \$	926 \$	(827)\$	(152)\$	5 086 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	5 077 \$				5 021 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations <sup>1)</sup>	6				15
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	56				50

1) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations est porté en diminution de l'actif financier à l'état consolidé de la situation financière.

2) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2021			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	161 \$	297 \$	406 \$	864 \$
Prêts personnels	787	1 514	849	3 150
Cartes de crédit	448	1 467	–	1 915
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	384	538	739	1 661
Total <sup>1)</sup>	1 780 \$	3 816 \$	1 994 \$	7 590 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 220 \$.

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	190 \$	302 \$	392 \$	884 \$
Prêts personnels	864	1 471	820	3 155
Cartes de crédit	501	1 385	–	1 886
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	409	560	745	1 714
Total <sup>1)</sup>	1 964 \$	3 718 \$	1 957 \$	7 639 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 181 \$.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	133 \$	218 \$	288 \$	639 \$
Prêts personnels	619	878	593	2 090
Cartes de crédit	407	837	–	1 244
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	160	236	652	1 048
Total <sup>1)</sup>	1 319 \$	2 169 \$	1 533 \$	5 021 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 74 \$.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit présente les variations du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2021				Au 31 janvier 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde à l'ouverture de la période	190 \$	302 \$	392 \$	884 \$	126 \$	229 \$	325 \$	680 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances								
Réévaluation <sup>1)</sup>	(65)	29	59	23	(8)	10	14	16
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	11	-	-	11	6	-	-	6
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(3)	(6)	-	(9)	-	(2)	-	(2)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	7	6	17	30
Transférés vers (depuis) :								
Étape 1	32	(27)	(5)	-	15	(13)	(2)	-
Étape 2	(3)	20	(17)	-	(5)	24	(19)	-
Étape 3	-	(12)	12	-	-	(11)	11	-
Radiations, montant brut	-	-	(37)	(37)	-	-	(30)	(30)
Recouvrements	-	-	4	4	-	-	7	7
Variations des taux de change et autres variations	(1)	(9)	(2)	(12)	(8)	(25)	(35)	(68)
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	161 \$	297 \$	406 \$	864 \$	133 \$	218 \$	288 \$	639 \$
<b>Prêts personnels</b>								
Solde à l'ouverture de la période	864 \$	1 471 \$	820 \$	3 155 \$	609 \$	865 \$	591 \$	2 065 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances								
Réévaluation <sup>1)</sup>	(422)	536	252	366	(142)	151	342	351
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	99	-	-	99	98	-	-	98
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(28)	(70)	-	(98)	(24)	(27)	-	(51)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	16	33	16	65
Transférés vers (depuis) :								
Étape 1	401	(398)	(3)	-	131	(128)	(3)	-
Étape 2	(92)	111	(19)	-	(51)	68	(17)	-
Étape 3	(31)	(126)	157	-	(1)	(89)	90	-
Radiations, montant brut	-	-	(406)	(406)	-	-	(476)	(476)
Recouvrements	-	-	63	63	-	-	66	66
Variations des taux de change et autres variations	(4)	(10)	(15)	(29)	(17)	5	(16)	(28)
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	787 \$	1 514 \$	849 \$	3 150 \$	619 \$	878 \$	593 \$	2 090 \$
<b>Cartes de crédit</b>								
Solde à l'ouverture de la période	501 \$	1 385 \$	- \$	1 886 \$	424 \$	831 \$	- \$	1 255 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances								
Réévaluation <sup>1)</sup>	(133)	258	151	276	(75)	123	205	253
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	29	-	-	29	46	-	-	46
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(15)	(29)	-	(44)	(16)	(15)	-	(31)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	6	29	-	35
Transférés vers (depuis) :								
Étape 1	113	(113)	-	-	62	(62)	-	-
Étape 2	(43)	43	-	-	(34)	34	-	-
Étape 3	-	(70)	70	-	-	(78)	78	-
Radiations, montant brut	-	-	(260)	(260)	-	-	(361)	(361)
Recouvrements	-	-	44	44	-	-	57	57
Variations des taux de change et autres variations	(4)	(7)	(5)	(16)	(6)	(25)	21	(10)
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	448 \$	1 467 \$	- \$	1 915 \$	407 \$	837 \$	- \$	1 244 \$
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>								
Solde à l'ouverture de la période	478 \$	592 \$	745 \$	1 815 \$	191 \$	263 \$	679 \$	1 133 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances								
Réévaluation <sup>1)</sup>	(10)	21	106	117	(15)	9	102	96
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	89	-	-	89	39	-	-	39
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(83)	(13)	(2)	(98)	(32)	(7)	(5)	(44)
Changements de modèles et de méthodes	-	-	-	-	13	9	-	22
Transférés vers (depuis) :								
Étape 1	18	(18)	-	-	8	(8)	-	-
Étape 2	(24)	24	-	-	(3)	3	-	-
Étape 3	-	(1)	1	-	(2)	(4)	6	-
Radiations, montant brut	-	-	(87)	(87)	-	-	(96)	(96)
Recouvrements	-	-	5	5	-	-	6	6
Variations des taux de change et autres variations	(9)	(5)	(29)	(43)	(2)	(16)	(40)	(58)
Solde à la clôture de la période incluant l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	459 \$	600 \$	739 \$	1 798 \$	197 \$	249 \$	652 \$	1 098 \$
Moins : Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>3)</sup>	(75)	(62)	-	(137)	(37)	(13)	-	(50)
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	384 \$	538 \$	739 \$	1 661 \$	160 \$	236 \$	652 \$	1 048 \$

1) Comprend les variations de risque de crédit qui découlent des augmentations importantes du risque de crédit, les variations du risque de crédit qui ne découlent pas des transferts entre les étapes, les changements dans les données et les hypothèses des modèles ainsi que les changements découlant des prélèvements au titre des engagements non prélevés.

2) Les revenus d'intérêts sur les prêts douteux pour les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et sur cartes de crédit et les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont totalisé 78 \$ (31 janvier 2020 – 81 \$).

3) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.

## d) Valeur comptable des expositions en fonction de la notation du risque

Prêts hypothécaires à l'habitation	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	173 748 \$	1 504 \$	– \$	175 252 \$	167 233 \$	1 892 \$	– \$	169 125 \$
Faible	59 831	3 538	–	63 369	61 988	1 495	–	63 483
Moyenne	12 603	1 764	–	14 367	10 914	2 071	–	12 985
Élevée	1 151	2 907	–	4 058	1 197	3 435	–	4 632
Très élevée	12	763	–	775	13	596	–	609
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	27 668	3 422	–	31 090	28 787	3 573	–	32 360
Défaut	–	–	1 563	1 563	–	–	1 490	1 490
Total	275 013 \$	13 898 \$	1 563 \$	290 474 \$	270 132 \$	13 062 \$	1 490 \$	284 684 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	161	297	406	864	190	302	392	884
Valeur comptable	274 852 \$	13 601 \$	1 157 \$	289 610 \$	269 942 \$	12 760 \$	1 098 \$	283 800 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts personnels	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	29 793 \$	564 \$	– \$	30 357 \$	29 557 \$	499 \$	– \$	30 056 \$
Faible	25 350	1 372	–	26 722	25 508	1 793	–	27 301
Moyenne	7 182	2 057	–	9 239	6 619	2 779	–	9 398
Élevée	5 341	2 766	–	8 107	5 809	2 964	–	8 773
Très élevée	161	1 347	–	1 508	318	1 367	–	1 685
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	12 501	1 706	–	14 207	13 629	1 884	–	15 513
Défaut	–	–	1 302	1 302	–	–	1 032	1 032
Total	80 328 \$	9 812 \$	1 302 \$	91 442 \$	81 440 \$	11 286 \$	1 032 \$	93 758 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	787	1 514	849	3 150	864	1 471	820	3 155
Valeur comptable	79 541 \$	8 298 \$	453 \$	88 292 \$	80 576 \$	9 815 \$	212 \$	90 603 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Cartes de crédit	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	1 356 \$	16 \$	– \$	1 372 \$	1 318 \$	20 \$	– \$	1 338 \$
Faible	1 997	249	–	2 246	1 971	184	–	2 155
Moyenne	2 432	371	–	2 803	2 416	393	–	2 809
Élevée	1 918	1 746	–	3 664	2 229	1 799	–	4 028
Très élevée	21	764	–	785	41	843	–	884
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>1)</sup>	1 923	1 350	–	3 273	2 414	1 169	–	3 583
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	9 647 \$	4 496 \$	– \$	14 143 \$	10 389 \$	4 408 \$	– \$	14 797 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	448	1 467	–	1 915	501	1 385	–	1 886
Valeur comptable	9 199 \$	3 029 \$	– \$	12 228 \$	9 888 \$	3 023 \$	– \$	12 911 \$

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux particuliers	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Notation de PD (en millions de dollars)								
Très faible	87 265 \$	1 \$	– \$	87 266 \$	85 242 \$	6 \$	– \$	85 248 \$
Faible	16 838	24	–	16 862	16 775	39	–	16 814
Moyenne	6 280	52	–	6 332	5 739	123	–	5 862
Élevée	2 637	818	–	3 455	2 201	705	–	2 906
Très élevée	17	242	–	259	3	134	–	137
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>1)</sup>	9 586	4 349	–	13 935	11 113	4 501	–	15 614
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
Valeur comptable	122 623 \$	5 486 \$	– \$	128 109 \$	121 073 \$	5 508 \$	– \$	126 581 \$

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts aux entreprises et aux administrations publiques Notation (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
Première qualité	104 061 \$	1 768 \$	– \$	105 829 \$	105 757 \$	1 290 \$	– \$	107 047 \$
Qualité inférieure	92 186	9 270	–	101 456	93 998	8 840	–	102 838
Sous surveillance	33	3 376	–	3 409	47	3 101	–	3 148
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	2 065	7	–	2 072	2 063	36	–	2 099
Défaut	–	–	2 414	2 414	–	–	2 531	2 531
Total	198 345 \$	14 421 \$	2 414 \$	215 180 \$	201 865 \$	13 267 \$	2 531 \$	217 663 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	384	538	739	1 661	409	560	745	1 714
Valeur comptable	197 961 \$	13 883 \$	1 675 \$	213 519 \$	201 456 \$	12 707 \$	1 786 \$	215 949 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux entreprises et administrations publiques Notation (en millions de dollars)	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
Première qualité	180 456 \$	1 273 \$	– \$	181 729 \$	182 580 \$	1 280 \$	– \$	183 860 \$
Qualité inférieure	61 449	3 532	–	64 981	59 600	4 336	–	63 936
Sous surveillance	15	1 777	–	1 792	6	1 704	–	1 710
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	3 745	312	–	4 057	3 702	309	–	4 011
Défaut	–	–	151	151	–	–	161	161
Total	245 665 \$	6 894 \$	151 \$	252 710 \$	245 888 \$	7 629 \$	161 \$	253 678 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	75	62	–	137	69	32	–	101
Valeur comptable	245 590 \$	6 832 \$	151 \$	252 573 \$	245 819 \$	7 597 \$	161 \$	253 577 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

#### e) Prêts en souffrance autres que les prêts douteux<sup>1)</sup>

Un prêt est considéré en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés dans les prêts douteux parce qu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou qu'ils sont entièrement garantis et que les mesures de recouvrement devraient raisonnablement permettre d'obtenir leur remboursement ou faire en sorte que le prêt cesse d'être considéré comme douteux selon la politique de la Banque. Lorsque les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement en raison de la COVID-19, les reports des paiements ne constituent pas des défauts de paiement et ces prêts demeurent dans la même catégorie du classement chronologique pendant la période de report.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2021 <sup>2)</sup>				Au 31 octobre 2020 <sup>2)</sup>			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus <sup>3)</sup>	Total	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus <sup>3)</sup>	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	799 \$	382 \$	– \$	1 181 \$	663 \$	282 \$	– \$	945 \$
Prêts personnels	529	322	–	851	604	273	–	877
Cartes de crédit	320	231	629	1 180	401	166	277	844
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	89	44	–	133	288	103	–	391
Total	1 737 \$	979 \$	629 \$	3 345 \$	1 956 \$	824 \$	277 \$	3 057 \$

1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.

2) En ce qui a trait aux prêts pour lesquels des reports de paiement ont été accordés, les reports de paiements ne constituent pas des défauts de paiement et ces prêts demeurent dans la même catégorie du classement chronologique pendant la période de report. Une fois la période de report terminée, le calcul normal des retards de paiement reprend.

3) Tous les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours sont considérés comme douteux sauf pour ce qui est des créances sur cartes de crédit, qui sont considérées comme étant des prêts douteux lorsqu'elles sont en souffrance depuis 180 jours.

#### f) Prêts dépréciés dès leur acquisition

Certains actifs financiers, notamment les prêts, sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale. Le tableau qui suit présente le détail de ces actifs :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Solde du principal impayé <sup>1)</sup>	376 \$	393 \$
Ajustements de la juste valeur au titre du crédit	(88)	(93)
Valeur comptable	288	300
Compte de correction de valeur à l'étape 3	(14)	(10)
Valeur comptable, déduction faite du compte de correction de valeur connexe	274 \$	290 \$

1) Représente le montant de l'encours en principal, déduction faite des radiations.

## 8. Décomptabilisation d'actifs financiers

*Titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation*

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation entièrement assurés, qu'ils soient montés par la Banque ou par des tiers, en créant des titres hypothécaires (des « TH ») aux termes du Programme des TH de la *Loi nationale sur l'habitation* (le « Programme des TH LNH ») cautionné par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL »). Les TH créés aux termes de ce programme sont vendus à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH »), organisme gouvernemental, dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC »). La FCH émet des titres en faveur de tiers investisseurs. La SCHL a également acheté des groupes de prêts hypothécaires garantis auprès de la Banque dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (le « PAPHA »).

La vente de prêts hypothécaires dans le cadre des programmes susmentionnés ne satisfait pas aux exigences de décomptabilisation, la Banque conservant le risque de remboursement par anticipation et le risque de taux d'intérêt associés à ces prêts, lesquels risques constituent la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés.

Les prêts hypothécaires transférés demeurent pris en compte sous « Prêts hypothécaires à l'habitation » dans l'état consolidé de la situation financière. Le produit en trésorerie tiré du transfert est traité comme un emprunt garanti et est comptabilisé sous « Dépôts – Entreprises et administrations publiques » dans l'état consolidé de la situation financière.

La valeur comptable des actifs transférés qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation et des passifs connexes est présentée ci-après :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2021 <sup>1)</sup>	31 octobre 2020 <sup>1)</sup>
<b>Actifs</b>		
Valeur comptable des prêts hypothécaires à l'habitation	19 149 \$	20 586 \$
Autres actifs associés <sup>2)</sup>	10 276	9 548
<b>Passifs</b>		
Valeur comptable des passifs connexes	27 143	27 819

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 28 892 \$ (31 octobre 2020 – 29 415 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 28 211 \$ (31 octobre 2020 – 28 920 \$), ce qui correspond à une position nette de 681 \$ (31 octobre 2020 – 495 \$).

2) Ces montants comprennent les fonds détenus en fiducie ainsi que les actifs de placement autorisés par la FCH, y compris les opérations de pension sur titres hypothécaires, acquis aux termes du compte de réinvestissement du capital que la Banque doit maintenir afin de pouvoir participer aux programmes.

*Titrisation de marges de crédit personnelles, de prêts sur cartes de crédit et de prêts automobiles*

La Banque titrise une partie de ses créances sur cartes de crédit et sur prêts automobiles et elle titrisait auparavant une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles au moyen d'entités structurées consolidées. Ces créances demeurent prises en compte dans les « Prêts personnels » et les « Prêts sur cartes de crédit » à l'état consolidé de la situation financière.

Au cours du premier trimestre, la Banque n'a conclu aucun nouvel accord de titrisation.

*Titres mis en pension et titres prêtés*

La Banque conclut des transactions de mise en pension et de prêt de titres dans le cadre desquelles elle transfère des actifs en s'engageant à les racheter à une date ultérieure et conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété des actifs transférés. Les titres transférés demeurent inscrits à l'état consolidé de la situation financière.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs transférés et des passifs connexes :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2021 <sup>1)</sup>	31 octobre 2020 <sup>1)</sup>
Valeur comptable des titres liés à ce qui suit :		
Mises en pension <sup>2)</sup>	121 733 \$	121 918 \$
Prêts de titres	63 756	53 082
Total	185 489	175 000
Valeur comptable des passifs connexes <sup>3)</sup>	140 491 \$	137 763 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 185 489 \$ (31 octobre 2020 – 175 000 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 140 491 \$ (31 octobre 2020 – 137 763 \$), ce qui correspond à une position nette de 44 998 \$ (31 octobre 2020 – 37 237 \$).

2) Compte non tenu du surmontissement des actifs.

3) Les passifs relatifs aux ententes de prêts de titres ne comprennent que les montants liés aux garanties en trésorerie reçues. Dans la plupart des cas, les garanties sont obtenues sous forme de titres.

## 9. Participations dans des sociétés associées

La Banque a des participations importantes dans les sociétés associées qui suivent :

					Aux	
					31 janvier 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars)	Pays de constitution	Nature des activités	Pourcentage de participation	Date des états financiers <sup>1)</sup>	Valeur comptable	Valeur comptable
Division des Services Financiers de Canadian Tire <sup>2)</sup>	Canada	Services financiers	20,00 %	31 décembre 2020	533	534
Bank of Xi'an Co. Ltd. <sup>3)</sup>	Chine	Services bancaires	17,99 %	31 décembre 2020	955	926
Maduro & Curiel's Bank N.V. <sup>4)</sup>	Curaçao	Services bancaires	48,10 %	31 décembre 2020	365	355

1) Réflète la date des plus récents états financiers fournis à la Banque par la direction des sociétés associées.

2) Canadian Tire a une option lui permettant de vendre à la Banque une participation supplémentaire de 29 % avant la fin de la période allant jusqu'au 10<sup>e</sup> anniversaire (1<sup>er</sup> octobre 2024) à la juste valeur alors en vigueur, laquelle pourra être réglée, au gré de la Banque, au moyen de l'émission d'actions ordinaires ou de trésorerie. Après le 1<sup>er</sup> octobre 2024, pendant six mois, la Banque pourra revendre sa participation à Canadian Tire à la juste valeur alors en vigueur.

3) Selon le cours à la Bourse de Shanghai, le placement de la Banque dans Bank of Xi'an Co. Ltd. s'élevait à 826 \$ (31 octobre 2020 – 818 \$).

4) L'organisme de réglementation local oblige les institutions financières à constituer des réserves à l'égard des risques bancaires généraux. Ces réserves, qui ne sont pas requises aux termes des IFRS, représentent des résultats non distribués liés à une société associée à l'étranger, lesquels sont soumis à des restrictions réglementaires locales. Au 31 janvier 2021, ces réserves s'élevaient à 61 \$ (31 octobre 2020 – 64 \$).

## 10. Dépôts

						Aux	
						31 janvier 2021	31 octobre 2020
						Payables à vue <sup>1)</sup>	
(en millions de dollars)	Portant intérêt	Ne portant pas intérêt	Payables sur préavis <sup>2)</sup>	Payables à date fixe <sup>3)</sup>	Total	Total	
Particuliers	9 081 \$	9 958 \$	155 424 \$	75 046 \$	249 509 \$	246 135 \$	
Entreprises et administrations publiques	148 191	31 551	44 326	252 266	476 334	464 619	
Autres institutions financières	9 013	976	1 401	31 760	43 150	40 084	
	<b>166 285 \$</b>	<b>42 485 \$</b>	<b>201 151 \$<sup>4)</sup></b>	<b>359 072 \$</b>	<b>768 993 \$</b>	<b>750 838 \$</b>	
Par secteurs géographiques :							
Canada	115 154 \$	23 214 \$	170 304 \$	242 792 \$	551 464 \$	541 589 \$	
États-Unis	36 709	58	2 142	29 533	68 442	60 747	
Royaume-Uni	–	–	280	18 947	19 227	14 977	
Mexique	–	5 580	6 410	12 792	24 782	25 294	
Pérou	5 810	68	5 554	5 666	17 098	17 694	
Chili	4 059	6 680	150	13 039	23 928	23 592	
Colombie	48	703	4 845	3 974	9 570	9 308	
Autres pays	4 505	6 182	11 466	32 329	54 482	57 637	
Total <sup>5)</sup>	<b>166 285 \$</b>	<b>42 485 \$</b>	<b>201 151 \$</b>	<b>359 072 \$</b>	<b>768 993 \$</b>	<b>750 838 \$</b>	

1) Les dépôts payables à vue s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous ne recevons pas d'avis de retrait, soit généralement des comptes de chèques.

2) Les dépôts payables sur préavis s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous exigeons un avis de retrait, soit généralement des comptes d'épargne.

3) Dépôts venant à échéance à une date déterminée, soit généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et des instruments analogues.

4) Comprend un montant de 162 \$ au titre des dépôts sans intérêt (31 octobre 2020 – 158 \$).

5) Les dépôts libellés en dollars américains totalisaient 233 223 \$ (31 octobre 2020 – 215 836 \$), les dépôts libellés en pesos chiliens s'élevaient à 21 050 \$ (31 octobre 2020 – 21 099 \$), les dépôts libellés en pesos mexicains s'élevaient à 22 674 \$ (31 octobre 2020 – 22 765 \$) et les dépôts libellés dans d'autres monnaies se chiffraient à 82 458 \$ (31 octobre 2020 – 83 706 \$).

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des dépôts à terme au Canada de plus de 100 000 \$<sup>1)</sup>.

(en millions de dollars)	Moins de trois mois	De trois à six mois	De six à douze mois	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
<b>Au 31 janvier 2021</b>	<b>41 497 \$</b>	<b>24 682 \$</b>	<b>31 143 \$</b>	<b>84 548 \$</b>	<b>16 341 \$</b>	<b>198 211 \$</b>
Au 31 octobre 2020	38 739 \$	22 498 \$	30 850 \$	92 589 \$	18 072 \$	202 748 \$

1) La majeure partie des dépôts à terme provenant de l'étranger dépassent 100 000 \$.

## 11. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement

## Débentures subordonnées

Le 8 décembre 2020, la Banque a racheté la totalité de ses débentures [fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »)] à 3,367 % arrivant à échéance le 8 décembre 2025 en circulation d'un montant de 750 millions de dollars canadiens à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant en principal majoré des intérêts courus.

## Actions ordinaires

*Offre de rachat dans le cours normal des activités*

Le 13 mars 2020, le BSIF a indiqué aux institutions de dépôts fédérales de suspendre tout rachat d'actions ordinaires dans le cadre des mesures en réaction à la pandémie de COVID-19. La Banque n'a pas d'offre de rachat dans le cours normal des activités en vigueur et elle n'a pas racheté d'actions ordinaires au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021.

L'offre de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Banque a pris fin le 3 juin 2020. Aux termes de cette offre, la Banque a racheté et annulé environ 11,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 72,41 \$ l'action. Ces rachats ont été effectués avant le 13 mars 2020.

## Actions privilégiées et autre instrument de capitaux propres

Après la date de clôture, soit le 2 février 2021, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividende non cumulatif de série 32 et de série 33 en circulation à un prix correspondant à 25,00 \$ l'action majoré des dividendes déclarés le 26 janvier 2021 de 0,009891 \$ par action de série 32 et de 0,006976 \$ par action de série 33.

## 12. Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires et le levier de la Banque s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
<b>Fonds propres</b>		
Actions ordinaires et assimilées de T1	49 542 \$	49 165 \$
Fonds propres de T1, montant net	55 293	55 362
Fonds propres réglementaires totaux	63 724	64 512
<b>Actifs/expositions pondérés en fonction des risques entrant dans le calcul des ratios de fonds propres</b>		
Actifs pondérés en fonction des risques <sup>1)</sup>	406 780 \$	417 138 \$
Risque de levier	1 179 755	1 170 290
<b>Ratios de fonds propres</b>		
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	12,2 %	11,8 %
Ratio de T1	13,6 %	13,3 %
Ratio total des fonds propres	15,7 %	15,5 %
Ratio de levier	4,7 %	4,7 %

1) Au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Au 31 janvier 2021, la Banque dépassait largement les ratios minimaux de fonds propres établis par le BSIF, y compris les exigences au titre de la réserve pour stabilité intérieure.

## 13. Paiements fondés sur des actions

Au cours du premier trimestre, la Banque a attribué 1 876 066 options assorties d'un prix d'exercice de 68,36 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 4,60 \$ à certains salariés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des salariés. Ces options sur actions deviennent acquises à 50 % à la fin de la troisième année et l'autre tranche de 50 % devient acquise à la fin de la quatrième année. Les options attribuées avant décembre 2014 sont acquises en tranches égales sur une période de quatre ans.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, la Banque a comptabilisé une hausse de 4 millions de dollars (31 janvier 2020 – 3 millions de dollars) sous les « Capitaux propres – Autres réserves » en raison de la charge au titre des paiements fondés sur des actions classés dans les capitaux propres.

## 14. Avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les avantages postérieurs à l'emploi. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	95 \$	91 \$	6 \$	13 \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	9	6	11	12
Autres	3	4	–	2
Charge au titre des prestations définies	107 \$	101 \$	17 \$	27 \$
Charge au titre des cotisations définies	23 \$	19 \$	–	–
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel <sup>2)</sup>	637 \$	(316)\$	4 \$	(42)\$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

2) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont passés en revue et mis à jour trimestriellement. En l'absence de changements aux lois, toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.

## 15. Secteurs d'exploitation

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés dans le monde entier. Les activités de la Banque sont regroupées en quatre secteurs : Réseau canadien, Opérations internationales, Services bancaires et marchés mondiaux et Gestion de patrimoine mondiale. Les autres secteurs d'activité de moindre envergure sont pris en compte dans le secteur Autres. Les résultats de ces secteurs se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les méthodes comptables qu'appliquent ces secteurs sont généralement les mêmes que celles suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans son rapport annuel 2020. Les différences importantes en matière de mesure comptable sont les suivantes :

- Des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.
- La majoration des revenus d'intérêts nets exonérés d'impôt et des revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt pour les secteurs en cause. Cette différence de mesure permet de comparer les revenus d'intérêts nets et les revenus autres que d'intérêts imposables à ceux qui sont exonérés d'impôt.

Les résultats et les actifs et passifs moyens de la Banque Scotia, par secteurs d'exploitation, sont présentés ci-après :

## Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 984 \$	1 788 \$	155 \$	358 \$	66 \$	4 351 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	664	773	1 235	978	71	3 721
Total des revenus	2 648	2 561	1 390	1 336	137	8 072
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	215	525	4	20	–	764
Charges autres que d'intérêts	1 204	1 402	817	614	171	4 208
Charge d'impôt sur le résultat	318	157	148	159	(80)	702
Bénéfice net	911 \$	477 \$	421 \$	543 \$	46 \$	2 398 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	88 \$	3 \$	– \$	(1)\$	90 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	911 \$	389 \$	418 \$	543 \$	47 \$	2 308 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	368 \$	199 \$	27 \$	395 \$	166 \$	1 155 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	306 \$	153 \$	42 \$	387 \$	196 \$	1 084 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 69 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes et les frais liés aux services bancaires sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement, les commissions de courtage ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le secteur Gestion de patrimoine mondiale. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 20 \$ pour le Réseau canadien, de 49 \$ pour les Opérations internationales, de 3 \$ pour la Gestion de patrimoine mondiale et de (15) \$ pour le secteur Autres.

## Pour le trimestre clos le 31 octobre 2020

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 954 \$	1 785 \$	144 \$	350 \$	25 \$	4 258 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	612	763	1 021	860	(9)	3 247
Total des revenus	2 566	2 548	1 165	1 210	16	7 505
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	330	736	3	62	–	1 131
Charges autres que d'intérêts	1 186	1 424	726	583	138	4 057
Charge d'impôt sur le résultat	272	55	111	105	(125)	418
Bénéfice net	778 \$	333 \$	325 \$	460 \$	3 \$	1 899 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	70 \$	2 \$	– \$	– \$	72 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	778 \$	263 \$	323 \$	460 \$	3 \$	1 827 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	363 \$	202 \$	27 \$	389 \$	159 \$	1 140 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	295 \$	153 \$	40 \$	387 \$	195 \$	1 070 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 67 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'exploitation.



## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes et les frais liés aux services bancaires sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement, les commissions de courtage ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le secteur Gestion de patrimoine mondiale. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 15 \$ pour le Réseau canadien, de 38 \$ pour les Opérations internationales, de 3 \$ pour la Gestion de patrimoine mondiale et de (7) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	2 003 \$	2 005 \$	141 \$	325 \$	(82)\$	4 392 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3),4)</sup>	704	980	1 016	842	207	3 749
Total des revenus	2 707	2 985	1 157	1 167	125	8 141
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	321	580	1	24	–	926
Charges autres que d'intérêts	1 233	1 664	737	654	130	4 418
Charge d'impôt sur le résultat	301	159	110	117	(216)	471
Bénéfice net	852 \$	582 \$	309 \$	372 \$	211 \$	2 326 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	64 \$	3 \$	– \$	(28)\$	39 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	852 \$	518 \$	306 \$	372 \$	239 \$	2 287 \$
Représenté par :						
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>5)</sup>	– \$	59 \$	– \$	– \$	– \$	59 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	852	459	306	372	239	2 228
Actifs moyens (en milliards de dollars)	355 \$	203 \$	25 \$	411 \$	124 \$	1 118 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	263 \$	151 \$	35 \$	337 \$	262 \$	1 048 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 68 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes et les frais liés aux services bancaires sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement, les commissions de courtage ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le secteur Gestion de patrimoine mondiale. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 20 \$ pour le Réseau canadien, de 93 \$ pour les Opérations internationales, de 3 \$ pour la Gestion de patrimoine mondiale et de (25) \$ pour le secteur Autres.
- 5) Se reporter à la note 37 figurant dans le rapport annuel 2020 de la Banque pour obtenir des renseignements sur les activités cédées. L'incidence des activités cédées est de néant pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020.

## 16. Revenus et charges d'intérêts

Pour les trimestres clos les

(en millions de dollars)	31 janvier 2021		31 octobre 2020		31 janvier 2020	
	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti <sup>1)</sup>	6 212 \$	2 126 \$	6 280 \$	2 356 \$	7 797 \$	3 777 \$
Évaluation à la JVAÉRG <sup>1)</sup>	188	–	230	–	318	–
Autres	6 400	2 126	6 510	2 356	8 115	3 777
	112 <sup>2)</sup>	35 <sup>3)</sup>	142 <sup>2)</sup>	38 <sup>3)</sup>	121 <sup>2)</sup>	67 <sup>3)</sup>
Total	6 512 \$	2 161 \$	6 652 \$	2 394 \$	8 236 \$	3 844 \$

- 1) Les revenus (les charges) d'intérêts sur les actifs (les passifs) financiers sont calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.
- 2) Comprend les revenus de dividendes sur les titres de capitaux propres.
- 3) Comprend des intérêts sur les obligations locatives de 27 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 27 \$; 31 janvier 2020 – 30 \$).

## 17. Résultat par action

	Pour les trimestres clos les		
(en millions de dollars)	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Bénéfice de base par action ordinaire</b>			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 265 \$	1 745 \$	2 262 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 212	1 211	1 214
Bénéfice de base par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,87 \$	1,44 \$	1,86 \$
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 265 \$	1 745 \$	2 262 \$
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup>	41	19	27
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 306 \$	1 764 \$	2 289 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 212	1 211	1 214
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup> (en millions)	25	35	33
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 237	1 246	1 247
Bénéfice dilué par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,86 \$	1,42 \$	1,84 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

2) Certaines options ainsi que des options de vente et d'achat liées à l'acquisition pouvant être réglées au gré de la Banque au moyen de l'émission d'actions ordinaires étaient antidilutives et, par conséquent, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action.

## 18. Instruments financiers

## a) Gestion des risques

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise des instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de couverture. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2020.

## i) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), et il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut <sup>1)</sup>	Aux			31 octobre 2020
	31 janvier 2021			
(en millions de dollars)	Approche NI avancée	Approche standard	Total	Total
<b>Par sous-catégories d'exposition</b>				
Prêts autres qu'aux particuliers				
Prélevés <sup>2),3)</sup>	418 274 \$	65 279 \$	483 553 \$	486 658 \$
Engagements non prélevés	107 724	3 683	111 407	115 420
Autres expositions <sup>4)</sup>	119 076	9 602	128 678	120 903
Total – prêts autres qu'aux particuliers	645 074 \$	78 564 \$	723 638 \$	722 981 \$
Prêts aux particuliers				
Prélevés <sup>5)</sup>	228 278 \$	87 054 \$	315 332 \$	308 408 \$
Engagements non prélevés	51 486	–	51 486	52 835
Total – prêts aux particuliers	279 764 \$	87 054 \$	366 818 \$	361 243 \$
Total	924 838 \$	165 618 \$	1 090 456 \$	1 084 224 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit et exclusion faite des titres de capitaux propres et d'autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État et assurés par le secteur privé.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres institutions financières et les titres de créance à la JVAÉRG.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les dérivés négociés de gré à gré et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et aux sociétés autorisées était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part d'agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2020.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. En raison de leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Par ailleurs, une tranche de 36 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien était assurée au 31 janvier 2021 (31 octobre 2020 – 38 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien s'établissait à 52 % (31 octobre 2020 – 52 %).

## Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 janvier 2021, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 87 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 87 milliards de dollars) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consentis à des particuliers, principalement en Amérique latine et dans les Antilles. Une tranche de 49 milliards de dollars (31 octobre 2020 – 48 milliards de dollars) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

## ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque de liquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier reçoit des rapports sur le risque et sur les résultats obtenus par rapport aux limites approuvées. Le comité de gestion de l'actif et du passif (« CGAP ») supervise le risque de liquidité pour la haute direction.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque sont les suivants :

- établissement de plafonds pour la mesure et la gestion du risque de liquidité, y compris des plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque cela est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités. De façon générale, la Banque peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses obligations;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque et à l'échelle mondiale ainsi qu'une combinaison de scénarios systémiques et spécifiques;
- plan d'urgence en matière de liquidité.

Les établissements de la Banque à l'étranger ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. En ce qui a trait au risque de liquidité, les dépôts locaux sont gérés en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

## iii) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

## Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme.

En l'absence de couverture, au 31 janvier 2021, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les monnaies dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son résultat annuel avant impôt d'environ 69 millions de dollars (31 octobre 2020 – 66 millions de dollars; 31 janvier 2020 – 65 millions de dollars), principalement en raison de sa position en dollars américains. La Banque couvre partiellement ce risque de change.

Au 31 janvier 2021, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une augmentation (diminution) d'environ 347 millions de dollars (31 octobre 2020 – 354 millions de dollars) des pertes de change latentes dans le cumul des autres éléments du résultat global figurant dans les capitaux propres.

## Risque sur actions lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de placement. La juste valeur des titres de placement est présentée à la note 6.

## Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le tableau ci-dessous présente la VaR de la Banque par facteurs de risque ainsi que la VaR ayant subi une simulation de crise :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le			Au	Aux	
	31 janvier 2021			31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
	Moyenne	Haut	Bas			
Écart de taux plus taux d'intérêt	14,5 \$	23,2 \$	9,4 \$	15,4 \$	11,5 \$	17,8 \$
Écart de taux	8,4	12,7	4,7	7,7	11,1	11,1
Taux d'intérêt	14,9	22,0	8,0	17,9	11,4	11,7
Titres de capitaux propres	9,4	20,8	3,3	5,9	3,1	7,0
Change	3,1	5,4	1,9	2,4	4,6	9,1
Marchandises	5,6	8,5	3,5	5,5	5,0	3,7
Spécifique à la dette	4,1	5,1	3,7	3,7	5,2	3,1
Effet de la diversification	(19,1)	s. o.	s. o.	(15,9)	(14,8)	(25,0)
VaR totale	17,6 \$	32,8 \$	13,3 \$	17,0 \$	14,6 \$	15,7 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	33,8 \$	45,4 \$	22,0 \$	43,8 \$	37,0 \$	51,6 \$

## iv) Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend du risque de perte directe ou indirecte auquel est exposée la Banque en raison de l'insuffisance ou de l'échec de processus ou systèmes, d'erreurs humaines ou d'événements externes. Le risque d'exploitation comprend le risque juridique et réglementaire, le risque lié aux processus d'affaires et au changement, les manquements aux obligations de fiduciaire ou aux obligations d'information, les risques liés à la cybersécurité, la défaillance de la technologie, les crimes financiers et les risques environnementaux. Le risque d'exploitation est présent d'une façon ou d'une autre dans chacune des activités commerciales et de soutien de la Banque.

Le risque d'exploitation peut donner lieu à des pertes financières, à des sanctions réglementaires ainsi qu'à des atteintes à la réputation de la Banque. Celle-ci a mis au point des politiques, des procédures et des méthodes d'évaluation pour faire en sorte que le risque d'exploitation soit bien circonscrit et géré au moyen de contrôles efficaces.

## b) Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Banque a choisi de désigner certains passifs au titre de billets de premier rang comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net afin de réduire la non-concordance en matière de comptabilisation entre les variations de la juste valeur de ces instruments et les variations de la juste valeur des dérivés connexes, de même que les passifs financiers hybrides contenant un ou plusieurs dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte. Les variations de la juste valeur des passifs financiers découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement ultérieur en résultat net.

Le cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque est déterminé à un moment donné au moyen d'une comparaison de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de ces passifs actualisée au taux de financement effectif de la Banque, et de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisée à un taux de référence.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur.

(en millions de dollars)	Juste valeur		Variation de la juste valeur			Cumul des variations de la juste valeur <sup>1)</sup>		
	Aux		Pour les trimestres clos les			Aux		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Passifs</b>								
Passifs au titre de billets de premier rang <sup>2)</sup>	20 260 \$	18 899 \$	(746)\$	235 \$	(122)\$	(547)\$	199 \$	(574)\$

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

2) Les variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées sous « Autres éléments du résultat global ». Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus tirés des activités de transaction ». Les variations de la juste valeur compensatoires découlant des dérivés connexes sont également comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus tirés des activités de transaction ».

Le tableau suivant présente les variations découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque, de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que leurs valeurs à l'échéance contractuelle et leurs valeurs comptables.

(en millions de dollars)	Passifs au titre de billets de premier rang				
	Valeur à l'échéance contractuelle <sup>1)</sup>	Valeur comptable	Écart entre la valeur à l'échéance contractuelle et la valeur à la valeur comptable	Variations de la juste valeur	Cumul des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque
				pour le trimestre découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	
<b>Au 31 janvier 2021</b>	19 713 \$	20 260 \$	(547)\$	(178)\$	(637)\$
Au 31 octobre 2020	19 098	18 899	199	(211)	(459)
Au 31 janvier 2020	12 420	12 994	(574)	(12)	(67)

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

## c) Instruments financiers – juste valeur

## Juste valeur des instruments financiers

Le calcul de la juste valeur est fondé sur la conjoncture du marché à un moment donné et peut par conséquent ne pas être représentatif des justes valeurs futures. La Banque a mis en place des contrôles et processus en vue d'assurer que l'évaluation des instruments financiers est déterminée de manière appropriée.

Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2020 de la Banque pour connaître les techniques d'évaluation de la juste valeur de ses principaux actifs et passifs financiers.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers de la Banque et exclut les actifs non financiers comme les immobilisations corporelles, les participations dans des sociétés associées, les métaux précieux, le goodwill et les autres immobilisations incorporelles.

	Aux			
	31 janvier 2021		31 octobre 2020	
<i>(en millions de dollars)</i>	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Juste valeur totale	Valeur comptable totale
<b>Actifs</b>				
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	<b>89 491 \$</b>	<b>89 491 \$</b>	76 460 \$	76 460 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	<b>141 768</b>	<b>141 768</b>	117 839	117 839
Titres pris en pension et titres empruntés	<b>118 831</b>	<b>118 831</b>	119 747	119 747
Instruments financiers dérivés	<b>46 269</b>	<b>46 269</b>	45 065	45 065
Titres de placement – juste valeur	<b>71 523</b>	<b>71 523</b>	79 745	79 745
Titres de placement – coût amorti	<b>28 167</b>	<b>27 713</b>	32 129	31 644
Prêts	<b>612 277</b>	<b>603 649</b>	612 368	603 263
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	<b>14 775</b>	<b>14 775</b>	14 228	14 228
Autres actifs financiers	<b>14 328</b>	<b>14 328</b>	12 700	12 700
<b>Passifs</b>				
Dépôts	<b>773 422</b>	<b>768 993</b>	755 395	750 838
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	<b>20 260</b>	<b>20 260</b>	18 899	18 899
Acceptations	<b>14 856</b>	<b>14 856</b>	14 305	14 305
Obligations liées aux titres vendus à découvert	<b>40 119</b>	<b>40 119</b>	31 902	31 902
Instruments financiers dérivés	<b>41 296</b>	<b>41 296</b>	42 247	42 247
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés	<b>140 491</b>	<b>140 491</b>	137 763	137 763
Débitures subordonnées	<b>7 032</b>	<b>6 600</b>	7 827	7 405
Autres passifs financiers	<b>43 717</b>	<b>42 309</b>	43 776	42 660

## d) Hiérarchie des justes valeurs

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est fournie par le prix coté sur un marché actif. L'utilisation de prix cotés non ajustés sur des marchés pour des instruments identiques donne lieu à une évaluation de niveau 1. Dans la mesure du possible, les évaluations sont fondées sur des prix cotés ou des données observables sur des marchés actifs.

Il n'est pas toujours possible d'obtenir un prix coté pour une opération de gré à gré, tout comme lorsque l'opération est effectuée sur un marché qui n'est pas liquide ou actif. Dans de telles circonstances, des modèles internes qui optimisent le recours à des données observables sont utilisés pour estimer la juste valeur. La technique d'évaluation choisie tient compte de tous les facteurs que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de la transaction. Lorsque toutes les données importantes des modèles sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les instruments financiers négociés sur un marché peu actif sont évalués à l'aide de cours indicatifs ou d'autres méthodes d'évaluation. Les estimations de la juste valeur ne tiennent pas compte des liquidations ou des ventes forcées.

Lorsque les instruments financiers sont négociés sur des marchés inactifs ou illiquides ou lorsque des modèles sont utilisés dans une situation où il n'existe pas de paramètres observables, la direction doit exercer davantage de jugement dans son évaluation. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont considérées comme étant de niveau 3.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations de la juste valeur et les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

(en millions de dollars)	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Aux								
<b>Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente</b>								
<b>Actifs</b>								
<b>Métaux précieux<sup>1)</sup></b>	– \$	1 107 \$	– \$	1 107 \$	– \$	1 181 \$	– \$	1 181 \$
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>								
Prêts	–	7 903	–	7 903	–	8 352	–	8 352
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	8 482	4 069	–	12 551	9 154	3 882	–	13 036
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	10 265	–	10 265	–	9 320	–	9 320
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 384	–	–	8 384	5 182	–	–	5 182
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	11 559	2 816	–	14 375	9 230	3 415	–	12 645
Titres de sociétés et autres titres de créance	–	11 274	20	11 294	–	10 570	18	10 588
Fonds de revenu	141	–	–	141	121	–	–	121
Titres de capitaux propres	75 430	757	–	76 187	57 078	361	–	57 439
Autres <sup>2)</sup>	668	–	–	668	1 156	–	–	1 156
	<b>104 664 \$</b>	<b>38 191 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>142 875 \$</b>	<b>81 921 \$</b>	<b>37 081 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>119 020 \$</b>
<b>Titres de placement<sup>3)</sup></b>								
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	1 600 \$	13 034 \$	– \$	14 634 \$	1 728 \$	15 100 \$	– \$	16 828 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	94	13 595	–	13 689	93	17 454	–	17 547
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 181	1 888	–	10 069	11 930	1 299	–	13 229
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	13 976	14 860	24	28 860	14 101	13 798	23	27 922
Titres de sociétés et autres titres de créance	209	796	27	1 032	265	850	23	1 138
Titres de capitaux propres	2 081	204	954	3 239	1 954	263	864	3 081
	<b>26 141 \$</b>	<b>44 377 \$</b>	<b>1 005 \$</b>	<b>71 523 \$</b>	<b>30 071 \$</b>	<b>48 764 \$</b>	<b>910 \$</b>	<b>79 745 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	– \$	19 411 \$	1 \$	19 412 \$	– \$	21 013 \$	4 \$	21 017 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	–	19 277	–	19 277	–	17 943	–	17 943
Contrats sur titres de capitaux propres	98	3 263	2	3 363	290	2 655	3	2 948
Contrats de crédit	–	239	–	239	–	480	–	480
Contrats sur marchandises	–	3 978	–	3 978	–	2 677	–	2 677
	<b>98 \$</b>	<b>46 168 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>46 269 \$</b>	<b>290 \$</b>	<b>44 768 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>45 065 \$</b>
<b>Passifs</b>								
<b>Dépôts<sup>4)</sup></b>	– \$	118 \$	– \$	118 \$	– \$	73 \$	– \$	73 \$
<b>Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	–	20 260	–	20 260	–	18 899	–	18 899
<b>Obligations liées aux titres vendus à découvert</b>	32 896	7 223	–	40 119	25 584	6 318	–	31 902
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	–	16 000	48	16 048	–	16 937	17	16 954
Contrats de change et contrats sur l'or	–	18 515	–	18 515	–	19 511	–	19 511
Contrats sur titres de capitaux propres	340	2 628	6	2 974	599	2 133	2	2 734
Contrats de crédit	–	46	–	46	–	53	–	53
Contrats sur marchandises	–	3 713	–	3 713	–	2 995	–	2 995
	<b>340 \$</b>	<b>40 902 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>41 296 \$</b>	<b>599 \$</b>	<b>41 629 \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>42 247 \$</b>

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme, s'il y a lieu.

2) Représente les actifs liés à l'énergie.

3) Compte non tenu de titres de créance évalués au coût amorti de 27 713 \$ (31 octobre 2020 – 31 644 \$).

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets structurés.

## Variations de la juste valeur des instruments de niveau 3

Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs au 31 janvier 2021 englobent certaines obligations de gouvernements étrangers, des obligations de sociétés structurées, des placements dans des titres de capitaux propres d'entités fermées et des dérivés complexes.

Le tableau qui suit résume les variations se rapportant aux instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 janvier 2021.

Les soldes positifs représentent des actifs, alors que les soldes négatifs représentent des passifs. En conséquence, les montants positifs indiquent des achats d'actifs ou des règlements de passifs, alors que les montants négatifs indiquent des ventes d'actifs ou des émissions de passifs.

## Au 31 janvier 2021

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat	Profits (pertes) comptabilisés dans les AÉRG	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre	Variation des profits (pertes) latents comptabilisés en résultat pour les instruments toujours détenus <sup>1)</sup>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>								
Titres de sociétés et autres titres de créance	18 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	20 \$	2 \$
<b>Titres de placement</b>	18	2	–	–	–	–	20	2
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	23	–	1	–	–	–	24	s. o.
Titres de sociétés et autres titres de créance	23	1	3	–	–	–	27	1
Titres de capitaux propres	864	57	(3)	43	(35)	28	954	57
<b>Actifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>	910	58	1	43	(35)	28	1 005	58
Contrats de taux d'intérêt	4	–	–	–	–	(3)	1	–
Contrats sur titres de capitaux propres	3	–	–	–	–	(1)	2	– <sup>2)</sup>
<b>Passifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	(17)	1	–	(32)	–	–	(48)	1 <sup>3)</sup>
Contrats sur titres de capitaux propres	(2)	1	–	(6)	–	1	(6)	1 <sup>2)</sup>
	(12)	2	–	(38)	–	(3)	(51)	2
<b>Total</b>	<b>916 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>(35)\$</b>	<b>25 \$</b>	<b>974 \$</b>	<b>62 \$</b>

1) Ces montants représentent les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments de niveau 3 toujours détenus à la clôture de la période qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.

2) Certains profits latents et certaines pertes latentes sur les actifs et passifs dérivés sont compensés en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'autres instruments pris en compte dans les revenus tirés des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net, ces instruments agissant comme couverture économique à l'égard de certains actifs et passifs dérivés.

3) Certaines pertes latentes sur les dérivés sur taux d'intérêt sont compensées en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de dérivés incorporés à certains passifs dépôts à l'état consolidé du résultat net.

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 octobre 2020.

## Au 31 octobre 2020

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat <sup>1)</sup>	Profits (pertes) comptabilisés dans les AÉRG	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Actifs détenus à des fins de transaction	15 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	18 \$
Titres de placement	898	14	7	43	(24)	(28)	910
Instruments financiers dérivés	(36)	5	–	(7)	25	1	(12)

1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des pertes ou des profits se rapportant à des couvertures connexes de niveau 1 ou de niveau 2.

## Transferts importants

Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs lorsque de nouvelles informations ou des informations supplémentaires ou plus précises visant les données servant à l'évaluation et le caractère observable de ces dernières deviennent

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

disponibles. La Banque comptabilise les transferts d'un niveau de la hiérarchie des justes valeurs vers un autre à la clôture de la période de communication de l'information au cours de laquelle ils surviennent. Les transferts vers ou depuis le niveau 3 se produisent principalement à la suite de changements dans le caractère observable, les méthodes d'évaluation ou l'importance des données observables servant à l'évaluation.

Il n'y a eu aucun transfert important vers ou depuis le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020.

### Sensibilité du niveau 3

La Banque exerce son jugement pour déterminer quelles données non observables sont utilisées pour calculer la juste valeur des instruments de niveau 3.

Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 de la Banque pour une description des données non observables importantes des instruments de niveau 3 et de l'incidence potentielle qu'une variation de chaque donnée non observable pourrait avoir sur l'évaluation de la juste valeur. Il n'est survenu aucun changement important aux sensibilités du niveau 3 au cours du trimestre.

## 19. Impôt sur le résultat

Depuis 2016, la Banque a reçu des avis de nouvelle cotisation totalisant 808 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts par suite du refus de l'Agence du revenu du Canada de permettre la déduction de certains dividendes canadiens reçus au cours des années d'imposition 2011 à 2014. En juin 2020, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation de 217 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts se rapportant à certains dividendes canadiens reçus au cours de l'année d'imposition 2015. Les modalités des dividendes visés par ces avis de nouvelle cotisation sont semblables à celles couvertes de façon prospective par les règles présentées en 2015 et en 2018. La Banque est convaincue que ses déclarations fiscales étaient appropriées et conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position.



### Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'écrire à l'agent des transferts.

### Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en trésorerie sans avoir à acquiescer de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le régime, il suffit de communiquer avec l'agent des transferts.

### Dates de paiement des dividendes pour 2021

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
5 janvier 2021	27 janvier 2021
6 avril 2021	28 avril 2021
6 juillet 2021	28 juillet 2021
5 octobre 2021	27 octobre 2021

### Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle pour l'exercice 2020 sera tenue par webémission en direct le 13 avril 2021 à compter de 9 h (heure de l'Est). Veuillez consulter notre site Web au [banquescotia.com/assembleeannuelle](http://banquescotia.com/assembleeannuelle) pour obtenir des mises à jour concernant l'assemblée.

### Site Web

Pour obtenir des renseignements concernant la Banque Scotia et ses services, visitez notre site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

### Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 23 février 2021, à 8 h 15 (HNE), et devrait durer environ une heure. Les parties intéressées sont invitées à accéder à la conférence directement, en mode écoute seulement, par téléphone en composant le 416-641-6104 ou le 1-800-952-5114 (sans frais) et en utilisant le code d'accès 9730782, suivi du carré (#) (veuillez téléphoner un peu avant 8 h 15, HNE). Une diffusion audio sur le Web avec les diaporamas afférents sera accessible par l'intermédiaire de la page Relations avec les investisseurs, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

Une période de questions suivra la présentation des résultats par la haute direction de la Banque Scotia. Une transmission différée par téléphone de la conférence téléphonique sera disponible du 23 février 2021 au 25 mars 2021, en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 (sans frais en Amérique du Nord) et le code d'accès 9946049, suivi du carré (#). La diffusion audio sur le Web sera disponible sur le site Web de la Banque pendant trois mois.

### Coordonnées

#### Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs institutionnels qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
 Scotia Plaza – 44, rue King Ouest  
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
 Téléphone : 416-775-0798  
 Courriel : [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com)

#### Communications mondiales

Banque Scotia  
 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario)  
 Canada M5H 1H1  
 Courriel : [corporate.communications@scotiabank.com](mailto:corporate.communications@scotiabank.com)

## INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, les dividendes, les transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'agent des transferts de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-877-982-8767  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

Coagent de transfert (États-Unis)  
Computershare Trust Company, N.A.  
À l'attention de : Stock Transfer Department  
Livraison le jour suivant : 462 South 4th Street, Louisville, KY 40202  
Courrier ordinaire : P.O. Box 505005, Louisville, KY 40233-5005  
Téléphone : (303) 262-0600 ou 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le Secrétariat général :

Banque Scotia  
Scotia Plaza – 44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-3672  
Courriel : [corporate.secretary@scotiabank.com](mailto:corporate.secretary@scotiabank.com)

### Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

